

Ouverture à Genève  
de la conférence  
sur la Namibie

LIRE PAGE 4  
L'ARTICLE DE PATRICE CLAUDE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 2 Dhs; Maroc, 2,50 dir.; Tunisie, 220 m.l.  
Aussage, 1,40 Dhs; Indonésie, 14 cc.; République  
20 fr.; Canada, 5 l.; Côte d'Ivoire, 255 CFA;  
Ouganda, 5 kr.; Émirats, 60 a.; É.-U., 35 p.;  
Grèce, 40 dr.; Iran, 125 rls.; Israël, 80 p.;  
Italie, 200 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 50 f.;  
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,  
40 esc.; Suède, 240 CFA; Suisse, 3,75 fr.;  
Soudan, 1,00 S.S.; Tchad, 200 CFA; Zaire, 250 z.

Tarif des abonnements page 2  
A. RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23 PARIS  
Tél. Paris n° 630372  
Tél. : 246-72-23

## La « fusion » du Tchad et de la Libye

### Un défi ?

Depuis qu'il s'est emparé du pouvoir à Tripoli, en 1969, le colonel Kadhafi a pu mener une politique de sa force dans le refus de ses adversaires de prendre ses initiatives au sérieux. C'est ainsi que, au moment où, tirant les conséquences de la victoire militaire remportée le 15 décembre par les troupes libyennes à N'Djamena, Kadhafi proclamait son intention de fusionner le Tchad et la Libye, chancelleries et États-majors ergotaient ou se taisaient.

Kadhafi pour sa part, conformément à la logique qui lui est propre, poursuit avec détermination sa marche en avant qui, pour le Tchad, a commencé en 1972, lorsque la bande d'Azoum fut, au nom d'un accord conclu en 1935 entre Laval et Messolimi, et jamais ratifié par la France, mais portant cession de ce territoire à l'Italie, annexée au territoire libyen. Les hésitations de l'Élysée et du Quai d'Orsay, l'incertitude, voire l'absence de la politique française en Afrique centrale, aggravée par l'expression stérile des craintes des partenaires africains de la France, ont donné au président libyen confiance en lui-même. Cependant, si les causes de l'initiative prise par le colonel Kadhafi sont relativement claires, il n'est pas évident qu'il en ait réellement mesuré toute la portée.

Les Tchadiens eux-mêmes ne sauraient partager manuellement le point de vue libyen. Hissène Habré entend poursuivre la lutte armée dans l'est du pays. Bien qu'il se soit récemment rallié au colonel Kadhafi, le chef du mouvement national libyen (GUNT), instance dont les jours sont désormais comptés, le colonel Kamougue peut d'autant moins cautionner le projet de fusion qu'il reste le leader du sud ou Tchad. Or, pour des raisons à la fois religieuses, ethniques et historiques, cette région est traditionnellement opposée à tout ce qui concerne le monde islamisé auquel sont liées les minorités blanches du Nord. Quant à Gontoumi Oueddei, il est le fils du chef traditionnel des Toubous, dont l'aire d'habitat couvre à la fois le Tchad, la Libye et le Niger.

L'étonnante absence de réactions officielles immédiates dans les capitales du Maghreb et du Machrek et dans celles des États sahraïens peut s'expliquer par les effets des pétrodollars libyens qui servent notamment à l'entretien de nombreux lobbies locaux. Mais il est clair que, dans l'ensemble de l'Afrique, on est passé de l'inquiétude au désarroi.

Le Soudan, qui sert d'ores et déjà de « sanctuaire » aux partisans d'Hissène Habré, est le premier État menacé par cette brusque extension d'un voisinage libyen. Au-delà du Soudan, c'est l'Égypte qui se trouve sur la route de Kadhafi, que ne saurait laisser indifférent le sort de deux États dont les dirigeants lui sont hostiles.

Les États francophones d'Afrique centrale voient croître la montée des périls : le Cameroun, où affluent toujours les réfugiés tchadiens ; le Centrafrique, mal remis des traumatismes dus aux défilés et phantasmes de l'empereur Bokassa aujourd'hui déchu ; le Zaïre et le Congo, qu'ébranlent de graves tensions internes ; le Gabon, chef de file des États modérés dans cette région. Mais l'Afrique occidentale elle-même n'échappe pas à une menace générale de déstabilisation.

Quant à la France, elle est d'autant plus mal à l'aise qu'elle ignore pas que le président libyen en sait long sur des affaires aussi mal éclairées que le cas des époux Clastre, anciens otages de MM. Gontoumi Oueddei et Hissène Habré, ou les relations de M. Delpey avec Bokassa. Les initiatives des sociétés pétrolières françaises en Libye, qui entravent apparemment les rapports politiques entre Paris et Tripoli, ne sont pas plus rassurantes.

### Tripoli « reconstruit » l'armée de N'Djamena qui n'autorisera « jamais plus » la présence de troupes françaises

Tirant les bénéfices politiques du succès qu'elle a assuré aux forces de M. Gontoumi Oueddei à N'Djamena par son intervention militaire, la Libye a obtenu du Tchad qu'il accepte la préparation d'une « unité complète » entre les deux pays.

Il s'agit de la sixième tentative du colonel Kadhafi pour obtenir la fusion de son pays et d'un ou plusieurs États voisins ou allies, les cinq précédentes s'étant soldées par des échecs.

N'Djamena accepte une aide militaire de Tripoli pour « reconstruire » l'armée nationale et assurer la sécurité. Selon son président, le Tchad « n'autorisera jamais plus le stationnement de troupes françaises sur son territoire ».

A l'issue de la visite officielle de quatre jours du président Gontoumi Oueddei en Libye, lequel a regagné le Tchad mardi 6 janvier, Tripoli et N'Djamena ont annoncé leur décision d'« ouvrir en vue de réaliser l'unité complète entre les deux pays, une unité de masses, où le pouvoir, les richesses et les armes seront entre les mains du peuple et ses instruments les congrès et les comités populaires ».

Le communiqué diffusé mardi par Jana, l'agence libyenne de presse, indique également qu'il a été « convenu de renforcer l'alliance stratégique entre les deux pays, de considérer toute agression contre l'un d'eux comme une agression contre l'autre, d'être disposés à lutter ensemble contre toute agression contre l'un ou l'autre des deux pays ». Enfin, dans le cadre du traité de défense conclu le 15 juin 1980, « sur demande officielle du gouvernement tchadien », la Libye « enverra des militaires pour aider à maintenir la sécurité, à consolider la paix retrouvée à l'issue de la guerre civile, et à reconstruire l'armée nationale et les forces de sécurité tchadiennes ».

De son côté, selon Radio-Tripoli, le président du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition du Tchad) aurait déclaré, avant de quitter le sol libyen, que « le Tchad n'autorisera jamais le stationnement de troupes françaises sur son territoire ».

#### AU JOUR LE JOUR

##### Officines

L'Union fédérale des consommateurs dénonce le scandale de ces pharmacies qui, sans doute, proposent au citoyen-assuré social des médicaments, mais aussi, et surtout, beaucoup de drogues, gadgets accessoires, et tout un bric-à-brac de bazar.

Elle pourrait aussi dénoncer ces autres officines qui, sous couvert d'offrir au citoyen-électeur des projets politiques sérieux et séduisants, trament d'obscures manœuvres qui débouchent sur des tromperies.

Aux aventures de celles-ci comme de celles-là, on trouve de tout, mais tout n'est pas remboursé.

Vaste sujet de méditation pour l'ancien président des radicaux de gauche, médiateur et aussi pharmacien à Villefranche-de-Rouergue.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## Le sort des otages de Téhéran

### Les communiqués militaires triomphalistes pourraient préparer l'opinion publique iranienne à des concessions

Les communiqués triomphalistes se succèdent à Téhéran sur la contre-offensive iranienne lancée, le lundi 5 janvier, sur le front irakien. Les journalistes étrangers ont assisté, ce mercredi en fin de matinée, à l'arrivée à la gare centrale de la capitale de quelque cinq cents soldats irakiens faits prisonniers près d'Ahvaz, capitale du Khuzistan. Bagdad dénonce néanmoins le « mythe » des victoires iraniennes. Il n'est pas exclu que Téhéran, en exaltant ses succès militaires, prépare l'opinion à des concessions dans l'affaire des otages.

En effet, les espoirs d'un accord sur leur libération ont brusquement resurgi dans la nuit de mardi à mercredi, le premier ministre, M. Radjavi, ayant déclaré que, lors d'une rencontre avec l'imam Khomeiny, celui-ci avait donné son « accord » pour l'acceptation d'une proposition de l'Algérie de résoudre, « par ses bons offices », les problèmes entre Téhéran et Washington. Cependant, l'ambassadeur d'Algérie à Téhéran, M. Abdel Karim Gheraieb, a déclaré à l'A.F.P. qu'Alger s'en tenait à son rôle d'intermédiaire.

M. Behzad Nahavi, ministre iranien chargé du problème des otages, a pour sa part, écarté au cours d'une conférence de presse la possibilité d'un arbitrage de l'Algérie dans le conflit entre Washington et Téhéran.

Mardi soir, une chaîne de télévision américaine avait fait état d'un « accord de principe » iranien susceptible d'être très rapidement abandonné sur place des « centaines » de blindés. Selon les communiqués iraniens, sept cent cinquante soldats irakiens ont été tués et qu'une quarante-cinq blessés et huit cents capturés. L'agence Pars rapporte, d'autre part, que huit cent trente prisonniers irakiens ont été transportés dans des camions, à travers Ahvaz, sous les acclamations de la population.

L'Iran a annoncé, mardi 6 janvier, que la contre-offensive lancée contre les forces de Bagdad dans le Khuzistan et, sur les

flancs des monts Zagros avait été « couronnée de succès », provoquant l'« étonnement » de deux brigades qui avaient abandonné sur place des « centaines » de blindés. Selon les communiqués iraniens, sept cent cinquante soldats irakiens ont été tués et qu'une quarante-cinq blessés et huit cents capturés. L'agence Pars rapporte, d'autre part, que huit cent trente prisonniers irakiens ont été transportés dans des camions, à travers Ahvaz, sous les acclamations de la population.

(Lire la suite page 4.)

## Les enseignants au quotidien

Plus de dix millions de jeunes Français ont rendez-vous avec eux : ce sont les six cent mille instituteurs et professeurs de l'enseignement public. Mal aimés, dit-on souvent en songeant que les temps ont bien changé où les « hussards noirs » faisaient la « république des professeurs ». Aujourd'hui, le ministère de l'éducation en serait à préparer une vaste campagne

publicitaire à la télévision et dans la presse — coût estimé : 3,5 millions de francs — pour réconcilier les maîtres et la nation. « Le Monde » a voulu regarder vivre ces enseignants. Pas les vedettes ni même les pionniers ou les militants. Ceux, plutôt, qui n'ont que rarement la parole mais tissent jour après jour la vie des classes.

### I. — « Le cocon se défait »

par CHARLES VIAL

Elle ne haussera pas la voix. Elle ne se dressera pas en une sainte colère, pas plus qu'elle ne s'effondrera vaincue. Elle dira doucement : « J'avais un enthousiasme débordant au début. Mais, tenant tout est gris ». Elle, trente-cinq ans, fille de maçon immigré, exerce dans un collège de l'agglomération de Dunkerque. Licenciée en lettres, elle enseigne les lettres et l'histoire — deux matières puisqu'elle est professeur d'enseignement général de (P.E.C.G.) à des élèves de sixième, cinquième et de classe pré-professionnelle de niveau (C.P.P.N.). « Il m'arrive en me disant : il faut que je fais la vaisselle. Quand je leur ai appris le subjonctif, ils m'ont répondu : si je parle comme ça, on va se moquer de moi. Et quand je leur ai annoncé : nous allons apprendre à rédiger une lettre de demande d'emploi, qu'est-ce qu'ils ont rigolé !... »

En encore, mariée à un avocat, elle ne travaille-t-elle plus qu'à mi-temps, depuis la naissance de son second enfant. Alors, elle continue, « pour ne pas être une femme entretenu ».

Malaise, malaise. A force de parler de malaise aux enseignants ils vont y croire, avait proféré M. Raymond Barré au printemps dernier. Pourtant, en 1971, déjà, M. Olivier Guichard, alors ministre de l'éducation nationale, avait mis en place une commission de sages, présidée par M. Louis Joxe, pour redéfinir la fonction enseignante dans le second degré et répondre au... « malaise des enseignants ». Comme les recommandations de cette commission n'ont guère trouvé d'application, c'est l'étonnement sur la persistance du mal qui devrait étonner. En tout cas, quand les enseignants parlent — non les maîtres des grands lycées, mais des enseignants « ordinaires », si l'on peut risquer le terme sans infaillibilité — on sent bien que le cœur leur monte à la bouche.

Tous s'accordent sur un point : les élèves, aujourd'hui, sont plus difficiles. Plus spontanés, moins distants peut-être. Mais plus exigeants et plus fatigants.

Cela n'est pas affaire de géographie. Un professeur du lycée Marcel-Pagnol à Marseille avoue mal supporter le manque de surveillance et le bruit entre les cours : « Les élèves ne sont plus canalisés ». Ce n'est pas non plus l'apanage des professeurs. Même plainte chez les instituteurs. Jean-Jacques, remplaçant à Fuyard (Bouches-du-Rhône) : « Il faut faire le fil avant de faire la classe ».

(Lire la suite page 8.)

#### ARCHITECTURE AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

### La Colombie par exemple

Un pays dont le président, prenant démocratiquement conseil auprès de ses proches, viendrait à se faire l'arbitre suprême des grands concours d'architecture, un pays dont la capitale aurait pour maire un personnage assez ouvert aux choses de l'art pour se déclarer architecte, un pays dont l'enseignement architectural serait tel qu'il nécessiterait une plus haute école encore pour mieux porter et partager son abondance de talents, un tel pays serait assurément bien loti. Mais ce n'est pas, on le sait, le cas de la France, pays démocratique et dont la production reste assurément encore trop mauvaise pour que s'ouvrent sans danger de telles perspectives.

Ici, nous ne pouvons avoir qu'un président qui sache déléguer son pouvoir sur des problèmes aussi essentiels, un maire de Paris discret, car il sait que ses proches conseillers en la matière ont été à l'origine d'une défiguration sans précédent de sa ville. Enfin, nous n'avons qu'un Institut français d'architecture (IFA), sans moyens réels autres que l'acuité de son

inquiétude, assez conscient pour ne pas se vouloir une école qui serait inopérante dans un tel contexte, trop mal armé ou défendu pour être libre de ses choix, en hommes ou en actions.

Dépoussiérant d'anciens lauriers, on continue pourtant ici à se trouver de grands mérites et l'on pense qu'un ailleurs, quelque part, est toujours moins méritant. Prenons pour exemple la Colombie (1). Moins de démocratie, croit-on savoir, plus d'inégalité sociale, c'est patent, une spéculation malséreuse, donc évidente. Et pourtant, une petite place pour l'architecture, et une qualité moyenne, fût-ce dans la médiocrité, qui ferait espérer que la France en revient à d'antiques pratiques d'importation de talents, mais la France, son ordre en est garant, a de bons architectes. — F. E.

(Lire page 11 l'article de Frédéric EDELJANN.)

(1) Architecture colombienne, exposition, au Centre Georges-Pompidou.

APRES JE CRAQUE...



## GUY BEDOS

En attendant la bombe

"Quoi de plus agaçant que le bonheur des autres ? Rien, sauf lorsque Guy Bedos parle de sien. En attendant la bombe : un hymne à la vie pour éloigner la mort. On est souvent ému, mais - chers de la nature - on rit beaucoup. Aussi."

RANDEL REYMAN

CALMANN-LEVY

صكنا من الالجل



صكرا من الامال

Le Monde

# idées

## MÉDIAS

Le passage de Hachette sous le contrôle de Matra a mis au premier plan de l'actualité le problème de ce que l'on appelle désormais les médias. Alain Dangeard craint que la multiplication envisagée des chaînes de télévision n'aboutisse qu'à l'uniformisation des recettes employées. Ce n'est donc pas, à son avis, le meilleur moyen d'assurer ce pluralisme que Denis Périé-Daville voudrait garantir en mettant à exécution une suggestion du rapport Vedel sur la gestion des entreprises de presse : interdire les concentrations de nature à porter atteinte au pluralisme et créer à cet effet une commission des opérations de presse. Quant à Maurice Séveno, il s'inquiète des incidences sur la télévision de la prochaine campagne présidentielle et préconise, à cette occasion, une modification du cahier des charges.

### T.V. et campagne présidentielle

par MAURICE SÉVENO (\*)

Pour la première fois, les sociétés de programme issues de l'ex-O.R.T.F. vont affronter une campagne présidentielle. On se souvient du phénomène de lassitude et de rejet suscité par la dernière en date, celle de 1974, sur les écrans de télévision. Une fois l'effet de curiosité passé, après avoir suivi la première soirée électorale pour découvrir le rigolo de service et quelques autres, les téléspectateurs-citoyens ont développé une animosité croissante contre ces émissions stéréotypées et monotones. Ainsi, ce qui devait contribuer à l'information politique des Français devenait une gêne et un empêchement de suivre les programmes habituels. Mais n'était-ce pas le but recherché par le pouvoir, cette saturation propre à décourager les meilleures bonnes volontés ? Car c'est le cahier des charges draconien, établi par le pouvoir lui-même pour le déroulement de la campagne électorale radiotélévisée, qui est responsable de cet état de fait. Sous prétexte d'établir l'égalité des candidats face à la T.V., le règlement stipule que ceux-ci devront apparaître dans un même décor selon un protocole immuable et figé, et surtout sans possibilité de faire intervenir des inserts filmés susceptibles d'appuyer leurs arguments tout en animant leur émission par l'introduction d'images extérieures. Reconduite ce même règlement pour l'élection de 1981, c'est choisir délibérément d'être confronté au même handicap d'autant plus que les candidatures de premier tour ont tendance à se multiplier. On imagine déjà l'extraordinaire « ras l'bol » que va susciter une campagne ainsi organisée. Or, il existe aujourd'hui une procédure qui a fait ses preuves depuis plusieurs années et qui pourrait parfaitement être étendue à la campagne présidentielle sous réserve de modalités particulières à mettre en place. Celle des « quarts d'heure » attribués aux partis politiques et aux Assemblées. Ceux-ci disposent d'une enveloppe budgétaire pour élaborer et fabriquer à leur guise le programme de leur choix. Ils peuvent réaliser, s'ils le sou-

### Vers un remaniement du système audio-visuel ?

par ALAIN DANGEARD (\*)

DANS le cas de la prise de Hachette par Matra, comme dans celui de l'option réservée par la Compagnie luxembourgeoise de télévision sur le lancement en mai 1985 d'un satellite de télévision directe, les responsables des groupes concernés semblent agir comme s'ils étaient convaincus que les Sociétés nationales de télévision étaient caduques. Après l'attribution de canaux à TF1 et à 2, un troisième canal restait disponible sur le satellite franco-allemand qui doit être lancé en 1984. Faut-il établir une nouvelle chaîne, et de quelle nature : publique, privée ? Profiter de cette nouvelle possibilité pour répondre aux vœux du public de programmations plus sélectives et plus diversifiées ? Face à ces questions, les investissements des groupes Matra et C.I.T. anticipent sur la réalité juridique et politique : la dévolution d'un canal de diffusion directe hors du service public suppose un acte du Parlement. Et même si le Luxembourg, en tant qu'Etat souverain, est libre de

lancer un satellite, le financement d'un tel instrument ne se conçoit qu'en prenant en compte les ressources du marché publicitaire français : ce qui suppose au moins l'acquiescement préalable de la France, laquelle pourrait toujours interdire sur son territoire la collecte des recettes publicitaires. Les pouvoirs publics ont encore le temps de réfléchir. Même si le développement des nouvelles techniques de diffusion donne souvent l'impression de dominer les choix, les affaires récentes semblent avoir surpris tout le monde. Et les ambitions présentes naturellement l'avenir comme indubitable. Heureusement, l'avenir est d'abord incertain : mais, en matière d'organisation audio-visuelle, une fois les choix faits et les habitudes d'écoute prises, il est difficile de revenir en arrière. Un débat devra donc s'ouvrir sur les enjeux de la dévolution des canaux des futurs satellites de télévision directe.

#### Une nouvelle « donne »

Les nouvelles techniques relatives de deux catégories : celles qui permettent une programmation audio-visuelle à domicile et « à la carte » (magnétoscope, vidéoscope, télévision payante par télédistribution), et télévision directe par satellite. En quoi ces nouvelles techniques sont-elles susceptibles d'affecter les bases de l'organisation française de la radio-télévision ? 1) L'ouverture de nouvelles possibilités de programmation individuelle présente d'incalculables avantages pour les Sociétés nationales de télévision. Elles peuvent alléger leurs contraintes de programmation, mais, du fait de leur coût élevé, ces facultés ne resteront longtemps accessibles qu'à une minorité de téléspectateurs. La T.V. payante et le vidéodisque se présentent davantage

comme concurrents que comme auxiliaires de la programmation des Sociétés nationales : une érosion de l'audience pourrait se produire au détriment des programmes organisés offerts par les T.V. nationales. La « T.V. payante » a connu un large succès aux Etats-Unis ces dernières années, dans un contexte très différent du contexte européen, et d'ailleurs les « Networks » s'en inquiètent. En Grande-Bretagne, le développement de la « PAY. T.V. » (25 millions de foyers sur 18 millions) se heurte à l'ampleur des investissements à réaliser. On peut douter que de tels déploiements soient assez rapides

en France pour modifier dans la décennie à venir les missions des chaînes nationales. Mais il est bon que l'industrie française s'en préoccupe. Et si elle n'est pas « partie » dans la course au « hardware », elle peut chercher à placer la « software », c'est-à-dire les productions françaises auprès des détenteurs de magnétoscopes — et demain, de lecteurs de vidéodisques — ou auprès des réseaux étrangers de T.V. payante. Pour cet objectif, l'initiative de Matra est intéressante. 2) La couverture nationale du satellite, voire ses débordements hors des frontières, en font, à l'opposé, un moyen approprié à la T.V. de masse. Par rapport aux réseaux terrestres, l'efficacité est accrue et le coût collectif abaissé. Dès lors que les immeubles peuvent s'équiper d'antennes collectives, le coût individuel ne devrait pas être un obstacle à une diffusion assez rapide. L'industrie française enfin est présente sur le marché de ce « hardware ». Tout concourt à inciter les pouvoirs publics à veiller au succès de la télévision directe par satellite.

Pour certains, il est clair que ce succès ne peut être assuré que par l'attribution d'un des trois canaux français à un groupe d'intérêts privés gérant une chaîne commerciale ; on aurait ainsi une juxtaposition de trois chaînes conservant leur caractère de service public, et d'une chaîne commerciale. Cependant, l'exemple anglais, souvent cité à ce stade du raisonnement, ne vient pas à l'esprit. Le système commercial britannique est une fédération, étroitement coordonnée, de cinq sociétés privées à diffusion régionale, dont la licence est renouvelée périodiquement. La nature du satellite en fait un moyen puissant et centralisateur, et celui qui dispose d'un canal jouit en fait d'un véritable monopole sur ce canal.

#### Trois questions

Trois questions doivent être posées au sujet de l'une des hypothèses avancées pour cette attribution : à savoir, le lancement d'une nouvelle chaîne grand public à ressources publicitaires. — Le marché de la publicité sur les ondes de la T.V. est-il extensible au point qu'il y ait place pour une nouvelle chaîne à caractère commercial, sans déplacement significatif de ressources au détriment des deux autres chaînes nationales qui font déjà appel à la publicité ? Si, par suite du fractionnement de l'audience, chaque chaîne concurrente se trouve exsangue, ne s'engage-t-on pas dans une impasse ? L'explosion du « hardware » risque de condamner les systèmes audiovisuels — et pas seulement en France — à la médiocrité et aux expédients de l'achat extérieur sur le marché international des productions. — Une nouvelle chaîne de télévision de masse s'adressant au même public ne sera-t-elle pas conduite à utiliser les mêmes recettes de succès, à en payer le prix pour les enlever aux autres chaînes, et ainsi à limiter dès le départ les moyens globalement consacrés sur les quatre chaînes à la mise en valeur de nouvelles sources culturelles ? — Enfin, « le pluralisme et la liberté » seront-ils accrus par l'octroi d'un droit de diffusion sur un canal satellite, à un ou plusieurs groupements privés ? Comme l'a noté R. Schaeffer : « L'économie des moyens domine toutes les intentions d'emploi et oriente les contenus. » Le financement publicitaire a ses exigences propres, qu'illustrent les « Networks » américains soumis à l'impératif des ratings : si l'indice d'audience vendu aux annonceurs n'est pas obtenu, le programme ne peut durer. Malheureusement, l'indice exprime davantage un choix subi qu'un choix délibéré. De son côté, le financement par redevance, qui domine en Europe, présente des difficultés propres en ce qui concerne les rapports des organismes de T.V. avec les pouvoirs publics. La redevance implique un consensus sur l'orientation générale des programmes ; comment exprimer ce consensus ? D'un côté, il appartient aux pouvoirs publics de contrôler les chaînes nationales contre les tentatives d'accaparement de l'antenne par des intérêts personnels (\*) Ancien directeur général délégué de l'O.R.T.F.

### Garantir le pluralisme

par DENIS PÉRIÉ-DAVILLE (\*)

LA prise de contrôle de Hachette par Matra, ce mariage entre le misérable et le manuscrit, a été accueilli dans la presse et dans le public avec inquiétude et perplexité. Beaucoup s'inquiètent, non sans raison, des aspects techniques, juridiques de l'affaire : quelles sont les règles, quels sont les textes qui régissent ce genre d'opérations ? On alors la seule loi existante est-elle celle de la jungle, de la raison du plus fort ? Il existe sur les concentrations et ententes dans la presse un document fort intéressant, rédigé par le doyen Georges Vedel, nommé depuis membre du Conseil constitutionnel : c'est l'avis adopté l'année dernière par le Conseil économique et social sur la gestion des entreprises de presse. Ce travail magistral est, en dépit de son intérêt, presque inconnu du public, car la presse, à quelques très rares exceptions près, n'en a pas soufflé mot (1). Le gouvernement, de son côté, a gardé sur le sujet un même mutisme et n'a rien eu de plus pressé que d'enfourner au plus profond de ses placards un rapport qui avait pourtant été adopté par le

Conseil à l'unanimité moins deux voix. Cette conjonction du silence tient au fait que M. Georges Vedel et le Conseil économique ont exprimé le contraire de ce qu'on souhaitait qu'ils disent. D'abord à propos des aides publiques à la presse. Celles-ci, à l'origine, au temps de la III<sup>e</sup> République, étaient réservées aux quotidiens et aux périodiques d'informations générales et politiques, soit, au maximum, quelques centaines de publications. Toutes les publications françaises en bénéficiaient aujourd'hui, et les grands groupes de presse se taillent donc la part du lion. Résultat de réductions tarifaires (P.T.T., S.N.C.F.) et d'exonérations fiscales, ces aides indirectes représenteront en 1981 une perte de recettes pour l'Etat de 344 millions de francs (nouveaux), dont 681 millions d'atténuations d'impôt, sans compter une exonération de la T.V.A. et de l'impôt sur les sociétés, dont le ministère du budget s'est déclaré incapable d'évaluer le montant exact. Or le Conseil économique a préconisé une réforme complète du système.

#### L'ordonnance du 26 août 1944

Le gouvernement avait d'entre part demandé au Conseil économique de se pencher sur le problème de l'ordonnance du 26 août 1944, en souhaitant visiblement que cette assemblée dénonce la vétusté et la désétude de ce texte et en propose l'abrogation.

Or, bien au contraire, le rapport Vedel déclare que les objectifs de ce texte (l'indépendance de la presse, la transparence financière, le pluralisme, etc.) sont plus que jamais d'actualité et qu'il convient non pas de supprimer ce loi mais de la compléter par un nouveau texte législatif.

L'objectif de cette ordonnance, élaborée en mars 1944 par l'Assemblée consultative d'Alsace et promulguée par le général de Gaulle dès les premiers jours de la libération, était, note le Conseil économique, d'« empêcher que la presse française renouveller un jour mériter les reproches faits à sa devancière de l'après-guerre : la soumission plus ou moins occulte aux puissances d'argent. Qu'est-ce que la nouvelle presse ? Ce sont les termes « maison de verre », « transparence », qui viennent sous les plumes pour caractériser l'idéal de 1944. Rien ne doit être occulté, ou même seulement obscur. L'essentiel des dispositions de l'ordonnance tend à ce but. »

Ainsi, notamment dans les sociétés par actions, les élections doivent être nominatives et leur transfert effectué par le conseil d'administration. L'interdiction de prêt-nom est pénalement sanctionnée (de trois mois à deux ans d'emprisonnement). L'ordonnance du 26 août 1944 a abouti, constate le Conseil économique, à un échec par suite d'imperfection de technique juridique, mais surtout parce que ce texte lui-même était considéré comme provisoire, dans l'attente d'un statut général de la presse, qui devait voir le jour ultérieurement, mais qui n'a jamais été voté. Et enfin parce que chacun s'est installé dans le provisoire, devenu un statut qui définit, partiellement, confortablement pour les plus puissants.

En matière de concentration, le Conseil économique souligne

que la technique de l'emboîtement des sociétés et du holding est particulièrement redoutable. Il propose d'instituer un système de contrôles des concentrations et ententes qui serait en résumé le suivant :

— Le législateur devrait élaborer une doctrine s'inspirant du principe suivant : « Sont interdites toutes concentrations et ententes intéressant les quotidiens ou les hebdomadaires politiques ou les groupes de presse desquels relèvent une ou plusieurs publications de cette nature, lorsque ces concentrations ou ententes sont de nature à porter atteinte au pluralisme de l'expression des opinions ou à permettre une distorsion du changement d'orientation des publications en cause » ;

— Il serait créée une commission des opérations de presse ayant pour fonction de garantir le pluralisme et la liberté de la presse d'information générale et politique et, à cet effet, d'en assurer la transparence financière ;

— En cas de projet ou de changement dans la propriété ou dans le contrôle d'une telle publication ou d'un groupe comportant de telles publications, les promoteurs de l'opération devraient adresser un dossier concernant l'opération envisagée à la commission. Celle-ci provoquerait les observations de toutes personnes concernées : actionnaires, associés, personnel, organisations syndicales. Au terme de cette enquête, elle prendrait une des décisions suivantes : soit constater que l'opération est licite, soit, si l'opération est illicite, s'opposer à ce qu'il lui soit donné suite et, le cas échéant, exiger le rétablissement de la situation antérieure ; soit exiger que soient prises toutes mesures propres à assurer le maintien du pluralisme ou à éviter toute distorsion d'orientation et faire prendre aux intéressés les engagements nécessaires à la réalisation de ces fins.

Le rapport Vedel, on le constate, n'a pas perdu de son actualité et mériterait qu'on lui porte enfin attention.

(\*) Docteur en droit, journaliste.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
à l'adresse ci-dessous  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS	
3 mois	6 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	
225 F	371 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	
PAR VOIE NORMALE	
387 F	761 F
ÉTRANGER (par messagerie)	
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG	
254 F	435 F
2. — SUISSE-TUNISIE	
254 F	435 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





Le Monde

## étranger

## AMÉRIQUES

## Etats-Unis

## M. James Brady sera le porte-parole de la Maison Blanche

M. Reagan a pris la peine de présenter lui-même aux journalistes rassemblés devant sa résidence de Blair House le futur porte-parole de la Maison Blanche, un petit homme grassouillet et souriant, âgé de quarante ans. L'évidence, il a voulu, par ce geste spectaculaire (aucun des ministres désignés n'a eu droit à cet honneur), faire faire le tour du monde difficile et semé d'embûches des responsables de presse politiques dans son administration qu'elle ne l'était sous M. Carter avec un personnage aussi haut en couleur que M. Jody Powell, un journaliste géorgien, ami intime du président sortant.

M. Reagan en a peut-être trop fait en affirmant que M. Brady « serait en contact direct avec lui », alors que l'organigramme de la Maison Blanche prévoit seulement que le porte-parole recevra ses informations de M. James Baker, le secrétaire général de la présidence.

En fait, M. Brady est un « second choix » et M. Reagan a longtemps hésité avant de lui confier ce poste. Il a fallu que M. Lyn Nizkor, son porte-parole habituel depuis quatre ans (notamment lorsqu'il était gouverneur de Californie), se dérobe effrayé par les horreurs de travail de cette fonction, et que d'autres personnes pressenties soient éliminées pour diverses raisons, pour que M. Brady puisse voir son heure arriver.

Le futur porte-parole est né dans l'Illinois et a fait des études de journalisme et de sciences politiques dans cet état. Il se spé-

cialise dans les relations publiques à la Southern Illinois University. Dès 1961, il entre au service de feu Everett Dirksen, puissant sénateur républicain de l'Illinois et long temps leader du Grand Old Party à la Haute Assemblée. Il passe ensuite dans l'équipe du sénateur républicain du Delaware, M. William Roth. M. Brady progresse dans le monde difficile et semé d'embûches des responsables de presse politiques dans son administration qu'elle ne l'était sous M. Carter avec un personnage aussi haut en couleur que M. Jody Powell, un journaliste géorgien, ami intime du président sortant.

M. Reagan en a peut-être trop fait en affirmant que M. Brady « serait en contact direct avec lui », alors que l'organigramme de la Maison Blanche prévoit seulement que le porte-parole recevra ses informations de M. James Baker, le secrétaire général de la présidence.

## Après ses déclarations embarrassantes sur le Proche-Orient

## M. Kissinger s'entend rappeler par le général Haig qu'« aucun rôle » n'est prévu pour lui dans le futur gouvernement

M. Kissinger parle beaucoup et est plein de talent, mais il n'a aucune fonction officielle dans la future administration américaine. Tel est, en substance, le « message » que le général Haig lui a fait passer, à la fin d'un entretien avec M. Reagan, mardi 6 janvier, à Washington.

Le général, qui a été longtemps le protégé de M. Kissinger pendant la présidence de M. Nixon, a déclaré que celui-ci était « un ancien secrétaire d'Etat très distingué » et que son expérience passée ne serait pas négligée, mais qu'il ne prévoyait aucun rôle pour lui pour l'instant.

Bien sûr il fera appel à l'occasion à ses conseils, mais en tant que « d'autres anciens secrétaires d'Etat ».

Les nombreuses déclarations de M. Kissinger pendant sa tournée « privée » au Proche-Orient ont embarrassé visiblement M. Reagan

et ses conseillers. « Les Etats-Unis sont engagés auprès d'Israël pour des raisons morales, mais aussi parce que ce pays représente une position stratégique », aurait dit l'ancien secrétaire d'Etat avant même de se rendre au Proche-Orient. « Je ne pense pas que l'O.L.P. puisse être un interlocuteur valable, même si cette organisation accepte la résolution 242 du Conseil de sécurité », a-t-il estimé. « Je n'ai aucun point de vue américain, un autre Etat extrémiste armé par l'Union soviétique constituerait une menace à la fois pour Israël et pour la Jordanie ».

M. Kissinger est allé encore plus loin, lundi 5 janvier, en affirmant que l'indivisibilité de Jérusalem « ne pouvait pas être mise en cause ». Cette remarque a provoqué une réaction de M. Allen, conseiller désigné de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, qui a déclaré : « Les propos de M. Kissinger n'engagent que lui ».

## El Salvador

## Les combats s'intensifient et l'opposition lance un ordre de grève générale

San-Salvador (A.F.P.). — Le gouvernement salvadorien a progressé, le mardi 6 janvier, pour une nouvelle période de trente jours, l'état de siège en vigueur depuis mardi. Les combats qui se poursuivent à San-Salvador quand l'état de siège a été instauré « n'ont pas changé », ce qui rend nécessaire de « continuer à restreindre certaines libertés », a-t-on indiqué dans les milieux officiels. Le décret d'état de siège restreint la liberté d'expression, d'association, de libre circulation et l'interdiction des domiciles.

On a annoncé d'autre part, de source militaire, que les combats entre l'armée et les guérilleros près de la colline de Guazapa (28 kilomètres au nord de San-Salvador) se sont poursuivis mardi.

De source officielle, on indique qu'un mille soldats appuyés par des hélicoptères et des avions, participent à l'opération lancée lundi. Tous les villages situés dans la zone des combats ont été évacués, et la Croix-Rouge a installé plusieurs campements pour accueillir les habitants.

Face à une forte résistance de la guérilla, l'armée n'est pas, semble-t-il, parvenue à progresser dans son opération nettoyage de la zone du sommet de Guazapa. Mais, selon le colonel Marcos Gonzalez, l'armée s'apprête à pousser la zone en se retirant.

Le colonel, porte-parole de l'armée, a fait état de quatre tués parmi les forces armées au cours des opérations, qui ont permis, selon lui, de démanteler trois campements rebelles, dont les pertes sont inconnues.

Par ailleurs, la première émission de Radio-Libération, l'émet-

teur du Front Farabundo Martí de libération nationale (F.F.L.M.), a été captée dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 janvier. Le radio a diffusé un appel de la Direction révolutionnaire unifiée (D.R.U.) du F.F.L.M. à la préparation de la grève politique générale, des déclarations du nouveau dirigeant du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), un social-démocrate, M. Guillermo Ungo, et une homélie de Mgr Oscar Arnulfo Romero, l'archevêque de San-Salvador assassiné l'année dernière. Radio-Libération affirme émettre de « quelque part au Salvador ».

Enfin, la disparition d'un journaliste port-américain, Jean Sullivan, arrivé le 23 décembre à San-Salvador, a été annoncée officiellement mardi par l'ambassade américaine. De même, source, on indique qu'il a été enregistré à l'hôtel Sheraton de la capitale, mais qu'il ne s'est pas présenté aux autorités pour se faire accorder son passeport. Sa disparition pourrait avoir eu lieu le jour de son arrivée.

● Un porte-parole de l'armée guatémaltèque a qualifié, mardi 7 janvier, de « mensongère et ridicule » l'information selon laquelle cinq cents anciens gardes nationaux somoziens seraient allés prêter main-forte à l'armée salvadorienne en partant du Guatemala. Dans un communiqué diffusé à San-José (Costa-Rica), le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.F.L.M.) a affirmé mardi que des somoziens venant du Guatemala étaient entrés au Salvador, le 30 décembre, pour combattre la guérilla aux côtés des forces gouvernementales. — (A.F.P.)

## Les auditions des ministres désignés devant le Sénat illustrent les ambiguïtés de l'équipe Reagan

De notre correspondant

Washington. — Elu il y a deux mois, en même temps que M. Reagan, le nouveau Sénat des Etats-Unis a commencé ses travaux par l'audition des membres du futur cabinet qui doivent recevoir un vote de confirmation. Chaque ministre désigné subit un examen de passage devant la commission sénatoriale compétente, ce qui lui donne l'occasion d'exposer ses idées ou de lever un voile sur les intentions du futur président.

Les auditions ont commencé, mardi 6 janvier, alors que le poste de secrétaire à l'éducation n'était toujours pas pourvu. Officiellement, c'est le « remplissage » de la commission sénatoriale, mais en fait, c'est l'occasion pour M. Reagan de faire passer ses idées sur les différents ministères. En fait, cette charge n'intéresse personne puisque les républicains prétendent la supprimer.

Les cinq auditions de mardi — secrétaire à la défense, au trésor, au commerce, à l'agriculture et à la santé — ont confirmé l'impression que l'équipe de M. Reagan marche sur des œufs. Prudente et pragmatique, elle a tendance à beaucoup nuancer les promesses de la campagne électorale. Plusieurs de ses membres sont à l'image de M. Reagan. Ils ont des convictions, les expriment dans des moments d'euphorie, puis se ravissent et se contrôlent.

On avait cru comprendre, par exemple, que pour M. Block, secrétaire désigné à l'agriculture, les céréales étaient « l'arme principale » des Etats-Unis devant contraindre d'autres pays à respecter les liens avec eux. Correction de tir : les céréales sont « un instrument de paix », a dit mardi aux sénateurs ce sympathique fermier de l'Illinois. Un embargo ne devrait être décidé qu'en dernier ressort et dans des circonstances extrêmes. L'invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. est-elle un cas extrême, a demandé un parlementaire. M. Block s'est déclaré incapable de répondre. Il est vrai qu'après s'être prononcé contre l'embargo pendant la campagne, M. Reagan vient de laisser entendre que le problème méritait un examen minutieux.

L'audition du secrétaire désigné à la défense, M. Weinberger, a illustré l'un des dilemmes principaux de l'équipe républicaine : comment engager de bonnes relations avec l'U.R.S.S. tout en accroissant l'effort militaire des Etats-Unis ? Le futur ministre s'est montré très lucide sur l'Afghanistan. On a compris que la négociation sur la limitation des armements stratégiques dépendait d'un retrait des Soviétiques en Afghanistan. M. Weinberger n'était pas une condition sine qua

non. En tout cas, le gouvernement américain se prépare pendant six mois à une nouvelle négociation SALT.

En matière économique, les collaborateurs de M. Reagan n'ont toujours pas tranché deux questions essentielles : comment limiter les dépenses budgétaires, et quelle ampleur donner aux réductions d'impôts ? Ces dernières, fixées à 30 % en trois ans pendant la campagne électorale, représentent « la pièce centrale » du programme, a dit aux sénateurs M. Donald Regan, secrétaire désigné au Trésor. Mais il n'est pas prêt de déclarer « un état d'urgence économique », comme le suggère le futur directeur du budget, M. Stockman. Quant à la promesse d'équilibrer le budget d'ici à 1983, elle risque de ne pouvoir être tenue.

## Une campagne hésitante contre le général Haig

Il est rare que le Sénat joue les procureurs lors des votes de confirmation. Le dernier cas de ministre « refusé » remonte à 1959. On part du principe que le président a le droit de choisir librement ses collaborateurs immédiats, qui ne sont d'ailleurs pas responsables devant le Congrès. L'équipe de M. Reagan bénéficie d'un avantage que n'avaient ni celle de M. Ford ni celle de M. Nixon : pour la première fois depuis vingt-six ans, le Sénat compte une majorité républicaine.

Les deux cas les plus litigieux n'ont pas été abordés mardi. M. Watt, secrétaire désigné à l'intérieur, devrait être accueilli à la porte du Capitole par les huées des groupes écologistes. Cet avocat du Colorado est appelé, en effet, à défendre l'environnement, alors qu'il milite depuis trois ans pour une exploitation sans vergogne des terres fédérales de l'Ouest. Les sénateurs y verront-ils une provocation de M. Reagan, ou simplement un lot de consolation à l'extrême droite, quasiment absente du futur cabinet ?

Quant au général Haig, secrétaire d'Etat désigné, il ne sera entendu par la commission des affaires étrangères que le vendredi 9 janvier. D'ici là, plusieurs sénateurs démocrates veulent enquêter sur son rôle dans le scandale du Watergate à la fin de la présidence Nixon, lorsque l'ancien commandant en chef de l'OTAN dirigeait l'état-major de la Maison Blanche. Ces sénateurs ont demandé à consulter les archives de la présidence, et M. Carter s'y est résigné avec quelque embarras. Mais M. Nixon, qui dispose d'un droit de veto au moins sur une partie des documents, a fait savoir, mardi, qu'il ferait opposition auprès d'un tribunal.

Les démocrates sont hésitants. Nul ne conteste les compétences du général, qui dispose, d'ailleurs, d'une majorité numérale au Sénat. Pourquoi agiter à nouveau le fantôme du Watergate devant un pays qui ne demande qu'à l'oublier ? Une véritable enquête demanderait des semaines. Même les démocrates les plus déterminés hésitent à priver l'Amérique d'un ministre des affaires étrangères dans une conjoncture aussi délicate. Jouant sur cet argument, les sénateurs républicains veulent faire vite et offrir à M. Reagan la confirmation d'un secrétaire d'Etat pour le 20 janvier, date de son entrée en fonction.

ROBERT SOLÉ.

## AFRIQUE

## LA « FUSION » DU TCHAD ET DE LA LIBYE

## Une sixième tentative « d'union »

Le projet de « fusion » entre la Libye et le Tchad constitue la sixième tentative du président Kadhafi de réunir à des pays de la région. Les quatre premières n'ont eu qu'une brève existence et la cinquième, avec la Syrie, n'a pas encore abouti. Le président Assad ayant refusé, lors d'une visite à Tripoli en décembre, que l'union entre les deux pays soit gérée par des comités et des congrès populaires.

27 DECEMBRE 1980. — Libye-Soudan-Egypte : signature de la « charte de Tripoli » prévoyant la création d'une « fédération souple » entre les trois pays. Le 27 novembre 1979, deux semaines après l'arrivée au pouvoir à Damas du général Assad, la Syrie se joint à eux. L'union ne prend jamais forme.

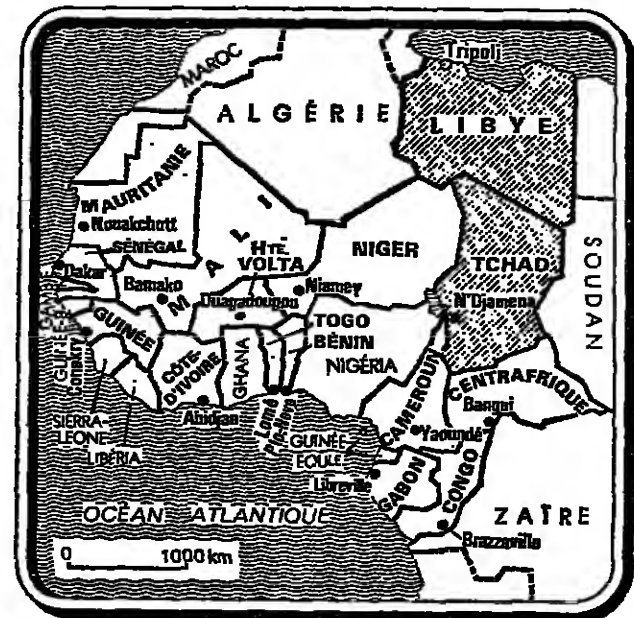
17 AVRIL 1971. — Libye-Egypte-Syrie : trois des quatre signataires de la charte de Tripoli décident de créer une union des républiques arabes. L'union reste purement théorique.

2 AOÛT 1972. — Libye-Egypte : MM. Kadhafi et Sadat décident

l'union totale entre les deux pays, deux semaines après l'expulsion des conseillers soviétiques d'Egypte. Le 20 août 1972, l'union « par étapes » et sans délais précis est proclamée. L'attitude adoptée par le président Sadat après la guerre d'octobre 1973 provoque la rupture des relations entre les deux pays (1<sup>er</sup> décembre 1973).

12 JANVIER 1974. — Libye-Tunisie : à Djérba, le colonel Kadhafi et M. Bourguiba annoncent la fusion entre leurs deux pays. Deux jours plus tard, le président tunisien démet de ses fonctions ses ministres des affaires étrangères, M. Mas-moudi, considéré comme le principal artisan de cette union, et abandonne le projet.

1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1980. — Libye-Syrie : le colonel Kadhafi annonce qu'il a demandé au « Congrès général du peuple » (Parlement) d'approuver une fusion entre la Libye et la Syrie et le président Hafez al-Assad répond que son appel a manqué d'un écho parmi les masses syriennes.



L'AUTORITÉ ELF. APOURAIT A PROSPÉCTER AUTCHAD.



(Dessin de KUNK)

## Le Monde

publiera demain

- IDÉES : La présidence.
- LIVRES : Jean Ray et la littérature fantastique.

## La nouvelle économie internationale.

De la crise mondiale au développement autocentré.

Par André Gréjebine.

La crise économique peut être vaincue. A condition de dépasser les dogmatismes libéraux ou marxistes. Entre le libre échange anarchique et le protectionnisme sauvage, une voie nouvelle : le développement autocentré.

Collection l'Economiste dirigée par Pierre Tabatoni

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## DANS LA PRESSE PARISIENNE

## LE FIGARO : il fallait être autruche...

« Voilà l'aboutissement tout à fait logique et prévisible de l'évolution des événements au Tchad depuis huit mois : on dit que la conduite de Kadhafi est irréaliste, dit le diplomate français qui l'a le plus approché et étudié. Pas du tout ! Il a la démarche de sa race et va inévitablement vers la puits, là où il doit aller. On croit qu'il dit que parce qu'il s'est fait parfois de sa perdre en chemin, à la recherche de quelque pâturage d'occasion. Mais il va au puits. Tout droit. »

« Il fallait être autruche pour croire que Kadhafi s'abandonnerait d'imposer à la première proie qu'il tient sous sa coupe, encore une fois la première, une « union », une « fusion » : les Etats beaucoup plus difficiles à acouler — l'Egypte, le Soudan, la Tunisie (et aujourd'hui, semble-t-il, la Syrie) — lui avaient succombé. Refusé. Qu'on le veuille ou non, il est devenu, à sa manière, le successeur du premier grand panafricaniste militant, Nkrumah... »

(JEAN-MARC KALFELBOCH)

## LE QUOTIDIEN DE PARIS : et Paris dans tout cela ?

« L'Afrique, tout entière, cette fois, ne peut manquer de relever le défi que lui lance Kadhafi. Pour la première fois depuis l'indépendance des nations du continent noir, sont ainsi balayées l'intégrité et la souveraineté d'un Etat africain (...). »

« Et Paris dans tout cela ? Paris, qui depuis vingt ans, prétend mener en Afrique une politique cohérente ? Paris continuera-t-il à se tenir ou à user du seul langage timoré qui est le sien, depuis qu'en mai il a retiré ses troupes de N'Djamena laissant seuls, face à face, le Tchad et la Libye ? Si la France se refusait d'acquiescer à prendre la position de fermier que l'on est en droit d'attendre d'elle devant la jorjiture consumée hier à Tripoli, l'option ne pourrait plus rejeter la tentation d'un sordide et vraisemblablement faux amalgame. »

(PHILIPPE MARCOVICI)

LE MONDE  
Chaque jour à la disposition de  
votre lecture des rubriques d'annonces  
publiées  
Vous y trouverez également  
LES BUREAUX  
de tous les continents

صلى الله عليه وسلم







## Cambodge

Deux ans après la prise de Phnom-Penh par les Vietnamiens

## La solution du problème cambodgien n'est toujours pas en vue

Il y a deux ans, le 7 janvier 1979, l'armée vietnamienne entra dans Phnom-Penh et en chassa les partisans du M. Pol Pot pour les remplacer par les amis de M. Heng Samrin. Aujourd'hui, le Vietnam et ses protégés de la République populaire du Kampuchéa, s'ils contrôlent le « Cambodge utile », n'en demeurent pas moins à l'index de la communauté internationale — à l'exception du bloc soviétique et de l'Inde, — tandis que le « Kampuchéa démocratique » de M. Pol Pot, repêché dans des bases le long de la frontière thaïlandaise, continue de représenter « légalement » le pays.

Sur le plan diplomatique et militaire, la situation n'a guère évolué depuis un an. Le refus d'accepter le fait accompli vietnamien, qui servit de prétexte à l'opération soviétique en Afghanistan, demeure aussi répandu. Hanoi n'a pas réussi à convaincre de ses bonnes intentions les autres pays, et surtout ceux de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), en raison de son intransigence et de la présence de nombreuses troupes à la frontière thaïlandaise.

En même temps, les partisans les plus résolus des Khmers rouges — non par affinité, mais surtout pour faire pièce à l'invasion vietnamienne, — c'est-à-dire la Chine, la Thaïlande et Singapour, n'ont pas réussi à renforcer le soutien à la résistance khmère ni à unifier ses différentes composantes, communistes et nationalistes. Enfin, même si les Khmers rouges sont parvenus à consolider leur organisation et leurs forces armées, qui comptent une cinquantaine de milliers de combattants, dont les deux tiers dans la zone frontalière, ils n'ont pas été à même de lancer les offensives de la saison des pluies qu'ils annonçaient avec éclat, et le soutien populaire leur manque toujours aussi cruellement.

Le principal changement, graduel et sur lequel Hanoi compte le plus pour assurer son emprise indochinoise, c'est la consolidation du régime mis en place à Phnom-Penh. Protégé par les garnisons vietnamiennes, alimenté par l'aide internationale — essentiellement occiden-

tales, — il se trouve en meilleure posture qu'auparavant, bien que sa survie demeure tributaire de la présence vietnamienne. Dans ces conditions, il était normal que « la vie renaisse ». Le contraire eût été étonnant, bien que pendant plus d'un an, les séquelles de la guerre, la faim, la maladie, les opérations militaires, la répression et la fuite vers la Thaïlande de centaines de milliers de Khmers, aient encore fait un nombre considérable de victimes. Toutefois, pour la période khmère rouge, les estimations chiffrées varient et sont incontrôlables. La population cambodgienne, tombée à trois ou quatre millions d'âmes il y a deux ans, quand la propagande anti-Pol Pot battait son plein, a bondi à six millions ou plus lorsqu'il s'est agi de réclamer de l'aide.

## Le rôle vital de l'aide

Cette aide a permis à de nombreux Cambodgiens de passer un cap vital. La récolte de l'hiver dernier a été très faible, et celle qui s'annonce devrait, elle aussi, en dépit des efforts, être insuffisante. Les centaines de millions de dollars dépensés, l'infrastructure mise en place (avions, bateaux, camions) ont en bonne partie rempli leur tâche. Mais, en dépit des protestations de Phnom-Penh et de Hanoi, et des déclarations de certains représentants des organisations internationales selon lesquelles l'aide a été distribuée entièrement et répartie équitablement, d'importants doutes subsistent. Un rapport de l'UNICEF et du Comité international de la Croix-Rouge du 1<sup>er</sup> mai reconnaissait que « jusqu'ici les consommations ordinaires ne semblent avoir pu bénéficier des distributions » ; dans un communiqué conjoint daté du 23 mai, ces deux organisations avaient menacé d'interrompre leur aide si elles ne recevaient pas des « assurances que les secours seront équitablement distribués à l'ensemble de la population civile dans le besoin » (le Monde du 29 mai 1980). Jusqu'à l'été, de nombreux témoignages faisaient état de distributions ne dépassant pas le kilo de céréales par personne et par mois. Enfin, cette amélioration, quoique sensible, demeure précaire : elle dépend des aléas climatiques et de la poursuite de l'aide.

Fort de cette « normalisation », de l'incapacité des Khmers rouges à relancer l'offensive, et de la Chine et de ses amis à trouver une solution de rechange crédible, le régime de Phnom-Penh mise sur la lassitude de ses adversaires. Tactique appliquée avec succès par les Vietnamiens face aux Français, puis aux Américains. Habités aux difficultés et aux privations, pratiquant une stratégie à longue échéance alors que les autres, Chinois exceptés, ne pensent qu'en termes de mois, les Vietnamiens pensent jouer gagnants. Le temps leur permettra, estiment-ils, de consolider l'entité indochinoise qu'ils ont mise en place depuis 1975 et qu'ils contrôlent étroitement.

Devant le manque de succès de leur politique d'opposition au fait accompli, les pays de l'ASEAN se divisent, les uns partisans de la fermeté, les autres, Indonésie et Malaisie, paraissent croire que Hanoi pourrait se montrer plus accommodant. Ce qui ne semble toujours pas être le cas, si l'on en juge par les conditions dans lesquelles devraient se dérouler dans les semaines qui viennent les « élections générales » au Cambodge. Elles devront « refléter l'unité nationale » et les « contre-révolutionnaires ne devront pas être autorisés à s'insérer » au Parlement ; en d'autres termes, seuls les candidats choisis par le régime auront le droit de se présenter.

La majeure partie des réfugiés qui s'agglutinent à la frontière khmère-thaïlandaise, pour obtenir une aide humanitaire, est rentrée au pays ; la « rapatriement volontaire », la réduction de l'aide internationale et l'amélioration, relative, de la situation au Cambodge expliquent ces retours. Plusieurs groupes de résistance poursuivent leurs activités dans les secteurs frontaliers : ce sont essentiellement les Khmers rouges et le Front national de libération du peuple khmère (F.N.L.P.K.) de M. Son Sann, qui est en train de prendre le contrôle des autres mouvements nationalistes.

A plusieurs reprises, de sérieux incidents ont été signalés à la frontière, dont ceux du 23 juin et du 4 janvier opposant soldats vietnamiens et thaïlandais du côté thaïlandais de la frontière. Il semble bien que, de part et d'autre, certains éléments aient intérêt à maintenir cette tension, à Hanoi pour tenter de faire pression sur Bangkok, et à Bangkok pour inciter concitoyens et alliés à serrer les rangs devant la « menace communiste ».

Comment sortir de cette impasse ? Hanoi et Phnom-Penh refusent de reconnaître les résolutions des Nations unies qui réclament la convocation d'une conférence internationale sur le Cambodge et l'organisation d'élections libres. Pékin s'est longtemps opposé à une telle réunion, mais, sous la pression de l'ASEAN, en accepte désormais le principe à condition que le Vietnam commence le retrait de ses troupes.

En même temps, Pékin, Bangkok et Singapour ont eu des conversations sur l'avenir de la résistance khmère. Consensus à la fois de l'image de marque détestable des Khmers rouges et du fait qu'ils représentent la seule force armée opposée aux Vietnamiens, ils ont voulu en modifier l'équipe dirigeante, et l'intégrer dans une organisation plus vaste. La reconnaissance du mouvement de M. Son Sann, qui vient de se rendre à Pékin pour la seconde fois, est à l'ordre du jour.

C'est peut-être pour éviter que son rival n'obtienne cette reconnaissance que le prince Sihanouk, de sa retraite de Pyongyang où, depuis des mois, il affirmait avoir quitté « à jamais » la vie politique, se montre à nouveau désireux de reprendre du service, comme viennent de le montrer deux déclarations récentes. Considéré, en dépit de ses volte-faces imprévisibles et de l'hostilité manifestée à son encontre par les militaires thaïlandais, comme le seul à avoir une chance de parvenir à un règlement de l'imbroglio cambodgien, le prince demeure l'ultime carte à opposer à Hanoi. En effet, la stratégie de déstabilisation à long terme du Vietnam menée par la Chine, et dont Hanoi tire argument pour maintenir sa présence au Laos et au Cambodge, n'est pas encore près de porter ses fruits.

PATRICE DE BEER.

## Singapour

## LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL

## M. Lee Kuan Yew prépare la relève

Le nouveau gouvernement de M. Lee Kuan Yew, dont le Parti d'action du peuple (PAP) avait remporté la totalité des sièges aux élections législatives du 23 décembre, a prêté serment.

## Le problème afghan

## LE PAKISTAN JUGÉ ENCORE GEANTE L'ATTITUDE DE MOSCOU À L'ÉGARD DE SON PLAN DE RÈGLEMENT.

Le président Zia Ul Haq a déclaré, mardi 6 janvier, que l'initiative prise par le Pakistan en vue d'ouvrir des discussions, sous l'égide des Nations unies, avec l'Afghanistan, et avec la participation de l'Iran, ouvrirait des perspectives de règlement de la crise afghane du fait de la réponse apparemment favorable de Kaboul (le Monde du 7 janvier). Le chef de l'Etat pakistanais a précisé que l'ouverture éventuelle d'un tel dialogue n'impliquait nullement que son pays reconnaissait le régime Karmal. Islamabad a décidé de suspendre ses relations diplomatiques avec Kaboul tant que les troupes soviétiques seraient en Afghanistan, puis qu'aussi bien il se proposait de discuter avec le parti démocratique et populaire (PDP) au pouvoir et non avec le gouvernement afghan en tant que tel.

L'U.R.S.S. semble, pour sa part, encourager cette démarche et ne pas faire de la reconnaissance du régime Karmal une condition préalable à l'ouverture de conversations. C'est du moins ce qu'aurait fait savoir l'ambassadeur soviétique à Islamabad au ministre pakistanais des affaires étrangères. Cependant, Moscou se refusait encore, mercredi, à commenter ce projet de discussions qui est à l'étude à Téhéran. — (A.F.P.-Reuter-A.P.)

mardi 6 janvier. Si les principaux portefeuilles ne changent pas pour le moment de titulaires, le remaniement entrepris par le premier ministre s'inscrit dans le cadre de la préparation d'une relève politique, la génération au pouvoir se situant aux environs de la soixantaine. Ainsi, deux vétérans du PAP quittent le gouvernement : M. Lim Kim San, qui détenait le portefeuille de l'environnement et qui fut ministre de la défense, et le Dr Toh Chin Chye, ministre de la santé et président du PAP. M. Ong Pang Boon abandonne le travail pour l'environnement ; son ministère avait été récemment critiqué par M. Lee Kuan Yew pour son irresolution lors du conflit qui a opposé les pilotes à la direction de la compagnie aérienne nationale Singapore Airlines.

D'autre part, M. Goh Chock Tong, le maître d'œuvre de la « seconde révolution économique » de l'Etat (le Monde du 18 décembre 1979), comme ministre du commerce et de l'industrie, est également chargé de la santé. En juin, il abandonnera le commerce et l'industrie à M. Tony Tan pour devenir second ministre de la défense. L'un des plus brillants technocrates — on a parlé de lui pour succéder à M. Lee Kuan Yew, M. Goh, esalera ses talents dans ce ministère-clé dont le titulaire, M. Howe Yoon Chong, devrait prendre sa retraite dans les années qui viennent. M. Tony Tan, âgé de quarante ans, ancien directeur de banque, sera aussi chargé de préparer les budgets.

Ainsi, graduellement, sous la férule de M. Lee et de ses deux principaux collaborateurs, les vice-premiers ministres Goh Keng Swee et Rajaratnam, la nouvelle génération de dirigeants se frotte au pouvoir. Essentiellement composée de technocrates recrutés au sein du PAP — parti de cadres qui s'élevait par cooptation, — elle ne laisse guère de place à une opposition politique affaiblie par ses divisions et que le pouvoir ne laisse guère s'exprimer. — P. de B.

## Calculatrices qui impriment px.charter/Duriez

ES meilleures marques, les plus durables : Canon, Triumph Adler, Texas-Instruments, Olympia, Olivetti, Sharp, Sanyo, Casio, Brother. Papier ordinaire ou thermique. Alimentation par secteur ou par batteries rechargeables ou piles. Mini, compactes, ou berlines... silencieuses... Affichage ou non. Etc...

Duriez, 132, boulevard St-Germain, 91000 Evry. Tél. 01 60 00 00 00. Sa. 8 h à 18 h.

Ce mois-ci dans

## antennes

## Dossier

Satellite, vidéo, télématique : Les dessous de l'après-télévision

## Enquête

Fausse notes à France-Musique : Une chaîne malade de son succès

## Entretien

Patrick Poivre-d'Arvor : Mais comment peut-on être journaliste à la télévision ?

Antennes - vente en kiosques - 14 F  
Abonnements : 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07

**TIGNES**

**26% DE MOINS**

Cette diminution considérable de votre investissement est rendue possible par la location pendant 9 ans de votre appartement à une société de gestion.

**VOS VACANCES A TIGNES**

7 semaines par an pendant 9 ans. Exemple : 2 semaines à Noël, 1 en janvier, 2 en mars, 2 en été.

**VOTRE APPARTEMENT 229.000F AU LIEU DE 309.000F**

**AUCUNE CHARGE A PAYER**

Pendant 9 ans, aucune charge à payer. Les services de la résidence.

**AUCUN RAPPORT PERSONNEL**

Vous pouvez bénéficier d'un crédit total personnellement longuement.

**PIERRE et VACANCES**

Nom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_ Tél. bureau \_\_\_\_\_

Pierre et Vacances - 54, avenue Marceau 75008 Paris 720.70.87

LA NOUVELLE PROPRIÉTÉ UNE FORMULE EXCLUSIVE PIERRE ET VACANCES

صلى الله عليه وسلم



## EUROPE

### Espagne

#### Les communistes catalans adoptent les thèses des pro-soviétiques

Spectaculaire virage des communistes catalans qui ont décidé, le mardi 6 janvier à l'issue de leur cinquième congrès, de rayer le terme « eurocommunisme » de leur résolution finale. C'est un défi lancé à M. Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, qui n'assista pas au congrès du PSUC (parti socialiste unifié de Catalogne, branche catalane du P.C.E.) à Barcelone. Par 424 voix contre 359 et 21 abstentions, les communistes catalans ont adopté un rapport de politique étrangère qui consacre les thèses du courant pro-

soviétique, à l'exception toutefois de l'Afghanistan. Les congressistes du PSUC ont durci leurs positions. Ils ne soutiennent plus inconditionnellement l'adhésion de Madrid au Marché commun. Ils réclament la disparition des bases et des installations civiles américaines en Espagne et souhaitent le renforcement de l'internationalisme communiste. Ils se prononcent pour un appui à l'U.R.S.S. et à ses alliés et à toutes les forces de paix, face à la montée d'un impérialisme américain que l'élection de M. Reagan rendra plus agressif.

Les résolutions adoptées par le cinquième congrès du P.S.U.C. à Barcelone sont importantes pour plusieurs raisons. Elles risquent de provoquer une crise au sein même du parti communiste catalan, un bastion du communisme espagnol, avec ses huit députés sur les vingt-trois dont dispose le P.C.E. aux Cortes de Madrid. Elles confirment la semi-rupture entre M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E. et la direction de l'eurocommunisme, et la direction d'un parti communiste catalan où le courant prosoviétique ne cessait de gagner du terrain depuis quelque temps. Elles illustrent enfin la crise grave d'un courant eurocommuniste européen qui prétendait marquer ses distances à l'égard de l'Union soviétique.

1) Crise du P.S.U.C. — Dès que le vote final a été connu, les leaders du courant eurocommuniste proches de M. Santiago Carrillo ont démissionné. Ils ont été remplacés à la tête du P.S.U.C. par des syndicalistes considérés comme « durs », proches d'une base ouvrière catalane (en partie composée d'immigrants andalous) qui comprend mal la politique suivie à Madrid par la direction du P.C.E. M. Lopez Raimundo, Antoni Gutierrez et Sole Turra, représentant le groupe des amis de M. Carrillo au sein du P.S.U.C.,

ont déjà contesté les résolutions adoptées et s'apprêtent à prendre position. De leur côté, les prosoviétiques ont justifié le renoncement au terme « eurocommuniste » en affirmant qu'il divise le « mouvement communiste international ».

Dans l'entourage de M. Lopez Raimundo, ancien dirigeant du P.S.U.C., on laisse entendre que M. Gutierrez a commis une erreur en abandonnant la commission à l'organisation du parti aux éléments prosoviétiques. 2) Conflit entre le P.C.E. et le P.S.U.C. — Le congrès du P.S.U.C., qui représente 19 % de l'électorat catalan, a nettement mis en cause la ligne défendue à Madrid par la direction du P.C.E. Ligne de collaboration avec les principales forces politiques et de pacte social. Cette « ligne » pratiquée avec souplesse par M. Carrillo a contribué à donner une image « alambiqué » du P.C.E. en Espagne dans les premières années difficiles du post-franquisme et a largement favorisé une transition « pacifique » de la dictature à la démocratie. Elle est moins admise aujourd'hui par les militants dans le contexte général de désenchantement à l'égard des nouvelles institutions démocratiques. En deux ans, le P.C.E. a perdu la moitié de ses adhérents.

Le P.S.U.C. a proposé à Barce-

### Italie

#### POUR SAUVER LA VIE DU MAGISTRAT

#### La femme du juge D'Urso tente de faire publier un document des Brigades rouges

De notre correspondant

Rome. — « Je ne puis que te serrer la main et te dire que tu es un homme », écrit Mme Franca D'Urso, la femme du magistrat séquestré depuis le 12 décembre par les Brigades rouges, dans une lettre qu'elle a fait diriger par le canal de l'agence Ansa. Elle affirme : « Je me mettrai à l'œuvre pour faire tout ce que tu me demandes, malgré les difficultés, les objections, dans l'espoir d'obtenir un souffle d'humanité puisse encore prévaloir sur cette cruauté qui réduit les hommes à des symboles balayant tout sentiment de pitié ».

La femme du magistrat essaiera notamment, comme le demandait l'otage dans un message manuscrit à sa famille, de faire publier, y compris contre paiement, les cent dix pages de la résolution stratégique d'octobre 1980 des Brigades rouges, dans un certain nombre de grands quotidiens italiens. Une tentative qui s'annonce d'ores et déjà presque impossible car, à la difficulté matérielle d'imprimer intégralement un tel document s'ajoute le fait que des décrets récents ont interdit de divulguer la décision de nombreux quotidiens de ne plus rendre public aucun texte ni communiqué des terroristes.

Cette « autocensure » des journaux a été critiquée par le Syndicat des journalistes, qui s'inquiète du fait qu'il s'agit d'une première tentative pour introduire des lois spéciales limitant la liberté de la presse. Il craint que ce « black out » n'ait un effet multiplicateur sur les actions des terroristes qui voudront à tout prix faire passer leur message au défi terroriste. Le commandant en chef des carabinieri, le général Umberto Capuzzo, a affirmé

de notre correspondant

l'otage ? Dans leur huitième communiqué, qui annonçait la condamnation à mort de M. D'Urso, les Brigades rouges affirmèrent que la sentence finale appartenait au « comité de lutte » des détenus des prisons de haute sécurité de Trani et de Palmi. Sous le prétexte officiel de contrôler ce qui se passe à Trani après la révolte du 28 décembre, une délégation parlementaire du petit parti radical s'est entretenu, le 6 janvier, et continuera de le faire, le 7, avec les détenus.

Dans cette prison et dans le comité de lutte, il n'y a pas seulement des membres des Brigades rouges ou prétendues tels. Il y a aussi des détenus de l'ordre, ajoutant : « Aux forces de la subversion ne doit pas seulement s'opposer le gouvernement. Tous doivent concourir, les forces politiques qui croient dans les valeurs de la Constitution, les moyens d'information de l'opinion publique, y compris l'école ».

mal devant les élèves officiers que « la lutte antiterroriste nécessite une approche stratégique de nature globale. Elle ne peut se limiter à un simple problème de répression ».

Le commandant général de l'armée a également évoqué « la libération poussée, poursuivie dans les milieux les plus divers, et sa sauvegarde absolue — en soi indispensable dans une démocratie parfaite — mais qui finit par conférer un énorme pouvoir de désorganisation et de destruction aux minorités violentes ». Le président du conseil assistait à cette cérémonie, qui a pris ainsi un ton ouvertement politique. Il a déclaré que les Italiens sont notamment détenus de nombreux chefs des Autonomes, comme Antonio Negri. Ces derniers ne peuvent-ils prendre publiquement position en faveur d'une libération de l'otage des Brigades rouges et jouer de ces contradictions, puisque celles-ci se soumettent à l'avis final de détenus regroupés dans les comités ? Il y a peut-être un fil d'espérance.

Mais à Palmi, où sont détenus les fondateurs historiques des Brigades rouges comme M. Renato Curcio, une délégation de prisonniers dirigée par le chef de Prima Linea, M. Corrado Almiri, a réaffirmé à un représentant du ministère de la justice que la première condition est l'abolition de toutes les prisons de haute sécurité. Forces politiques et gouvernement réaffirment en toutes occasions leur volonté de ne pas céder au défi terroriste. Le commandant en chef des carabinieri, le général Umberto Capuzzo, a affirmé

### République fédérale d'Allemagne

#### LES OBSÈQUES DU GRAND-AMIRAL DOENITZ

#### « J'avais un camarade... »

De notre correspondant

Bonn. — « Comment s'en débarrasser ? Pour tout autre que Karl Doenitz, la formule de l'obseques serait irrespectueuse. Mais les obseques du grand commandant en chef de la Kriegsmarine — et, pendant vingt-trois jours, après la mort de Hitler, chancelier d'un Reich en ruine — ont bien montré, mardi 6 janvier, à quel point il était encore difficile à la R.F.A. de régler tous ses comptes avec le passé.

Certes, l'Etat ouest-allemand n'était pas représenté à Aumühle, le petit village proche de Hambourg, où la dépouille mortelle du grand-amiral a été portée en terre, après un service religieux dans la chapelle vouée au souvenir de Scharnhorst. En revanche, une certaine « violente Allemagne », comme les journaux nazis, était présente dans la foule de quelque cinq mille personnes. Portant des drapeaux, arborant des croix de fer et d'autres décorations, nombre d'entre elles étaient d'anciens soldats de Wehrmacht. Le Bundeswehr avait interdit à ses membres de se rendre en uniforme aux obseques, mais deux officiers ont violé cette consigne, alors que l'ancien inspecteur

général des armées, M. Harald Züst, était là en civil. Toutes les associations d'Allemands rétrogrades de l'Est étaient présentes. Même aux yeux de beaucoup de citoyens qui n'éprouvent aucune sympathie pour le rôle politique joué par Doenitz, celui-ci reste l'homme qui, dans les dernières semaines de la guerre, a organisé à partir des ports polonais l'évacuation de quelque deux millions et demi d'Allemands qui échappèrent ainsi à la captivité.

L'un des hommes les plus entourés, dans la cimetière, était l'ancien officier d'aviation Hans-Ulrich Rudel, connu pour son militantisme d'extrême droite. Assiéjé par la foule, il distribuait des autographes. De sa prison, Rudolf Hess avait envoyé des lettres à la captivité.

La contre-amirale en retraite, Edward Wegener, après avoir rendu hommage à un « grand soldat », s'est toutefois demandé si « l'obseques aux » dont Doenitz a été entouré comme le Führer répondait bien à toutes les exigences morales de l'époque. Le cercueil a été mis en terre aux accents du vieux chant militaire J'avais un camarade. J.W.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Centrafrique

• CREATION D'UN QUATRIÈME PARTI POLITIQUE. — M. Henri Maldou, ancien vice-président de la République, a annoncé, samedi 3 janvier à Bangui, la création du Parti républicain pour le progrès (P.R.P.), dont il est le président fondateur. (A.F.P., A.P.J.)

#### Union soviétique

• RECTIFICATION. — M. Juri Kuzk, dont le procès devait s'ouvrir le lundi 5 janvier, à Tallin (le Monde du 6 janvier), est électrochimiste et non biochimiste comme nous l'avons indiqué par erreur. De même, il a été arrêté le 13 et non le 30 mars 1980.

**ELEMENTS EN VRAI BOIS**  
Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires, lits, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alvéoles, style ou contemporain, tout est possible.

**CAPELOU** 37, AV. DE LA REPUBLIQUE PARIS XI  
Métro: Pigalle - Parking assuré  
DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

## DIPLOMATIE

#### M. François-Poncet se rend en visite officielle en Côte-d'Ivoire

M. Jean François-Poncet quitte Paris, ce mercredi 7 janvier, dans la soirée, pour une visite officielle de trois jours en Côte-d'Ivoire au cours de laquelle il sera reçu, à Yamoussoukro, par M. Houphouët-Boigny. Le ministre des affaires étrangères profitera de son séjour à Abidjan pour y présider une conférence des vingt et un ambassadeurs français en Afrique occidentale et centrale. Il se rendra ensuite, du 11 au 14 janvier, en visite officielle en Angola avant de regagner Paris le 15 janvier au matin.

Ce voyage présente un intérêt particulier car c'est la première fois que M. François-Poncet, depuis sa prise de fonctions, est revenu dans un Etat d'Afrique noire francophone. En outre, il sera le premier membre du gouvernement français à visiter l'Angola depuis l'accession à l'indépendance de ce pays en novembre 1975.

L'Europe ivoirienne sera sans doute la plus délicate. Bien qu'Abidjan et Paris nient l'existence d'un contentieux dans leurs relations, il existe entre les deux pays plusieurs sujets de frictions. M. Houphouët-Boigny passe pour déplorer avoir moins d'audience que négative à l'élise en ce qui concerne les questions africaines. Les Ivoiriens se plaignent aussi, en privé, de l'insuffisance de l'appui français dans leurs efforts pour obtenir la constitution de stocks réglementaires sur le marché international du cacao, dont ils sont gros producteurs. Quel qu'il s'en soit toujours défendu en public, M. François-Poncet n'a sans doute pas oublié la façon dont Paris l'a pratiquement forcé, en septembre 1976, à offrir l'honneur à Bokassa, le chassé du pouvoir avec l'aide des parajusticiers français. Enfin, l'issue du conflit tchadien — la victoire du camp appuyé militairement par les Ivoiriens — a suscité des appréhensions dont M. François-Poncet pourra prendre la mesure au cours de ses entretiens de la conférence, à Abidjan, des ambassadeurs français.

Si des raisons de calendrier ne permettent pas de respecter les vœux de Houphouët, aucune conférence de presse et aucun voyage ne semblent être actuellement au programme de l'ancien ambassadeur.

A Abidjan, où l'on a toujours affirmé officiellement que, pour des « raisons humanitaires », Bokassa était l'« hôte » de la Côte-d'Ivoire et non son prisonnier, on assure, de source officielle, que le statut de l'ancien monarque n'a pas changé. Bokassa est le Canard enchaîné, le moment venu, cette initiative la semaine dernière, soit après la condamnation à mort par contumace de Bokassa par une cour constitutionnelle et peu avant la visite de M. François-Poncet en Côte-d'Ivoire. Le moment choisi, si la nouvelle était confirmée, donnerait à cette décision d'« élargissement » une signification particulière, la rendant plus surprenante encore.

#### La « normalisation » avec Luanda

La visite du ministre en Angola — qui doit marquer l'aboutissement de la « normalisation » des relations entre deux Etats qui n'ont échangé des ambassadeurs qu'en novembre 1978 — est d'une autre nature. Elle s'inscrit dans le cadre de l'« ouverture » de la di-

#### LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA R.F.A. VEUT RELANCER L'UNION EUROPÉENNE

Stuttgart (Reuter). — M. Genscher, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères de l'Allemagne fédérale, a lancé, mardi 6 janvier, un appel pour un traité d'union européenne entre les pays de la Communauté. Il a laissé prévoir une initiative en ce sens de son gouvernement.

Parlant au congrès du parti libéral du Bade-Wurtemberg, M. Genscher a déclaré que ce traité renforcerait les bases d'une politique étrangère commune

« et accroissant ainsi le poids de la Communauté en tant que partenaire des Etats-Unis ».

M. Genscher a accompagné ses propositions de protestations de fidélité à l'alliance atlantique. « L'Europe ne peut se payer la luxue d'exister aux dépens de la sécurité de défense des Etats-Unis », a-t-il dit. Les Etats-Unis ne constituent pas une garantie de sécurité pour l'Europe à laquelle on peut faire appel à tout moment.

#### NOMINATION DE SIX AMBASSADEURS

Le Journal officiel de ce mercredi 7 janvier publie les nominations de six ambassadeurs.

#### M. Emmanuel de Margerie en Grande-Bretagne

M. Emmanuel de Margerie est nommé ambassadeur en Grande-Bretagne en remplacement de M. Pierre Cordes, qui prend sa retraite.

M. Emmanuel de Margerie, né en 1924, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, est entré aux affaires étrangères en 1949. Il a été en poste à l'ambassade de Paris aux relations avec le Royaume-Uni (1950-1952), à l'ambassade de Londres (1952-1954), à l'ambassade de Bonn (1954-1957), à l'ambassade de Rome (1957-1959), à l'ambassade de Madrid (1959-1961), à l'ambassade de Paris (1961-1963), à l'ambassade de Bonn (1963-1965), à l'ambassade de Paris (1965-1967), à l'ambassade de Bonn (1967-1969), à l'ambassade de Paris (1969-1971), à l'ambassade de Bonn (1971-1973), à l'ambassade de Paris (1973-1975), à l'ambassade de Bonn (1975-1977), à l'ambassade de Paris (1977-1979), à l'ambassade de Bonn (1979-1981).

#### M. Marcel Beaux en Roumanie

M. Marcel Beaux est nommé ambassadeur en Roumanie en remplacement de M. Pierre Cordes, qui prend sa retraite.

M. Marcel Beaux, né en 1921, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, a servi outre-mer de 1949 à 1952. Il a été en poste à l'ambassade de Paris aux relations avec la République socialiste de Roumanie (1952-1954), à l'ambassade de Bucarest (1954-1956), à l'ambassade de Paris (1956-1958), à l'ambassade de Bucarest (1958-1960), à l'ambassade de Paris (1960-1962), à l'ambassade de Bucarest (1962-1964), à l'ambassade de Paris (1964-1966), à l'ambassade de Bucarest (1966-1968), à l'ambassade de Paris (1968-1970), à l'ambassade de Bucarest (1970-1972), à l'ambassade de Paris (1972-1974), à l'ambassade de Bucarest (1974-1976), à l'ambassade de Paris (1976-1978), à l'ambassade de Bucarest (1978-1980), à l'ambassade de Paris (1980-1981).

#### M. Raoul Delays en Espagne

M. Raoul Delays est nommé ambassadeur en Espagne en remplacement de M. Emmanuel de Margerie.

M. Raoul Delays est né en 1922. Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, il a été en poste au Maroc, puis à Bonn (1950-1957), à l'ambassade de Bonn (1957-1959), à l'ambassade de Paris (1959-1961), à l'ambassade de Bonn (1961-1963), à l'ambassade de Paris (1963-1965), à l'ambassade de Bonn (1965-1967), à l'ambassade de Paris (1967-1969), à l'ambassade de Bonn (1969-1971), à l'ambassade de Paris (1971-1973), à l'ambassade de Bonn (1973-1975), à l'ambassade de Paris (1975-1977), à l'ambassade de Bonn (1977-1979), à l'ambassade de Paris (1979-1981).

#### M. Robert Deles Santos au Libéria

M. Robert Deles Santos est nommé ambassadeur au Libéria en remplacement de M. Louis Dolle, qui prend sa retraite.

M. Robert Deles Santos, né en 1924, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, est entré aux affaires étrangères en 1949. Il a été en poste à l'ambassade de Paris aux relations avec le Libéria (1950-1952), à l'ambassade de Monrovia (1952-1954), à l'ambassade de Paris (1954-1956), à l'ambassade de Monrovia (1956-1958), à l'ambassade de Paris (1958-1960), à l'ambassade de Monrovia (1960-1962), à l'ambassade de Paris (1962-1964), à l'ambassade de Monrovia (1964-1966), à l'ambassade de Paris (1966-1968), à l'ambassade de Monrovia (1968-1970), à l'ambassade de Paris (1970-1972), à l'ambassade de Monrovia (1972-1974), à l'ambassade de Paris (1974-1976), à l'ambassade de Monrovia (1976-1978), à l'ambassade de Paris (1978-1980), à l'ambassade de Monrovia (1980-1981).

#### M. Xavier de Nazelle en R.D.A.

M. Xavier de Nazelle est nommé ambassadeur en République démocratique allemande en remplacement de M. Henry Bayle, qui prend sa retraite.

M. Xavier de Nazelle, né en 1924, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, est entré aux affaires étrangères en 1949. Il a été en poste à l'ambassade de Paris aux relations avec la République démocratique allemande (1950-1952), à l'ambassade de Berlin (1952-1954), à l'ambassade de Paris (1954-1956), à l'ambassade de Berlin (1956-1958), à l'ambassade de Paris (1958-1960), à l'ambassade de Berlin (1960-1962), à l'ambassade de Paris (1962-1964), à l'ambassade de Berlin (1964-1966), à l'ambassade de Paris (1966-1968), à l'ambassade de Berlin (1968-1970), à l'ambassade de Paris (1970-1972), à l'ambassade de Berlin (1972-1974), à l'ambassade de Paris (1974-1976), à l'ambassade de Berlin (1976-1978), à l'ambassade de Paris (1978-1980), à l'ambassade de Berlin (1980-1981).

#### M. Yves Rodrigues aux îles Salomon

M. Yves Rodrigues est nommé ambassadeur aux îles Salomon en remplacement de M. Louis Dolle, qui prend sa retraite.

M. Yves Rodrigues, né en 1924, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, est entré aux affaires étrangères en 1949. Il a été en poste à l'ambassade de Paris aux relations avec les îles Salomon (1950-1952), à l'ambassade de Honiara (1952-1954), à l'ambassade de Paris (1954-1956), à l'ambassade de Honiara (1956-1958), à l'ambassade de Paris (1958-1960), à l'ambassade de Honiara (1960-1962), à l'ambassade de Paris (1962-1964), à l'ambassade de Honiara (1964-1966), à l'ambassade de Paris (1966-1968), à l'ambassade de Honiara (1968-1970), à l'ambassade de Paris (1970-1972), à l'ambassade de Honiara (1972-1974), à l'ambassade de Paris (1974-1976), à l'ambassade de Honiara (1976-1978), à l'ambassade de Paris (1978-1980), à l'ambassade de Honiara (1980-1981).



## Plusieurs intellectuels du P.C.F. refusent de soutenir la candidature de M. Marchais

Invités à soutenir publiquement la candidature de M. Georges Marchais à l'élection présidentielle, un certain nombre d'intellectuels communistes — universitaires, chercheurs, écrivains — ont accepté, d'autres ont refusé, comme l'a montré la liste de signataires publiée par le P.C.F. (« le Monde » du 10 décembre). Plusieurs de ceux qui ont refusé estiment que la logique de leur choix les amène à quitter le parti communiste. C'est le cas du romancier Robert Merle, du poète Guillevic et de M. Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions sociales, aujourd'hui enseignant à l'université de Rennes.

Ces départs ont précédé (dans le cas de Robert Merle) ou suivent ceux de la romancière

Hélène Parmelin et du peintre Edouard Pignon (« le Monde » du 20 décembre). La façon dont la direction du P.C.F. avait commenté ces deux démissions — M. Marchais avait parlé de ceux qui cèdent à la « pression effrénée de l'adversaire » (« le Monde » du 23 décembre) — marquait ainsi son refus de tout dialogue avec ses contradicteurs au sein du parti, a accru le malaise parmi les intellectuels. L'affaire du foyer de travailleurs immigrés de Vitry a ajouté au trouble que provoque la politique de la direction.

Plusieurs intellectuels démissionnaires se préparent à publier un manifeste qui explicitera leur position. M. Antoine Spire expose ici les raisons de son départ.

## Plus communiste que jamais

par ANTOINE SPIRE (\*)

Je pars. Je suis plus que jamais communiste, à côté de ces hommes et de ces femmes qui

engagent une si grande part de leur vie dans le combat pour la justice et le bien commun. C'est ce qui me fait le plus communiste. Bien évidemment, je continuerai à combattre les ennemis que membre du P.C.F. je combattais déjà : non seulement les représentants du patronat et du gouvernement, certains intellectuels qui bradent légèrement à mes yeux les acquis du marxisme et vont désabusés, telles des toupies folles, pauvres girouettes, dans les moindres nouvelles modes idéologiques, mais aussi une partie importante de ce peuple de France trop sensible au corporatisme et au racisme : ces Dupont-la-Jole dont on n'ose pas souvent parler au P.C.F.

Je refuserai l'anticommunisme fécondé par les erreurs du bureau politique : il arrange tellement la direction du parti, qui en prend prétexte pour se replier dans sa forteresse en invitant les militants à oublier leurs états d'âme pour servir les rangs. Je suis bien obligé de constater que le P.C.F. est aujourd'hui dirigé par des gens avec qui je ne partage presque plus d'analyse politique. La lutte contre l'exploitation capitaliste que je veux mener comme eux est à un niveau de généralité tel qu'elle n'implique plus mon adhésion.

J'ai été dix ans permanent communiste, trois ans « communiste critique », menant de l'intérieur un combat que je continue à apprécier, mais, aujourd'hui, je pose un acte qui marque le degré atteint par ma réprobation de la politique des dirigeants communistes. Ce que l'humanité appelle l'affaire de Saint-Maur et que tous les autres appellent l'affaire de Vitry, voilà une des gouttes d'eau qui ont fait déborder le vase. Acide, cette goutte en forme de bulldozer « conduit par des Vitriols inorganiques » venant couper l'eau, le gaz et le chauffage à trois cents Millions. Ce faisant, les cadres du P.C.F. ont compromis auprès de nombreux progressistes des dossiers plausibles de l'équilibre démographique et d'une plus juste répartition des immigrés dans la région parisienne. Ce bulldozer a fait craquer quelque chose en moi. Je ne suis plus membre du parti de ceux qui le conduisaient. Ce raid inadmissible a touché en moi tout ce qui renvoyait à l'histoire et à la culture spécifiques de chacun d'entre

● **M. Jean-Pierre Fourcade** et **Jean-Pierre Chevènement** sont les premiers invités de la nouvelle émission de France-Inter intitulée « Duel ». Le président des clubs Perspectives et Réalités et le secrétaire national du P.S. débattent dans les conditions du direct mercredi 7 janvier, à partir de 19 h. 15. Ce débat sera arbitré par Gilbert Dénoyan. L'émission « Duel » sera diffusée en alternance avec l'émission « Face au public », qui met en présence un homme politique et plusieurs journalistes. Cette alternance débutera à partir du 14 janvier, la direction de Radio-France ayant décidé de présenter « Duel » les 7 et 14 janvier afin de bien lancer cette nouvelle formule.

A tout cela, je voudrais ajouter un tout petit détail qui n'est sans doute pas celui qui m'a le moins choqué. Il y a quelques jours, à Moscou, mourait Nadejda Mandelstam, l'unique exemplaire d'un grand écrivain qui a toujours dit non aux abus du pouvoir soviétique, défendant contre prison et trasseries bureaucratiques la mémoire de son mari Ossip Mandelstam, le grand poète mort, sous Staline, dans un camp, en 1938. Aucune annonce officielle de sa mort en U.R.S.S. Beaucoup de ses amis ont écrit la nouvelle par les émissions en russe de la B.B.C. et de la Voix de l'Amérique. J'ai guetté la page culturelle de l'Humanité. Jusque dans la mort, Nadejda Mandelstam y aura été victime du même silence que celui qui pése, en U.R.S.S., sur elle comme sur l'œuvre de son mari. Et la France ? Le combat de ceux qui veulent en finir avec ce régime qui est à l'origine de ce mal de vivre qui nous touche tous ? Et l'espoir au présent puisque Marchais a donné ce titre à son livre ? Là aussi, je ne peux accepter qu'on traite de « dogmatisme » cette aspiration à l'union et au changement qui demeure si vive chez tous ceux qui veulent vivre autrement. Je sais les responsabilités du parti socialiste dans la rupture de la gauche, je sais la dérive droite où l'entraîne le sectarisme communiste, mais je croyais encore que nous devions être unitaires pour deux. Rassembler, rassembler, tel était autrefois le mot d'ordre des communistes ; s'isoler, s'isoler autour de quelques slogans révolutionnaires, semble aujourd'hui répondre l'écho.

Derrière ce renoncement à l'union dans les luttes autour d'objectifs précis se profile le repli ouvrieriste, le renoncement à l'alliance de classes sociales différentes. Elle est bien loin l'époque où Waldeck Rochet expliquait que l'alliance de la classe ouvrière et des intellectuels devenait une « affaire capitale ». De nombreux communistes quittent le parti, et la direction ne trouve que matras à réajuster et à confirmation de ses

Après un séjour d'une semaine

## Mme BOUCHARDEAU (P.S.U.) DÉNONCE LA SITUATION DE DÉPENDANCE DES ANTILLES

Mme Eugénie Bouchardeau, secrétaire nationale et candidate du P.S.U. à l'élection présidentielle, a présenté, mardi 6 janvier, au cours d'une conférence de presse, les enseignements qu'elle tire de son voyage à la Martinique et à la Guadeloupe, où elle a séjourné du 28 décembre au 4 janvier. Mme Bouchardeau a constaté que la situation de dépendance des Antilles et du Guyane, c'est-à-dire celle de la Corse, pour les uns comme pour l'autre, le P.S.U. estime que toute solution passe par l'autodétermination des populations.

Les interlocuteurs de Mme Bouchardeau se sont — à l'exception du P.C. guadeloupéen — montrés partisans de l'abstention lors de l'élection présidentielle. Préconisant l'autonomie, comme le P.P.M., ou l'indépendance, comme l'U.P.G., ces groupes critiquent la politique de dépendance menée par le pouvoir. Mme Bouchardeau a constaté que cette politique ne réduit nullement la situation de dépendance dans laquelle se trouvent les Antilles et qu'est aussi, a-t-elle dit, celle de la Corse. Pour les uns comme pour l'autre, le P.S.U. estime que toute solution passe par l'autodétermination des populations.

Le projet avait été annulé sans que l'Elysée précise pourquoi ; on

## M. Debré va multiplier ses déplacements

M. Michel Debré réunira samedi 10 janvier à Paris les présidents et délégués des comités de soutien départementaux à sa candidature. L'ancien premier ministre, qui se rend le 8 janvier à Lyon et le 9 à Grenoble, sera le 15 au Havre et le 27 à Rouen avant d'effectuer, du 28 au 31, un voyage aux Etats-Unis. Il prévoit de se rendre en février à Toulouse, le 2 à Angoulême, le 5 à Dijon, le 10 à Strasbourg, le 13 à Saint-Maur, le 14 à Dreux, le 17 et à Dole le 26.

## M. GUÉNA : effrètement mais non effondrement de M. Giscard d'Estaing.

M. Yves Guéna, député R.P.R. de la Dordogne, signataire de l'appel en faveur de la candidature de M. Michel Debré, estime

dans son journal électoral, la Dordogne de demain, qu'il n'y a « rien de surprenant à ce que le président de la République voie sa cote baisser dans les sondages ». Il prévoit que « le tassement se poursuivra encore par rapport aux sondages pharamineux de ces derniers mois, mais rien ne permet d'affirmer que l'effrètement demandera effondrement ». Il estime enfin que « M. Michel Debré, avec tout l'appui du mouvement gaulliste, ferait, en raison de sa notoriété et de sa capacité, au moins aussi bien que quiconque ».

Les bureaux politiques de l'Union gaulliste pour la démocratie, que préside M. Gilbert Grandval, et de l'Union des jeunes pour le progrès, que préside M. Bernard Fourrier, réunis le 6 janvier, rappellent leur prise de position en faveur de M. Michel Debré.

## L'ANNIVERSAIRE DU DÉCÈS DE RAYMOND MONDON

Al. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner, mercredi 7 janvier, des membres de la famille de Raymond Mondon, des amis et des collaborateurs de l'ancien ministre, ainsi que des personnalités ayant contribué à la fondation du groupe des républicains indépendants. Initialement, il avait été prévu que le chef de l'Etat se rendrait, le 4 janvier, à Metz pour les cérémonies marquant le dixième anniversaire de la mort de Raymond Mondon.

Ce projet avait été annulé sans que l'Elysée précise pourquoi ; on

avait, toutefois, estimé que l'annulation traduirait la volonté du président de la République d'interdire les déplacements pouvant donner lieu à des manifestations ou des heurts. Parmi les personnes invitées mercredi à l'Elysée figuraient notamment MM. André Béchennecourt, sénateur, ancien ministre, Raymond Boladé, ancien maire de Bourges, ancien député, ancien ministre, Raymond Marcelin, sénateur, ancien ministre, et Aimé Paquet, ancien député, ancien ministre, ancien médiateur.

Le groupe parlementaire des républicains indépendants avait été fondé en décembre 1952 après les élections législatives. Il était présidé par Raymond Mondon. Ce groupe devait donner naissance quelques semaines plus tard au Centre national d'études et de liaison des républicains indépendants, puis, en juin 1968, à la Fédération nationale des républicains indépendants, dont le président fut M. Valéry Giscard d'Estaing jusqu'en 1974. Cette formation devait devenir, en mai 1977, le parti républicain.

## VOUS CHERCHEZ UNE SITUATION ?

Incontestablement la création de villes nouvelles européennes et japonaises en Amérique latine et en Australie constitue le débouché naturel de la crise économique des pays industrialisés. Faites le pas nécessaire pour participer à de nouvelles manières (gratuit) de « stratégie commerciale, religieuse, militaire et scientifique pour le mondialisme », avec 25 F en timbres ou coupons. A Alexis Pomeroyeff - B.P. 256 PARIS 75027 - CEDEX 17

## TOUT SAVOIR SUR LA GÉOGRAPHIE DE TOUS LES PAYS



La terre et ses secousses inattendues ■ L'influence des climats ■ Les mers et les océans face à la pollution ■ L'histoire des grandes migrations humaines ■ Les courbes fluctuantes de la natalité ■ Les équilibres et les crises de l'économie mondiale ■ Un atlas complet de 300 cartes et 500 illustrations en couleurs ■ Des reportages sur tous les pays du monde ■ Un guide pratique et touristique pour vos voyages

## DÉCOUVREZ GRATUITEMENT LE Géo-ATLAS DES NATIONS

Offrez-vous un fabuleux tour du monde de culture et de plaisir

Beaucoup plus qu'un simple atlas, le Géo-Atlas des Nations ne se contente pas de décrire. Il vous fait pénétrer dans l'actualité vivante de tous les pays. A travers des cartes bien sûr, mais surtout des analyses de la situation politique et économique de chacun d'eux, de leurs atouts, de leurs déficiences et de leurs relations ; à travers des reportages sur les hommes et leur mode de

vie ; à travers l'histoire contemporaine de toutes les nations du globe.

Vous posséderez une extraordinaire « somme » de connaissances géographiques générales remises à jour en permanence. Et Le Géo-Atlas des Nations est actuellement le seul ouvrage capable de vous offrir des études synthétiques actualisées sur tous les pays qui évoluent vite (le Brésil par exemple).

## Un ouvrage de référence et de lecture

Un cours à mettre au point, une conférence à préparer, un sujet de bac à « bûcher »... ou tout simplement un moment de détente. Le Géo-Atlas des Nations est agréable à lire et à consulter pour deux raisons. Parce qu'il est thématique et

vous permet de faire rapidement le tour d'un sujet. Parce qu'il est rédigé par des universitaires, des chercheurs mais aussi des journalistes et des grands voyageurs.

## Quand les choses évoluent, les fascicules changent

Actuel, votre Géo-Atlas des Nations le restera grâce à la formule unique de mise à jour par fascicules mobiles adoptée par Clartés. Dès qu'une nouvelle information apparaît, Clartés édite un nouveau fascicule que vous substituez très facilement à celui devenu périmé.

Avec Le Géo-Atlas des Nations, vous possédez une véritable banque de données qui enregistre en permanence les changements qui se produisent dans tous les pays et vous en donne une synthèse immédiate.

Non vendu en librairie

## BON D'EXAMEN GRATUIT DU 1<sup>er</sup> VOLUME

à nous renvoyer dès aujourd'hui - sans argent - OUI, envoyez-moi pour un examen gratuit de 10 jours sans engagement le premier volume du Géo-Atlas des Nations. Si cet examen m'a convaincu je garderai ce premier volume. Je le réintégrerai en 2 mensualités de 90 F seulement. Je recevrai ensuite en cadeau mon globe terrestre ainsi que les 7 autres volumes de cette collection. raison d'un total des deux mois, je les réintégrerai aux mêmes conditions que le premier. Bien entendu, si ce premier volume décevait mon attente, je vous le renverrais dans les 10 jours sans rien vous devoir.

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse complète \_\_\_\_\_

Codex postal L L L L L Localité \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

A renvoyer dès aujourd'hui à Clartés Collections E.P. 148 21094 Dijon Cedex.

## FONDATION DU FUTUR

CENTRE DE RÉFLEXION ET DE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

PRESIDENT : JACQUES BAUMEL

## LES DANGERS ET LES ENJEUX D'UN MONDE MULTIPOLAIRE

- Du duo des deux supergrands aux nouveaux pôles de puissance.
- Les nouveaux centres de gravité du monde et les stratégies périphériques d'encerclement de l'Europe.
- L'Afrique menacée de déstabilisation.
- La politique Reagan après l'Afghanistan, l'Iran et la Pologne.
- Le dialogue Nord-Sud est un dialogue Ouest-Sud.
- L'Europe, ultime enjeu de l'Est-Ouest.

## COLLOQUE A L'ASSEMBLEE NATIONALE LE JEUDI 8 JANVIER A 16 HEURES

Avec la participation notamment de :

- Pierre MESSMER
- Michel AURILLAC
- Professeur Pierre DABEZIES,
- André FONTAINE,
- Général GALLOIS
- Pierre HASSNER
- Amiral LABROUSSE
- Jacques LAUREAU



CLARTÉS la seule encyclopédie à mise à jour par fascicules mobiles

كتابنا الاصل



صباحنا من الامل

Le Monde

# Société

## ÉDUCATION

### Les enseignants au quotidien

(Suite de la première page.)

Remnants, bruyants, si encore ces élèves étaient d'un bon niveau. Impossible de dénicher un professeur de système qui ne déplore « qu'un tiers au moins de ses élèves soient incapables de lire couramment », et parfois d'écrire. Les astuces pour tourner l'obédience (ce langage d'élèves de niveaux différents provoqué par la suppression des filières à partir de 1977 dans les collèges), ces astuces ont souvent compliqué les choses. Comme dans cet établissement où la répartition des élèves selon l'école primaire d'origine a rassemblé dans les mêmes classes tous les enfants d'un camp de harkis voisin. Pendant, nombre de professeurs ne voient plus d'autre solution que confier les élèves en difficulté à des collègues, aux derniers arrivés ou aux maîtres auxiliaires de préférence. Ils ne sont à l'abri que si, par chance, la classe recueille le fils de la directrice ou du président des parents d'élèves. Ils savent alors que c'est la meilleure.

Dans ce procès du divorce entre élèves et niveaux, la télévision n'est plus seule au ban des accusés. Autant que l'adaptation des élèves au niveau, c'est l'adaptation du niveau à l'élève qui trouble certains enseignants. Colette, agrégée d'histoire et de géographie, professeur au collège de Lamoignon (Bouches-du-Rhône) : « Les programmes et les méthodes sont trop ambitieux. Ils exigent que les parents possèdent l'encyclopédie universalis. » Le type de culture présenté par l'école est mis en cause. Claude, maître auxiliaire, licencié d'histoire à Saint-Pol-sur-Mer (Nord) : « Ici, c'est Saint-Pol-sur-Mer. Une heure de cours chez moi, puis la cité des Cheminots, Usthor, les raffineries B.P., Léon Zitrone... Pas de cinéma. Je leur ai montré un château de la Renaissance. Ils m'ont dit : c'est moche. Entre quoi et quoi pouvaient-ils comparer ? »

#### La pichenette

Il arrive que la violence, contenue à grand-peine, explose. Contre les maîtres, en particulier, dans certaines banlieues. Contre les élèves, avec moins d'écarts et plus fréquemment : gifles, oreilles et cheveux tirés. La punition la plus pratiquée reste la « colle », souvent placée pendant des heures d'intercours, sans procédure administrative. Les récalcitrants sont envoyés chez le proviseur ou la directrice qui peuvent mettre à la porte pour moins d'une semaine sans entacher la feuille du conseil de discipline. La plupart du temps, la direction « fait un sermon » et écrit aux parents.

Ah ! Les parents. Jean-Luc D., P.E.G.C. de maths-physique et musique au collège Boris-Vian, à Couderskerque-Branches, fustige au souvenir du jour où il a demandé à un élève de claquer de copier vingt-cinq fois : « Je ne dois pas oublier de faire signer mon devoir par mon père le lendemain », un mot du géniteur claquait le pensum racourci à dix lignes : « La punition est suffisante. Un colat peut arriver. Croquez votre compréhension... ». Sa compréhension ! Ils se comprennent si peu, parents et enseignants. Le courant passe rarement entre eux, sauf lorsque l'enfant « marche bien ». Sans, aussi, dans des quartiers très déshérités. Des élèves instituteurs de l'École normale d'Air-en-Provence ont noté que des parents immigrés viennent voir l'école, seul lien où l'enfant parle français et, pensent-ils, apprend quelque chose.

Les reproches formulés par les enseignants à l'adresse des parents sont contradictoires. Tantôt il est fait grief aux familles de ne pas s'occuper de la scolarité de leur progéniture comme d'une guigne et de ne pas répondre aux demandes de correspondance, ou aux invitations (qui ressemblent plutôt à des convocations), tantôt de trop se mêler du travail du maître, de vouloir lui apprendre son métier. Toujours, de ne pas soutenir les enseignants.

C'est que la tâche est d'importance. Bien peu admettent avec Michelle, institutrice chevronnée à Gray (Haute-Saône), que dans l'éducation, « les enseignants ne sont que la pichenette ». L'école républicaine a gardé de son histoire la croyance plus ou moins consciente qu'il lui faut protéger

Saisis par le découragement qui leur fait avouer — du professeur certifié d'allemand au directeur d'école normale — « Si je pouvais prendre ma retraite demain, je le ferais », ces enseignants se retournent pour regarder les ruines des barrières qui ont cédé. Peu le respect, la distance marquée et acceptée entre celui qui sait et celui qui vient pour apprendre. Tous n'en prennent pas, reconnaissent comme M. René Jeandrot, professeur agrégé d'anglais au lycée Jean-Perrin, à Marseille, que les relations sont « plus franches ». Mais en ajoutant que l'ancien système de sanctions et la palissade de défiance entre professeurs et élèves « facilitaient la tâche du maître ». Aujourd'hui, le professeur « ne peut plus compter que sur sa seule personnalité ».

Conséquence : des élèves se lèvent et sortent en disant : « Je m'en vais ». Ou bien, avec un copain : « M'sieur, on va tous deux dans le couloir pour discuter ». D'autres, au lycée Vauvargues d'Air-en-Provence, par exemple, viennent trouver un de leurs professeurs : « On ne comprend rien à nos notes d'une manière incroyable ». Véronique, professeur d'enseignement social et d'économie dans un L.E.P. de Dunkerque, mesure le changement. « Il y a deux ans, dit-elle, les élèves étaient gentils. Aujourd'hui, elles sont quelques-unes affrontées à des problèmes familiaux énormes, et sachant qu'elles n'ont plus rien à perdre, elles s'en libèrent avec certains profs ».

La vie s'infiltre à l'école. La souffrance des enfants elle-même vient cogner aux portes des classes. Brutalement, de la part de ce collégien dans une banlieue du Nord : « Je n'ai joué que je n'aurais pas de boulot. Mon père non plus n'en a pas. Pourquoi je fais une moto. » Plus discrètement, chez cette petite élève d'un cours préparatoire de Gray (Haute-Saône) qui réclame son texte libre à une ligne laconique : « Maman n'est pas rentrée chez nous ».

Aux usagers mécontents, que reste-t-il ? On ne boycotte pas l'école, le venant à l'école aux hormones. A part la marge infime des écoles parallèles, ils n'ont d'autre choix que de se diriger vers l'enseignement privé. Les écoles catholiques existent, si la scolarité n'est pas trop coûteuse. Si... faire contre mauvaise fortune bon cœur, ou contourner la carte scolaire. L'enseignement catholique tente d'obtenir des dérogations, en usant, par exemple, de domiciles fantasmés. Autant de blessures pour les enseignants.

#### Les nomades

Ce ne sont pas les seuls. Une chose est de savoir et d'apprécier, en période de chômage, son emploi assuré : une autre de vivre avec sérénité en assistant à des modifications de son statut résidentiel comme des grignotages, prodromes d'attaques plus graves. La volonté avouée du premier ministre d'adapter à l'économie libérale les structures mises en place à la libération, et singulièrement la fonction publique, n'aide pas les intéressés à accepter les changements : ils redoutent d'en faire seuls les frais, au nom de la liberté, et de la fin de l'équité leur échappent. L'abandon d'avantages acquis, dans un tel climat sans confiance, devient problématique.

« Depuis quelque temps, observe, à peine désemparé, Bernard, professeur au lycée Cézanne d'Air-en-Provence, le cocon se défait. » Quand une nouvelle répartition des vacances est à l'ordre du jour, les enseignants rappellent que, faute de pouvoir relever leurs traitements, le gouvernement du Front populaire leur avait accordé quinze jours de congés supplémentaires. Or, M. Jean Royer, député non inscrit, en présentant le rapport de la commission des finances, à l'Assemblée nationale, le 24 octobre 1980, classait au neuvième rang en Europe, l'avant-dernier, la rémunération des professeurs certifiés français. Comment accepter, dès lors, la diminution des congés, sans augmenter les salaires ?

Par touches successives, depuis plus de deux ans, les défections

Enfin la belle harmonie qui présidait jadis aux relations entre maîtres et parents. Celle dont se souvient M. André Oulias, ancien secr. adj. général du Syndicat national des instituteurs, lorsque, dans les années d'après-guerre, chaque matin, des villageois déposaient des légumes sur sa table, pour « montrer et même ». L'instituteur et sa femme institutrice.

Encore faudrait-il dissiper l'image d'un enseignement absolu. Mais il y avait, sinon accord et collaboration, du moins partage des tâches. Aujourd'hui, les enseignants sont eux-mêmes avec les usagers d'un service public, qui n'ont pas le choix de l'enseignement et a fortiori des maîtres chargés d'instruire leurs enfants, demandent des comptes. Êtes-vous sûrs qu'il apprendra les maths avec votre méthode ? Croyez-vous qu'il aura eu le droit d'acquiescer plus importants à connaître que Pierre Loti ? Estimez-vous judicieux d'instaurer la compétition permanente dans votre classe ?

Comme dans les mouvements de consommateurs on constate une conjonction d'usagers, pour le plupart culturellement favorisés, même si leur appartenance sociale est très diverse, il n'est qu'à noter l'intérêt croissant pour l'école manifesté par des associations issues d'organisations familiales et proches de syndicats ouvriers (3).

L'attestation des élèves lors des paliers d'orientation est une source de tricheries particulièrement vive. « Trouver une solution pour chaque jeune, ça me donne des crampes d'estomac », affirme tout récemment Patrick Mado, professeur adjoint d'éducation physique dans un L.E.P. de Gravelines et d'un autre de Dunkerque, « efforce de survivre », coupée de ses attaches à son lieu de travail. Elle y retourne tous les week-ends, au prix de deux nuits dans le train.

#### « 0 solitude »

La population enseignante est jeune. Plus des deux tiers (69,9 % des instituteurs et 67,4 % des professeurs du second degré) ont moins de quarante ans (4). En 1980, plus d'un professeur sur quatre (vingt mille) a demandé une mutation, signe d'insatisfaction et d'acceptation d'une certaine mobilité. Mais un nombre croissant de professeurs, selon l'administration, 25 à 30 % selon les disciplines ; le taux varie suivant les disciplines : a répondu à l'un des six vœux formulés par les intéressés. La gestion présente pose les problèmes de mutations, de promotions et de mutations.

Que, dans ces conditions, des brimades de chefs d'établissements maladroites ou d'administrations sourcilieuses se multiplient, comme l'illustre l'incapacité à Air-en-Provence, de sept professeurs d'un lycée accusés d'avoir occupé des locaux, et le moralisme au plus haut point, d'une phase défensive, reconnaît Jean-Louis Ribet, professeur certifié de lettres à Marseille et responsable S.C.E.N.-C.F.D.T. On n'en est plus pour l'instant à modifier les rapports avec l'inspection, mais à reporter à la répression. L'inspection présente pose les problèmes de mutations, de promotions et de mutations.

Des copies traitées quinze jours avant d'être corrigées... Solitude de l'enseignant, plus que jamais. Molène, peut-être, chez « ceux du technique », qui perçoivent mieux leur dépendance réciproque. Les autres, seuls. Immobilisés dans un défilé d'associations que leur profession s'est donnée (6), et pourtant seuls. Dans la classe, seul maître, c'est bien. Mais seul, aussi, en face de soi.

Quand Laurence, la jeune femme professeur dans le film de Bertrand Tavernier, Une semaine de vacances, ouvre la télévision, elle tombe sur l'encre de Pirelli. Elle finit par s'endormir. Pour ne pas choisir le plus doux. Lieu voué à la nuit. Comme pour Laurence, chez beaucoup d'enseignants, la solitude devient un jour insupportable. Ils craquent.

CHARLES VIAL

Prochain article : « JE VAIS CRAQUER »

## JUSTICE

### Un éleveur de dindes qui avait tué un jeune homme est acquitté aux assises de la Loire-Atlantique

De notre correspondant

Nantes. — La cour d'assises de la Loire-Atlantique a acquitté, mardi 6 janvier, un aviculteur, M. Michel Fradet, quarante-cinq ans, qui avait tué, d'un coup de carabine de chasse, son jeune voisin de dix-neuf ans, surpris dans son poulailler début décembre 1979. M. Fradet, éleveur de dindes, victime de vols les années précédentes, lorsque ses volailles étaient prêtes à être commercialisées, montrait la garde, chaque nuit, dans son élevage pour protéger son cheptel. L'aviculteur n'a jamais été incarcéré. Arrivé en prévenu libre à l'audience en début d'après-midi, il est rentré à son domicile quelques heures plus tard.

« Messieurs les jurés, vous allez avoir à dire si en Loire-Atlantique on a le droit de tuer pour quelques dindes... Je vous demande de réaffirmer la primauté de la justice sur la loi de la jungle. Attention ! Tout laissez toute indulgence excessive serait interprétée comme le cautionnement de tels actes où chacun s'érige en justicier pour son compte... » Les jurés de Loire-Atlantique sont restés insensibles à ces exhortations et à ces avertissements solennels de l'avocat général, M. Bloch. Il avait réitéré une peine de cinq ans d'emprisonnement, admettant toutefois la possibilité d'un sursis.

Les jurés ont préféré suivre M. Tonka, défenseur de l'aviculteur. « Ce procès n'est pas une affaire d'indulgence. C'est celui d'un homme vivant d'un malheur, d'un malheur qui a fait que son cœur a été mortellement touché par un coup destiné seulement à le blesser... » L'avocat général, le défenseur de l'accusé, les témoins, les gardes et même les experts psychiâtres se sont accordés tout au long de l'audience pour qualifier ce drame de « lamentable affaire qui ne met en cause que des braves gens... ».

Brave garçon ! La victime, Albert Allard, un jeune plâtrier de dix-neuf ans qui rentrait de fêter son anniversaire avec des copains et s'est retrouvé — par quel mystère d'un racocourci à

travers champs ou quelle folie soudaine de voler au milieu du parc de 2 hectares dans lequel deux mille cinq cents dindes échappaient leur engraissement pour les fêtes de Noël de 1979. L'enquête de police et de moralité ne comporte que des éloges sur son compte.

Honnête homme, courageux, travailleur et bon époux, a-t-on aussi entendu dire de Michel Fradet. L'éleveur dans son box a écouté ces compliments sur sa vie professionnelle et privée comme une justification de son bon droit auquel il n'a jamais cessé de croire depuis la nuit tragique du 6 au 7 décembre 1979. Depuis un mois, toutes les nuits, il venait dormir dans une épreuve de camionnette sur des boîtes de pulvérisation, dans son poulailler pour garder ses volailles. Les années précédentes les voleurs étaient venus dans les dernières semaines lui en dérober plusieurs dizaines : le bénéfice de son travail. Lui qui ne connaissait rien aux armes à feu a fait confiance à un armurier. On lui a vendu un attrail pour chasser le sanglier et le gros gibier.

Soudain, le 6 décembre vers 22 h. 30, alors qu'il vient de s'assoupir, les dindes se mettent à crier. M. Fradet aperçoit une silhouette dans le clair de lune. Il tire un premier coup de feu à terre, en semence, puis il ordonne : « Toi là-bas, viens ici ». Au lieu d'obtempérer, l'homme s'enfuit vers la clôture. M. Fradet tire alors dans sa direction au jugé : « Excusez par les vols et sentez qu'il m'échappait, j'ai tiré pour l'empêcher d'aller bas pour l'atteindre aux jambes... ».

Le fût éclaté, deux vertèbres pulvérisées, un large trou dans la poitrine, Albert Allard n'a survécu plus de quelques minutes. La première qualification criminelle donnée à cette affaire était « homicide volontaire ». L'avocat général a protesté lui-même à l'audience qu'il avait demandé qu'on ne retienne que « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner », tellement il était évident, à tout le monde que l'intention de M. Fradet n'était pas de tuer. Les jurés sont allés plus loin encore, indifférents à la mise en garde de l'avocat général : « Un éleveur d'homme n'a pas à être mis en balance avec la vie d'une dinde ».

JEAN-CLAUDE MURSALE

#### EN JOUE... (suite)

Après l'article intitulé « En joue... », publié dans nos éditions du 7 janvier, la préfecture de police nous a fourni les précisions suivantes :

« Un hold-up venant d'être commis quelques instants plus tôt le dispositif spécial dit « anti-hold-up » a été mis en place dans les premiers, deuxième, troisième et quatrième districts de la capitale dès 19 h. 26, pour être levé à 20 h. Notre lecteur circulait donc dans un secteur où les forces de l'ordre étaient nombreuses et particulièrement vigilantes. Un responsable n'aurait-il pu fournir à cet automobiliste dont on imagine aisément le stupéur, un minimum d'explications ? »

### LA LETTRE DE LA NATION : ou M. Sadon a-t-il trouvé des intellectuels qui ?...

Pierre Chappuy écrit dans la Lettre de la Nation (R.P.R.) : « Pour quelqu'un qui n'apprécie guère « les intellectuels en chasse longue » et si bien décrit par Georges Saffert, il est assez malade de prendre la défense des « intellectuels masochistes ou décadents » qu'il stigmatise André Sadon, procureur général de Paris lors de l'audience de rentrée de la cour d'appel (1).

Et pourtant ! Le magistrat comme le journaliste est soumis à une obligation qui s'impose à toutes les autres : la vérité. Or le procureur Sadon a-t-il trouvé des « intellectuels » qui se mobilisent pour signer des pétitions et en lancer d'un individu qui soit doté d'un solide casier judiciaire, qui ait une arme à la main, qui étende à ses pieds quelques coffres éventrés, quelques basses éparées et si possible quelques victimes pantelantes ? » Pour les « coffres éventrés », M. Sadon ferait mieux de se plaindre des commerçants de la presse et du cinéma qui ont exploité l'affaire Spaggiari. Pour les « victimes pantelantes », je ne connais que l'affaire Goldman dont je regrette d'ailleurs, ma conviction personnelle étant faite, qu'elle n'ait pu être éclairée par la justice.

Mais peut-être le procureur général voulait-il simplement, en tant de mots qui dépassaient sa pensée, s'opposer aux pétitions de l'individualisation des peines ? Dans ce cas, il n'est mis

en contradiction avec le ministre de la justice, dans la Lettre de la chancellerie du 15 juin 1980, soulignant : « Un système dans lequel le juge n'a pas de pouvoir d'appréciation est insupportable » jusqu'à ne prend en compte ni l'homme ni les circonstances, particulièrement, à Alain Peyrache, serait-il un intellectuel décadent ou masochiste ? »

(1) Le Monde du 7 janvier.

#### M. BRAUNSCHWEIG ET L'INDÉPENDANCE DES JUGES

A la suite d'une erreur, plusieurs lignes de déclarations de M. André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation, ont été attribuées dans nos dernières éditions du 7 janvier à M. Laurent Fabius, porte-parole du P.S. Voici les déclarations de M. Braunschweig sur l'indépendance de la magistrature, à France-Inter le 5 janvier, après le discours de M. Giscard d'Estaing à la Cour de cassation : « Bien sûr (...) je ne veux pas dire que les magistrats ne sont pas indépendants (...). Mais cette indépendance ne leur est pas garantie statutairement. Depuis des années sur le plan syndical (...) nous réclamons des garanties de façon à ce que le citoyen ait l'impression que son juge, lorsqu'il est appelé, est libre de toute contrainte, est protégé.

« Or (...) les structures mêmes de la carrière du magistrat, l'organisme qui le nomme, c'est-à-dire le Conseil supérieur de la magistrature, ne correspondent pas à ce que nous souhaitons. Il est évident que, par le biais de la carrière, le pouvoir peut donner l'impression de jouer sur le destin d'un magistrat (...). Ce qui est grave c'est que le citoyen puisse se dire : « Ce magistrat ne doit-il pas s'en aller car sa carrière au gouvernement ? »











Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

«ARCHITECTURES COLOMBIENNES» AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

## Complexe contexte

La Colombie, c'est la drogue, les grandes cultures de canabis dans les plaines du Nord, c'est les émeraude, vraies ou fausses, l'or, plein d'or, et le trafic très modérément surveillé des objets archéologiques. C'est une vieille idée de l'Éldorado — ce vieux mythe qui nous y entraîne peut-être à nouveau aujourd'hui. La Colombie, c'est Bogota, « ville de la peur », où il y a les gamins terribles qu'un film récent a posément mis en scène, où il y a des gardiens devant les maisons des gens riches. C'est ainsi, avant qu'on y parle, un drôle de goût d'Amérique du sud. Colombie, terre de clichés, pour paraphraser les dépliant publicitaires qui y seraient, plus justement d'ailleurs, une « terre de contrastes ».

C'est là, vers cette terre curieusement promise mais dont on nous montre de tout autres aspects, que nous conduit une exposition, « Architectures colombiennes », et un livre (Ed. du Moniteur), qui porte le même titre et lui sert à la fois de catalogue et de complément. On nous y conduit avec la pensée sournoise que ce pays du tiers-monde, et dont certaines franges relèvent même du quart-monde, pourrait peut-être nous apprendre quelque chose. Impertinence ? Pertinence plutôt : c'est le bon vieux principe des voyageurs faux ou vrais du dix-huitième siècle, qui permettait par contraste un regard critique sur la France d'alors. Mais c'est plus que cela puisque c'est aussi la découverte d'une architecture d'une qualité parfois remarquable.

Anne Berty, qui est restée plusieurs années là-bas et est l'auteur du livre, Frank Renzvier et Gilles Mathiot en ont rapporté une passion à l'état brut, un enthousiasme qui, ils l'ont avoué presque trop facilement, a pu les amener à s'opposer, à définir, c'est-à-dire à décortiquer avec quelque difficulté ce que devrait être le produit final de leur quête. Même à se limiter (pour l'essentiel) à Bogota. Il restait nombre de chemins possibles à suivre jusqu'à se perdre si l'on voulait donner une vision exhaustive de la construction colombienne.

Quelle part donner à cette architecture d'architectes qui avait été initialement à l'origine de leur enthousiasme ; et quelle part donner à ces réalités premières de la ville que sont les bidonvilles, les quartiers auto-construits, les architectures sans architectes, comme on voudrait bien les appeler selon les modes du moment ? La voie suivie, enfin, compte tenu d'un budget limité, décevra les amateurs plus ou moins sérieux de pittoresque, ou les sociologues plus posés du tiers-monde. Tout en évoquant le cadre perturbé dans

lequel elles s'inscrivent, ils s'en sont tenu à ces réalisations tenues pour exemplaires. Cela afin de leur éviter un procès d'intention. Le livre d'Anne Berty donne d'ailleurs, dans une première partie, les éléments nécessaires pour situer ces « 10 % de la production colombienne » choisis et analysés dans leur complexe contexte.

Réduisons ici, dernier à deux chiffres : de quatre cent mille, la population de Bogota est passée à quatre millions d'habitants, et sans doute plus, en quarante ans : exode rural assez tragiquement organisé, natalité débordante, ont ainsi posé d'insolubles problèmes aux autorités de la ville (le mouvement s'est aujourd'hui nettement ralenti), et donné à Bogota un nouveau

visage spectaculaire, et presque « à sensation ».

Bogota a maintenant une allure de Los Angeles, par son étendue, par les « vues d'avion » qu'elle permet aux fabricants de cartes postales. La vieille ville coloniale est, malgré quelques beaux éléments touristiquement entretenus, dans un état navrant, entretenu pour sa part par la spéculation. Tout près du centre, la cité internationale, avec ses tours de verre, ses brutalités ordinaires architecturales s'étendent. Plus loin, au nord, de beaux quartiers construits, pour l'essentiel, à la fin du siècle dernier ou au début de celui-ci : on s'y trouve à tour à tour à Winchester, en France ou dans une petite ville des U.S.A. — F.E.

Lire la suite page 12.)

ROGELIO SALMONA est, à travers les « Tours du parc », l'homme le plus visible de Bogota. Enfin, le seul à cette hauteur qu'on ait envie de voir, car il est d'autres tours qui ne sont pas proues de la même hauteur de vue. Le plus visible mais, comme d'autres architectes là-bas rencontrés, il est pourtant des plus discrets, des plus secrets : de ce genre de modestie qu'on dit fausse parce qu'elle est peut-être une vraie connaissance de soi.

Colombien, Rogelio Salmona a longtemps lié son sort à l'architecture française. A seize ans, seize ans et demi précise-t-il, il sort d'interprète à Le Corbusier qui, quelque temps avant les événements d'avril 1948, est venu passer deux ou trois jours à Bogota. Le Corbusier lui proposa « comme ça, par politesse », précise Salmona, de venir le voir à Paris, et Salmona de venir peu après en France à la surprise du maître français qui le prend quand même comme gratteur puisqu'il ne demande pas à être payé.

« Tout le couloir était rempli de tables dit Salmona, il n'y avait pas de chauffage. Nous étions une trentaine à travailler alors sur les plans de l'unité d'habitation de Marseille. On voyait très peu Le Corbusier à l'atelier. Quand on a commencé à construire Marseille, la plus grande partie de l'équipe est partie là-bas. Je suis resté à Paris avec quelques autres de toutes nationalités. J'ai commencé à être payé et à faire un peu plus que colorier des plans. On pouvait participer aux projets, développer ses idées, ses schémas, travailler avec lui. Mais c'est là que j'ai commencé à me désenchanter. Tous ses schémas étaient préfabriqués depuis très, très longtemps. On n'étudiait ni le lieu ni les conditions dans lesquelles allait se faire l'architecture. Quand on lui posait une question, il disait : « Oh, vous trouverez ça dans le 3° ou 4° » ou 2° volume de mes œuvres complètes. »

« Un peu plus tard, il y a eu le plan de Bogota. C'est là que j'ai vraiment débuté. Mais ce plan, ce n'était absolument rien. C'était un plan de voirie avec un zonage, où l'on mettait des couleurs. Il avait une idée préfabriquée de la ville, ce devait être une ville pour le gouvernement et pour l'université. Jamais dans son idée elle ne pourrait devenir une cité où l'on fasse un travail autre que bureaucratique. Il lui avait mis des limites et proposé un certain nombre de solutions spatiales : des unités d'habitation comme celles de Marseille tout le long des montagnes. Quand on connaît Bogota, on se demande ce que cela voulait dire. Pourtant on a essayé d'appliquer ce plan, notamment en ce qui concerne la voirie.

« Tout ça était un peu stérile, et pourtant Le Corbusier était quelqu'un de charmant. Ça n'était en rien un ogre, contrairement à l'idée qu'on en donne parfois. Il n'était tyrannique qu'avec les gens qu'il n'aimait pas ou qui allaient contre ses idées. Ce n'était pas un homme qui aimait la recherche ou les confrontations d'idées.

« Au bout de trois ans, il m'a mis à la porte. Pour des raisons stupides. Ou plutôt je l'ai compris comme ça et je lui ai dit que je m'en allais. Je suis parti faire le tour de la Méditerranée. Pendant mon voyage il m'a quand même envoyé une carte postale où il me demandait : « Alors, vous ne vous êtes pas encore suicidé ?... » ou quelque chose comme ça. »

## Mon atelier reste petit

Corbusierien anticorbusieriste, Salmona ne trouve guère à se consoler aux Beaux-Arts où il s'est inscrit. C'est auprès de Lombard, qui travaille alors sur les villes arabes et dont il suit les cours à la Sorbonne, qu'il découvre qu'« une ville nait, se crée, se forme, s'embellit à travers d'autres conditions que le simple vouloir d'un prince ou d'un homme — ce qu'on faisait chez Le Corbusier ». Enfin, Francastel, dont il suit dès l'origine les cours, et pendant plusieurs années, l'aide peu à peu à découvrir l'histoire de l'architecture, nourrit son étonnement devant le style international partout en vigueur, cette architecture « toujours la même quels que soient l'endroit, les conditions géographiques ou sociales, le paysage ».

« Alors j'ai commencé à voyager, explique Salmona. Je me suis dit qu'il fallait apprendre l'architecture sur le tas. En France d'abord, où j'ai regardé toutes ces écoles romanes si différentes et si unies en même temps. C'était pour moi la grande découverte : on pouvait faire

une architecture qui soit toujours la même, qui suive les mêmes principes « sémantiques », et qui soit toujours diverse, adaptée aux paysages, qui corresponde non seulement aux systèmes régionaux de construction mais aussi aux différences liturgiques... Puis l'Italie, la Renaissance que Francastel m'a aidé à comprendre, car il ne suffit pas de voir. L'Espagne, l'Afrique du Nord encore une fois parce que ce qu'on appelle aujourd'hui habitat spontané, populaire m'intéressait pour l'Amérique du Sud. C'était la solution, la possibilité d'une symbiose entre une architecture élaborée et une architecture populaire. Et c'est cela que j'ai toujours cherché à continuer par la suite, sans pour autant tomber dans le folklorisme. »

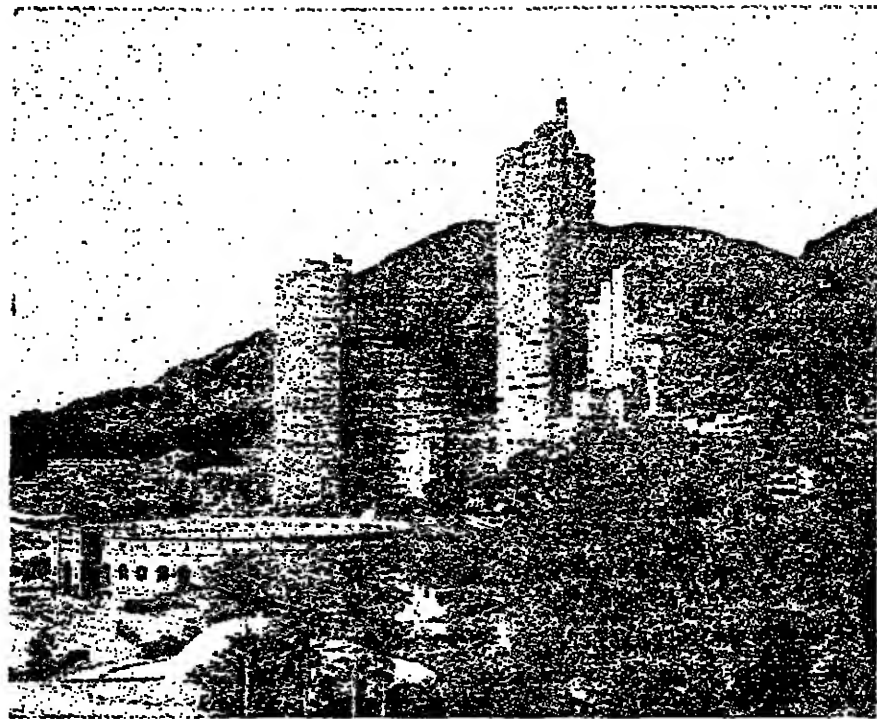
Dernière expérience européenne : Salmona propose ses services à Zehrfuss, qui construisait alors le CNIT.

Salmona n'attend pas la fin du chantier. Il repart en Colombie, où

il s'avoue dépayssé et où il peut voir le travail « d'autres corbusieriens » très portés sur le béton brut ou les grands placards de verre, matériau qu'il redoute. Alors il s'attache à la brique, au problème de la lumière si particulière de Bogota, à son paysage, à ce qu'il appelle la « formation de la forme », la lente évolution d'un projet à partir d'une infinité de données. Il imprime peu à peu son style à la brique. Un style qu'on peut, en reprenant quelques-uns de ses mots, résumer ainsi : « De grandes masses très fortes, parce que la brique a besoin de cela. Elle ne se prête pas de l'abord aux fioritures. Ça, on peut le faire après en travaillant sur l'embellissement. On peut lui donner toute la « couleur » qu'on veut, mais il faut qu'il y ait d'abord un corps. » Un style, et une fidélité.

Rogelio Salmona est ainsi devenu un architecte qu'on pourrait appeler « pur et dur » si ces deux adjectifs ne faisaient trop aisément penser à l'architecture qu'il dénonce. Mais l'éthique qu'il s'est donnée pour exercer son métier relève un peu de ces deux caractères de héros : « Pour ma part, même si je sais qu'il ne faut pas généraliser, je préfère refuser un travail s'il va contre mes idées, s'il risque de détruire un endroit ou d'abîmer la ville. Mais je ne le refuse pas bêtement : je prie, je fais un scandale, j'essaie d'expliquer qu'il ne faut pas faire ça, et de proposer une alternative. » Ou encore : « Je préfère que mon atelier reste petit. Je pourrais devenir le gérant d'une entreprise d'architecture, mais, si je veux faire vraiment de l'architecture, il faut que je puisse dominer les tables à dessin. Je ne peux pas travailler avec plus de trois ou quatre personnes. Après, ça me sort des mains. »

Propos recueillis par FRÉDÉRIC EDELMANN.



## Entretien avec Rogelio Salmona

## LE CORBUSIER ET APRÈS

## «L'OR DANS LA MONTAGNE»

un film d'Ermanno Olmi

## La liberté sous la ferraille

BIEN avant l'Arbre aux sabots qui le rendit célèbre, deux films, *Il Posto* (1961) et *I Fidanzati* (1963) nous avaient révélé l'art sensible et discret d'Ermanno Olmi. Puis était survenu l'échec de *Il Tempo* (1965) et nous avions perdu de vue ce cinéaste réputé exigeant et peu enclin aux compromissions. Que devenait Olmi ? Fidèle à lui-même, à l'écart des modes, il travaillait pour la télévision.

C'est de cette époque (1969) que date *Il Recuperanti* (« L'Or dans la montagne », film aux moyens modestes, tourné en pleine nature, sans comédiens professionnels, mais dont les qualités d'inspiration et d'écriture annoncent les meilleurs moments de l'Arbre aux sabots.

L'action se situe en 1945, au lendemain de la guerre. Démobilisé, Gianni revient dans son village natal. Mauvaises surprises : pendant son absence son père s'est remarié avec une « jeunesse » et, faute de trouver de travail, son frère cadet a pris la décision de s'expatrier en Australie. Gianni pourrait l'accompagner mais, amoureux de sa jolie voisine et las de voir du

pays, il préfère se débrouiller sur place. Justement, il y a un village où une scierie abandonnée. Pourquoi ne pas la remettre en marche ? Hélas ! les gendarmes interviennent : même pour gagner trois sous, il est interdit d'emprunter le bien d'autrui.

Découragement, misère : Gianni est sur le point de perdre courage. C'est alors qu'une nuit il rencontre un vieux bonhomme passablement éméché qui lui tient un discours d'où il ressort que là-haut, dans la montagne, à quelques kilomètres du village, il n'y a qu'à creuser le sol pour trouver un trésor.

Le trésor annoncé consiste pour l'essentiel en des casques rouillés et des obus non éclatés, vestiges d'une bataille meurtrière qui eut lieu à cet endroit pendant la guerre de 1914. Ce matériel oublié, le vieux le vend au prix de la ferraille. Métier dangereux (car il faut désamorcer les obus) mais qui « rapporte » et aux secrets duquel le père Du (c'est son nom) va initier Gianni.

De son récupérateur, Olmi trace un délicieux portrait. Homme libre et fier de l'être, artisan méticuleux (il faut le voir

neutraliser un engin particulièrement redoutable), mythomane, poète et philosophe, très porté sur la bouteille et se lançant, dans des discours enflammés où il chante l'anarchie et vitupère le mariage, les patrons et la guerre, c'est un personnage comme Giono les aimait, un de ces vieux sages que les étourdis prennent pour des « fadas ».

Autour de ce personnage, le récit s'organise et devient l'histoire d'une amitié et de l'apprentissage de la mort. Car, si la guerre est endormie, elle reste vivante dans le ventre de la terre, toujours à l'affût de nouvelles victimes. Le lyrisme naît de cette présence obscure et de la sauvagerie des paysages rocaillieux. Naît également de la lumière, d'un troupeau de moutons courant sur l'herbe sèche. Un jour, Gianni et son compagnon sont témoins du terrible accident qui déshiquette un de leurs « collègues » ; un autre jour, ils visitent une galerie peuplée de squelettes habillés en soldats. Ainsi le drame se méle-

t-il aux joies quotidiennes, selon l'image même que le vieux se fait de l'existence.

Le temps passe... Gianni a gagné un peu d'argent, il va pouvoir épouser sa fiancée, il construit une maison. Finies les randonnées et les récoltes de ferraille, l'heure de la séparation a sonné. Cette séparation, le père Du l'accepte sans amertume. Il sait qu'il est le seul à posséder la clé du bonheur. Et à Gianni il se contente de dire : « Comme les autres, tu l'as laissé mettre la corde au cou. »

Ce film est bref. Moins un film peut-être qu'une nouvelle cinématographique. Mais parfait dans sa brièveté, sa densité, son économie. Olmi est un admirable conteur (qu'on se rappelle, dans l'Arbre aux sabots, l'épisode de la vache ou celui du son d'or). Il n'y a qu'à le suivre pour trouver son plaisir. Tout est simple ici, tout coule de source, l'allégresse, l'émotion et même la suspense. Une fable, un apologue, un hymne à la liberté qui vient du cœur et parle au cœur.

JEAN DE BARONCELLI.

(\*) Voir les films suivants.

(1) Film consacré au pape Jean XXIII.

صحنه من العمل



صلى الله عليه وآله

## Voeux

### Un partenaire immodéré

Si l'on devait adresser des vœux à l'art du théâtre, en ces premiers jours de l'année, peut-être faudrait-il lui souhaiter une modération de l'empire, du prestige, des metteurs en scène. Ce qui garantirait la survie du théâtre, ce qui en constituerait l'essence, c'est la confrontation de deux présences réelles : celle de l'acteur, celle du spectateur.

Le spectateur a pris rendez-vous avec l'acteur. Cette rencontre est, pour le spectateur, un besoin. Parce que l'acteur lui apporte une aide particulière, qui n'est pas celle tout à fait des amis ou des parents, et qui n'en est pas le contraire.

Comme l'ami ou le parent, l'acteur de théâtre est une personne réelle. Qui va venir réellement, tel soir, à telle heure, dans tel lieu, où l'on va se trouver soi-même.

L'acteur n'est pas une abstraction, ainsi que l'acteur de cinéma, une image, une absence, un fantôme, au besoin la photographie animée de quelqu'un qui depuis des années a cessé de vivre, on pourrait dire que le spectateur n'a pas avec lui un rendez-vous net, qu'il n'attend pas de lui des réponses immédiates. Le cinéma, lanterne magique, fait planer le spectateur entre plusieurs modes de conscience, le débranché de lui-même, le déhale de son sol.

Si l'acteur de théâtre était, ainsi que l'acteur de cinéma, une image, une absence, un fantôme, au besoin la photographie animée de quelqu'un qui depuis des années a cessé de vivre, on pourrait dire que le spectateur n'a pas avec lui un rendez-vous net, qu'il n'attend pas de lui des réponses immédiates. Le cinéma, lanterne magique, fait planer le spectateur entre plusieurs modes de conscience, le débranché de lui-même, le déhale de son sol.

Rien de tel au théâtre, où le spectateur vient entendre des concitoyens effectifs.

Différents tout de même, disons-nous, des parents et des amis. C'est d'abord que la présence, les attitudes et les voix des acteurs paraissent moins fondues dans une négligence, dans une fuite des forces et des heures.

Pour faire face à sa tâche, le spectateur aura été conduit, chez lui ou sur le lieu de son métier, à accomplir, parfois à inventer, tel acte, dans l'oubli ou au détriment de composantes immédiates du corps ou de la conscience. Mais le travail de l'acteur s'effectue, à maints égards, sans résonner : l'instrument de l'acteur, le projet de l'acteur, ce sont justement ces ressources physiques et spirituelles qui sont le partage de chacun, et que chacun laisse jusqu'à un certain point dériver. Le spectateur vient chercher chez

l'acteur le témoignage d'une vigilance. Et même d'une survie.

Cette vigilance de l'acteur ne s'exerce pas dans le vide : elle est l'intermédiaire d'une autre vigilance, celle du poète.

Il ne faut pas se faire un monde du poète, ni du mot « poète ». C'est quelqu'un de bienveillant et d'indispensable : c'est la personne qui garde la vue claire, les mots clairs, et qui voit venir les choses.

Le poète peut parfois être acteur aussi, mais pas toujours, et il donne à l'acteur cette charge de manifester au spectateur la présence d'esprit, la conscience, le sens des valeurs, le devoir d'objection, l'exigence morale, la générosité. Il faudrait ajouter : la beauté, un mot à présent équivoque, comme si la beauté était un signe de richesse matérielle ou de légèreté d'esprit, alors qu'elle est volonté de rigueur. Sartre a dit à peu près : « La beauté est le mauvais tour qu'un voyou joue à la vertu », mais passons, car l'emploi que fait Sartre des mots « voyou » et « vertu » demanderait trop de commentaires.

Nous parlons du théâtre, des vœux à adresser au théâtre. Le théâtre, c'est donc d'abord la rencontre du spectateur avec l'acteur envoyé par le poète. Nous venons de voir que cette rencontre met en jeu des données fondamentales de la vie. Or, ces dernières saisons, force est de constater que le théâtre est tombé sous la dépendance d'un partenaire de fraîche date, le metteur en scène, qui a parfois tendance, qui a de plus en plus tendance, à désamorcer, à désarmer, l'action du poète et de l'acteur.

Il y a des metteurs en scène tout simplement mégalomane. Il y a des metteurs en scène sectaires. Il y a des metteurs en scène incapables de jouer ou d'écrire, et qui vengent leur frustration. Il y a des metteurs en scène misogynes pour une raison ou pour une autre. Il y a des metteurs en scène militants qui estiment que dans un monde infirme tout acteur doit « jouer infirme » sous peine de trahir son temps. Il y a des metteurs en scène théoriciens, qui font du poète et de l'acteur, ces fermants de la vie privée et publique, les esclaves mécaniques d'austères propositions.

Souhaitons au théâtre que les metteurs en scène deviennent plus modestes, plus avisés et, au lieu de saper le théâtre en contrariant poètes et acteurs, aident ceux-ci dans leur tâche.

MICHEL COURNOT.

## PABLO GARGALLO AU MUSÉE D'ART MODERNE

### Sur l'enclume et sous

LORS même que s'ouvre la porte équivoque des « Réalismes entre 1919 et 1939 » — une fois de plus, la grave maladie de l'« historicisme » atteint l'art, de deux directions de droite et de gauche, simultanément, jusqu'à l'étouffer, comme le spectateur, dans la plus grande confusion — s'inaugure dans une belle ampleur un ensemble de cent quinze sculptures et cinquante dessins de Pablo Gargallo. Enfin, on respire et l'on rejette les contextes « historiques », avec un grand H. car le regard du spectateur se porte en droite ligne et sans labyrinthe sur une œuvre dont son auteur — mort prématurément il y a quarante-six ans — clamait modestement l'indispensable « indépendance » d'esprit, mot que l'on trouve sous sa plume dans d'admirables notes recueillies et publiées par sa fille.

Quel qu'on en ait dit, Gargallo est un Aragonais : sa ville natale, Magall, se situe à la frontière catalane (l'on y parle couramment la langue de la province voisine), mais il n'en reste pas moins que l'artiste hérite d'une forte tradition artisanale et, comme nous l'avait dit jadis Magall, sa belle et souriante compagne provençale, le sculpteur a respecté et poursuivi un « métier d'art » fleuron d'une province ayant son originalité propre.

Bien entendu, c'est avec ce bagage subconscient que, dès sa première jeunesse, il s'est fixé à Barcelone, lieu de rencontre, de convergence, où le Malaguan Picasso, son exact contemporain — avec d'autres artistes tout aussi ignorés alors et qui connaîtront plus tard l'heure de la célébrité — est mêlé aux recherches actives d'un « modernisme » autre forme de l'art nouveau. Ainsi, au départ de son exploration, le travail de Gargallo, tel qu'on le perçoit jusqu'en 1910, est teinté du baroque échoué ou de la langue de l'arabesque qu'imprime l'art nouveau, sans omettre l'influence momentanée d'un Rodin, révélé lors d'un premier séjour à Paris.

Le dur métier de sculpteur lui impose des contraintes plus qu'une autre discipline, le matériel offrant sa résistance à l'élaboration d'une invention personnelle. Mais on peut parler de précocité dans l'invention si l'on se réfère à ce premier petit *Masque* à la tâche de 1907, exécuté au cours d'un deuxième voyage à Paris, à l'âge de vingt-

six ans. A l'échelle réduite, ce coup d'essai dans le travail du métal — du cuivre en l'occurrence, battu et découpé avec un sans de la synthèse où se joint le sourire à l'humour — est déjà la borne du cheminement que Gargallo va suivre en le développant jusqu'à son terme en sculpture monumentale. Mais il lui faudra encore une pause pour avoir l'« intuition » que c'est bien là sa voie la plus personnelle.

#### Masques

En 1911, sa préoccupation se tourne définitivement vers la réalisation du masque humain, touché qu'il est par la pensée métaphysique : « Tout ce qui est profond aime à se masquer... » Au-delà de ces masques où le sculpteur va diversifier l'emploi de métaux tels que le fer, le plomb, le cuivre ou l'argent, Gargallo fera en sorte que le masque, qui n'est en fait qu'un haut relief, devienne une sculpture en ronde bosse, mais une ronde-bosse comme on n'en avait point vu auparavant. Car la figuration d'une tête ou d'un corps humain,

si ce n'est d'un animal (coq, bœuf ou cheval marin), est créée par un graphisme et des plans suggérant un espace plein alors qu'il n'est qu'une trouée vide. Ce jeu des pleins et des vides sera plastiquement l'invention sculpturale de Gargallo, la plus marquante avec celle de Brancusi au cours du premier tiers du vingtième siècle.

On n'élimine pas pour autant l'art et l'esprit de Julio Gonzalez — ce dernier apprenant même à son ami Gargallo à faire usage de la soudure afin de pouvoir édifier des pièces de dimension — mais l'antériorité de l'invention, dont on doit tenir compte, demeure du côté de l'Aragonais. Les routes qu'ils ont suivies divergent d'ailleurs en esprit, Gargallo se défilant de toute théorie, cubiste ou non, de toute abstraction comme de tout académisme. A vrai dire, l'influence du cubisme sur le sculpteur est purement extérieure.

Lorsqu'il joue avec les angles ou des surfaces qui s'entrecoquent, c'est la poursuite du mouvement qui les lui fait manier avec une grâce sans pareille. Que ce soit le grand *Arlequin à la mandoline*, en pied (1925), ou la grande

## « Architectures colombiennes » au Centre Georges-Pompidou

(Suite de la page 11.)

S'accrochant maintenant aux montagnes où elle se fortifie, ou s'étendant dans les parties protégées de la plaine, une effroyable architecture de nouveaux riches, souvent très riches, à base de cubes répétitifs, enfilés, généralement couverts d'un coiffeux vert fumé : la spéculation y est débridée, méprisante, inconsciente, pour les honnêtes, pour la ville, pour son paysan. Et tout autour, sur chaque pousse de terrain salubre ou insalubre, prévu ou non à cet effet (mais les autorités de la ville ont pour eux des définitions plus subtiles), les quartiers de la pauvreté, ceinture ponctuée de briquerie à l'architecture stupéfiante.

Les « architectures » présentées à l'exposition représentent quelque 10 %, nous dit-on, de ce qui se construit dans la ville. Elles appartiennent un peu à la ville riche, expérimentalement à la pauvre, pour l'essentiel aux classes moyennes. Presque tout est en brique, matériau tradi-

tionnel bon marché, que les maçons savent monter d'une manière experte. C'est bien que l'exposition se laisse aller à un ou deux exemples de tendresse médiocre, ce qu'on peut appeler la bonne architecture colombienne 10 %. Si la qualité architecturale française pouvait se faire aussi présente, on considérerait cela avec une surprise, moindre.

On ne glosses pas sur les classifications fort bien établies par les organisateurs-auteurs de l'exposition, sur l'ingéniosité avec laquelle est résolue l'opposition entre *habitats collectifs* et *habitats individuels* pour reprendre les termes de BIP, le journal publié à cette occasion par l'Ecole spéciale d'architecture, qui a en l'heureuse idée de produire cette manifestation. Inutile aussi de s'étendre sur ce qui relève du modernisme, d'une interprétation, plus ou moins bien comprise selon les cas, du style international, sur ce qui est traditionnel et ce qui ne l'est pas. Ce sont autant de

biais critiques qui servent à coup sûr utilisés pour qualifier, ou disqualifier une architecture qui, justement, ne cherche pas à être vue, à être montrée, à servir d'exemple.

Architecture, la plus souvent modeste, attachée à la discrétion, à l'intégration dans l'environnement, à l'usage urbain, elle est l'opposé de tout triomphalisme (on exceptera cependant, par exemple, le bourgeoissant Institut pour le développement de l'éducation supérieure d'Anibal Moreno). On lui reprochera des « choses vues » ou déjà vues, qui en Angleterre, qui en Catalogne. Parce qu'il y a de la brique, parce qu'il n'y a pas de processus recherchés.

Mais quel plaisir du détail, de l'espace mesuré, des plantés ou du paysage vivement associés malgré parfois quelques chichis — chez des architectes comme ceux du groupe Eneida, Gomez et Morales, comme Castro et Saldarriaga, comme Anibal Moreno (pour la meilleure école d'infir-

mière), comme surtout Rogelio Salmona. Et pourtant Salmona a produit le « geste » le plus éblouissant de Bogotá, les Tours du parc, trois bâtiments qui n'ont de tours que le nom, du geste que la précision. Un ensemble inexplicable, à peine par l'image, qui tient de l'équation (résolue) entre les montagnes voisines, la vieille place des toros à ses pieds, le souffle de l'architecture la moins complaisante, le baroque le plus perturbant. A cette grande échelle, c'est, encore, l'individu qui reste le maître, la ville qui affine ici ce portrait qu'elle détériore ailleurs. S'il y a un contraste à chercher, il n'est pas à chercher sur les hauteurs de Bogotá, cher entre ces tours du Parc et les quartiers de Serique pauvre sur les hauteurs de Bogotá.

P.E. « Architectures colombiennes », exposition présentée par l'Ecole spéciale d'architecture et le Centre de création industrielle (C.C.I.), au Centre Georges-Pompidou (sous-sol), jusqu'au 8 février. \* Anne - Betty : Architectures colombiennes, Editions du Monteur, 140 Traces.

MUSEE DE LA MARINE  
Palais de Chaillot  
**SALON DE LA MARINE 80**  
11 décembre - 8 février

GALERIE ENTREMORSE  
50, rue Marianne - 75006 PARIS  
Tél. : 334-80-94

**GUERMAZ**  
8 au 31 janvier 1981

GALERIE DES ORFÈVRES  
89, Quai des Orfèvres  
23, Pl. Dauphine - Paris - 328 51 30

**Robert TANCREDE**  
du 5 au 13 janvier

AKSENTIEVITCH - CHARPENTIER  
HADAD - MOULIN - VIMARD  
ET LEURS CHIENS...  
DESSINS  
du 6 au 24 janvier 1981

Galerie Philippe Frégnac  
50, r. Jacob, 75006 Paris - 360-86-31  
Ouv. de 14 h. 30 à 19 h. 30 (sauf dimanche et lundi).

MUSEE DE LA POSTE 34 Bd de Vaugirard Paris 15e  
20 Décembre 80 - 18 Janvier 81  
Fermé le 25 décembre et le 1er janvier

**HARTUNG BERGMAN**

Entrée libre tous les jours de 10h. à 17h. Tél. 320.15.30

Du 8 au 23 janvier 1981  
**BABETTE VIMENET**  
AQUARELLES I

à la Galerie Arc-en-Terre  
Tous les jours de 10 h. 30 à 12 h.  
et de 15 à 18 h., 7 rue Compas,  
75013 PARIS (Métro Botzaris)

GALERIE GALATHE  
26, r. Miollis Paris-15e - 567-76-37

**MICHEL BIOT**  
8 au 31 JANVIER 1981

MERCREDIS MUSICAUX  
d'ODILE RIVOAL  
« Petits enfants et grande musique »

Mercredi 7 janvier  
14 h 30

QUARTET DE JAZZ  
RAYMOND DELAGE, orgue  
Duo de Piano :  
Geneviève et Bernard PICAUVET

Œuvres de Bach à POULENC  
GU VENTADOUR, guitare  
René GERVAT, saxo  
Carré Sirey MONFORT  
106, rue Brémont - 75015 PARIS.  
Tél. : 533-6670.

Enfants : 5 F. Adultes : 12 F.

**CAHIERS DU CINEMA**

8 pages en plus !  
100 photos !

**319-JANVIER 81**

**ENTRETIEN AVEC KUBRICK**

UN DOSSIER :  
TÉLÉVISION, LE DOCU-DRAME AMÉRICAIN

**MIZOGUCHI**

LES CRITIQUES DES FILMS SORTIS A PARIS

LE JOURNAL DES CAHIERS DU CINEMA :

Le mois de la photo à Paris - Le monde est prêt pour le cinéma hémisphérique - Entretien avec John Landis (The Blues Brothers) - Le cinéma Noir-Américain à Paris - Le cinéma d'animation chinois - L'ayatollah Cimino - Les rubriques régulières : livres, vidéo, technique...

EN VENTE DANS LES KIOSQUES

**Michel Hermon**  
chante

THÉÂTRE PETIT FORUM  
du 7 au 31 janvier à 20 h 30

**LE MODULE**  
MONTMARTRE

Ses pièces de fruits de mer et ses grillades.  
Tables confortables et décorées.  
Service rapide sans interruption de 12 h à 3 h du matin.

OUVERT TOUTS LES JOURS  
106, RD DU MONTMARTRE - 354.54.15  
PARKING, MÉTRO VIVIER

**CENTRES CULTURELS**

**ETRANGERS**

**AMERICAN CENTER**  
261, boulevard Raspail - 14e

Du 7 au 14 janvier, 21 h.

**THE SURVIVOR AND THE TRANSLATOR**  
(en français-anglais-polonais)

par  
**LEENY SACK**  
Tél. 323-85-30

**THÉÂTRE D'IVRY**  
1, rue Simon-Denis

La Compagnie Pandora  
et le Théâtre des Quinze-Cent  
se rencontrent

*mais on doit tout oser*  
*busque*

Comédie de François Regnaud  
mise en scène de Brigitte Jaques

du 9 janvier au 8 février  
location : 672.37.43

**PLTIT**  
O D E N  
1 8 h 3 0

**LA NUIT JUSTE AVANT LES FORÊTS**

de Bernard-Marie KOLTES  
mise en scène de Jean-Luc BOUTTE

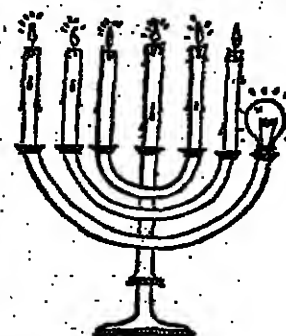
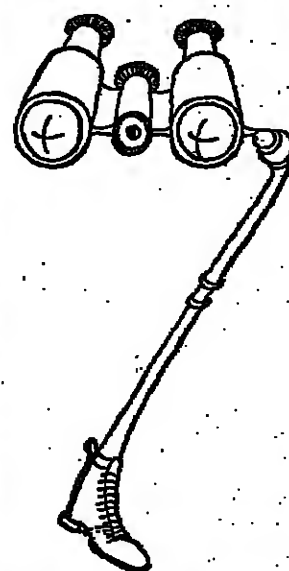
du 6 janv. au 8 fév.  
En co-réalisation avec la Comédie-Française  
Location 325.70.32



## Voyage-éclair dans les théâtres soviétiques

# Enfants sages et vitalité juive

**CLAUDE SARRAUTE**



**MAISON**  
des arts  
**andré**  
malraux

  
COMÉDIE  
DE CAEN

**du 6 au 24 janvier**  
**17 représentations**

**LE DESAMOUR**  
scènes de vie, de mort  
et de ménage  
par la  
**COMEDIE DE CAEN**

Un étonnant voyage à travers  
le couple en crise Le Matin

Le spectacle éblouit par sa  
simplonité Le Nouvel Observateur

Un travail gigantesque Le Monde

A la sortie, on ne regarde plus  
tout à fait les hommes et les  
femmes avec le même regard

**Françoise Sagan**

**PLACE S ALLENDE - CRETEIL**  
metro CRETEIL Préfecture











## Théâtre

### Les salles subventionnées

**OPERA :** relâcha.  
**SALES HAWAII :** relâcha.

### Les autres salles

LUCRENAIRE (544-57-34) (D.) J.  
 18 h. 30 : Compagnement non  
 fumeurs : 20 h. 30 : Flocles  
 22 h. 30 : Les 1000 ans de  
 23 h. 30 : II - 18 h. 30 : Jacques  
 à dit (à partir du 15) : 20 h. 30 :  
 21 h. 30 : Les 1000 ans de  
 21 h. 30 : (d'av. 15 h. - III  
 18 h. 15 : Parions trinquin.  
 M.J. 20 h. 45, mat. dim. 15 h.  
 20 h. 45, mat. dim. 15 h.  
 Siégistat : sam. 18 h. : F. Chopin  
 19-19) les 9 et 10 : 20 h. 30 :  
 Derniers Proposocéph.  
 M.J. 20 h. 45, mat. dim. 15 h.  
 Le pique-assiette (à partir du 15  
 sous réserves).  
 21 h. 15 (J.) (D. D. sori)  
 21 h. 15 mat. dim. 15 et 18 h. sori  
 Le bonne soupe : sabbé Gabriel  
 21 h. 15 mat. dim. 15 et 18 h. sori  
 21 h. 15 mat. dim. 15 et 18 h. sori  
 Le bon d'appartement  
 M.J. 20 h. 45, mat. dim. 15 h.  
 Le Mar., 21 h. mat. dim. 15 h.  
 et 18 h. 30 : Monsieur Debora.  
 M.J. 20 h. 45, mat. dim. 15 h.  
 MICHELE (385-33-02)  
 21 h. 15 mat. dim. 15 et 18 h. Or

## NOUVEAUX SPECTACLES

**Comédie-Italienne** (321-32-23) :  
la Mort de Pontonius, 20 h. (7).  
**American Center** (84-63-98) :  
The Great American Trailer, 20 h.  
21 h. (7 et 13).

**Fritis-Forum** (297-93-33) : M.O.  
de l'Essexon chante, 20 h. 30.

**Sorano, Vincennes** (374-72-74) : le  
Gardien, du Pinter, 21 h. (7).  
**Theatre de la Ville** (23-33-33)  
du Victor Hugué, 20 h. 30 (7).

**Galerie - Théâtre** (531-00-65)  
Carmen, 20 h. 30.

**Le Théâtre à Breteilles**, 20 h. 45  
(7).

**Flabac** (642-35-23) : Le Prince  
brave, 20 h. 30 (8).

**Théâtre des Quartiers d'Ivry**  
(33-33-33) : Les Femmes tout  
ou par ce que, 20 h. 30 (9).

**Théâtre Sagor** (797-03-38) : le  
Médée imaginaire, 20 h. 45  
(10).

**Nouveautés** (770-32-34) : Ferme  
les yeux et pense à l'Anglo-  
Saxons, 20 h. 30 (7).

**Téâtre de Gennevilliers** (783-  
63-11) : les Créanciers, 20 h. 45  
(11).

**Joris-Montparnasse** (320-33-06) :  
A-le dit que je suis boss ?  
de Françoise Sillecous, 20 h. 30  
(12).

**STUDIO-THÉÂTRE 16** (589-80-11), les  
7, 8, 9, 12, 20 h. 30 : Le 10, la 8.  
*Dérision* (Julius Jacoby).  
**T.A.T.** (589-80-12) (774-13) les  
7, 8, 9, 12, 20 h. 45, dim. 18 h., sam.  
18 h. : *L'ennemi du jour*.  
**THÉÂTRE DE LA MARQUE**  
(889-18-32) (D. L.), 20 h. 30 : Les  
Colombes sauvages - 21 h. 30 :  
Due pour deux agents doubles.  
**THÉÂTRE DES POÈTES** (261-  
49-82) J. V., 8, 20 h. 30 :  
14 h. 30 : Les Femmes savantes  
(dém. le 13).  
**THÉÂTRE D'ORDRE** (322-11-02)  
20 h. 15 : Le derv. le 10 ; (21-45)  
les Jumelles (dém. le 10).

**THÉÂTRE EN ROUD** (887-38-14) (D.  
L.) 20 h. 30 : Les Femmes savantes,  
l'Eclaircie à l'aquarelle.

**THÉÂTRE MARIE - STUART** (58-  
17-80) (D. L.), 20 h. 30 : Dominique.

**VARIÉTÉS** (589-80-32) (M. J., D.  
salié), 20 h. 45, msa, dim. 18 h. et  
18 h. 30 : l'Inconnu.

### En région parisienne

[illegible]

berg : le 10, 21 h. : les Amours de Don Perlimpinch et de Betsee en son  
SALVALLOIS, CO F. Vaillant-Couturier  
(1952-53-54), les 9, 21 h. : h.  
MALAIGOT, Théâtre 71 (1955-56-57),  
le 12, 21 h. : Vaguerie plaine tendue,  
le 12, 21 h. : (1957-58), les 9 et 9,  
21 h. : M. Tamsay.  
POISSY, salle Pigeat (1958-59-60),  
le 10, 20 h 30 : Zoo story.  
POISSY, salle Pigeat (1959-60),  
(1961-62), les 9, 21 h. : (1962-63-64-65-66-67),  
le 10, 21 h. : F. Fiorina.  
SAINT-OUVILLE, Théâtre (1964-65-66-67),  
les 8 et 9, 21 h. : Les Quindis-  
mes.  
VERSSAILLES, Théâtre Montmartrien  
(1967-68-69), le 10, 21 h. : Un clo-  
aque.  
LES VESUNES, OAL (1970-72-73), le  
12, 21 h. : B. Haller.  
VILLE-PAVAY, Château (1958-66-67),  
le 10, 21 h. : Les Amours de Don Perlimpinch  
(Beethoven).  
VINCENNES, le Théâtre D. Sorano  
(1974-75-76), les 13, 21 h. : F. Fiorina.  
VEREYES, Centre éducatif et culturel  
(1968-69-70), les 9 et 10, 21 h. : Les  
Quindis-  
mes.

### Les cafés-théâtres

[illegible][illegible]

## concerts

**DIMANCHE 11 JANVIER**

**GLISE SAINT-MERREI.** 16 h. :  
vior le 10.  
**VOLLO-FRANCE,** grand auditorium,  
M. G. Moggi, V. Solon,  
J. Dupuy, E. Pétiard. (Schub-  
bert, Brahms).

**GLISE SAINT-LOUIS DES INVA-**  
**LIDES,** 17 h. : M. Müller-Me-  
hardt (Bach, Mendelssohn).

**GLISE SAINT-GERMAIN-LAUREN-**  
**TIN,** 18 h. : M. de la Motte  
de Kerret, Ph. Sauvage (Goupier).  
**GLISE AMERICANA,** 18 h. : R.  
Chopin. (Bach, Liszt, Beethoven,  
Chopin).

**GLISE SAINT-THOMAS-PACQUIN,**  
17 h. 45 : A. Bedols (Bach,  
Liszt, Chopin, Schumann, Debussy,  
Hindemith, Tchaïkovski, Grieg, Fauré,  
Hummel, Bach, Szwedek).

**LUNDI 12 JANVIER**

**SALLE FRYELER,** 20 h. 30 : Orchestre  
du Conservatoire. Dir. : E. M.  
Wunderlich (Mozart).

**THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES,**  
20 h. 30 : English Chamber Orchestra.  
Dir. : Sir Neville Martinson  
(Beethoven, Schenker).

**THEATRE DE L'ATHENEUM,** 21 h. :  
F. C. Rabanovsky, L. Magiera (Pro-  
kofiev, Tchaïkovski, Rachmaninov,  
Stravinsky).

**PUSSEY GURMET,** 20 h. 30 : A. Du-  
mont. (Debussy, Ravel, Poulenc,  
Ojuna, Drogos, Dimond).

**THEATRE VIRGILE,** 21 h. : J.-P. Ves-  
sieres. (Saint-Saëns, Berlioz, Franck,  
Bizet, Debussy, Leclair, Rameau, Lully,  
Lafont, (auteur de la vie d'amour)).

**THEATRE SAINT-JACQUES,** 20 h. 30 :  
M. Nakhov (Beethoven, Wagner,  
Mahler).

**THEATRE ANGLE,** 20 h. 30 : X. Delannoy,  
P. Caron (Bach, Arriaga, Debussy,  
Scriabin, Liszt, Prokofiev, Stravinsky).

**THEATRE 13,** 20 h. 45 : E. Pfender,  
M. Kato, J. Nagata, V. Grange  
(Debussy, Mahler, Strauss, Paganini,  
Tchaïkovski, Bartok).

## danse

DUNOIS (584-72-00), les 12 et 13. à  
21 h. : Contact.  
CENTRE MANDAPA (589-01-80), Sam.  
et Mar. 30 h. 45 : Indra Devi,  
danse du Cambodge.  
I.L.S.P. (343-19-01), le 9 à 30 h. 45 :  
Bharata Nratyam, danse de l'Inde  
du Sud.  
STUDIO D'EN FACE (238-16-78), les  
9, 10, à 31 h. : Diane Elliot et  
Teri Fajner.

Pour les salles  
voir ligne programme

**FELLINI  
LA STRADA**



**avec**  
**GIULIETTA MASINA**  
**ANTHONY QUINN**  
**RICHARD BASEHART**

## PANORAMA INTERNATIONAL DE LA VIDEO ▸



ORGANISATIONS DE LA CORNÉE ET DE LA ZONE DE LA CORNÉE

**UGC BIARRITZ VO • UGC OPERA VO • LE RACINE VO • BIENVENUE MONTPARNASSE VO • 14 JUILLET BASTILLE VO • 14 JUILLET PARNASSE VO • 14 JUILLET BEAUGRENELLE VO**

**ERMANNO OLMI**

Un chef-d'œuvre par l'auteur de "L'arbre aux sabots"

« Admirable. A voir en toute priorité. » LE POINT



## Cinéma

## La cinématèque

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans

(\*\*) aux moins de dix-huit ans

CHATELAIN (74-36-34)

MERCREDI 7 JANVIER

15 h. : Premier de cordes, de L. Dequén; 19 h. : Le moulin du P. d'A. Lattuada; 21 h. : Films d'animation français récents et inédits.

JEUDI 8 JANVIER

15 h. : La Petite Lise, de J. Grémillon; 19 h. : Charlie Chan à Monte-Carlo, de P. Ford; 21 h. : Le Malin au col, de A. Hitchcock.

VENREDI 9 JANVIER

15 h. : Les deux du dimanche, de R. Luchini; 19 h. : The Kids are all right, de J. Stein; 21 h. : Rock and Roll, de F. Sear.

SAMEDI 10 JANVIER

15 h. : Les Noces vénitienes, de A. Cavalcanti; 19 h. : L'Adolescente, de J. Moreau; 21 h. : Le Bandit d'A. Lattuada; 23 h. : Lysbue, de S. Nozita.

DIMANCHE 11 JANVIER

15 h. : Violette et François, de J. Bourlio; 19 h. : Je salue moi non plus, de A. Gainsbourg; 21 h. : Les Amants crucifiés, de A. Mikoguchi; 23 h. : Apocalypse Now, de F. Ford Coppola.

LUNDI 12 JANVIER

15 h. : Pétrole à la Barbiche, de L. Valéry; Le commissaire est bon enfant, de J. Becker; 19 h. : Un homme marche dans la ville, de M. Fagotto; 21 h. : Toute la ville en parle, de J. Ford.

MERCREDI 13 JANVIER

15 h. : C'est donc ton frère, de

H. Lechman; 17 h. : Tombé et not tombé, de E. Thonon; 19 h. : L'utopia en marche, de J. Saab.

JEUDI 8 JANVIER

15 h. : Le Cavalier noir, de R. Baret; 17 h. : Opération Tropic, de R. Thomas; 19 h. : La Novice, de A. Lattuada.

VENREDI 9 JANVIER

15 h. : Entrée de service, de R. Thomas; 17 h. : Les Gangsters, de S. Hayet; 19 h. : La Mandragore, de A. Lattuada.

SAMEDI 10 JANVIER

15 h. : Le Banni des îles, de C. Reed; 17 h. : La Traversée de la Jamaïque, de A. Hitchcock; 19 h. : Les Adolescents, de A. Lattuada; 21 h. : Coup de tête, de J.-J. Annaud.

DIMANCHE 11 JANVIER

15 h. : Froid dans le dos, de C. Crichton; 17 h. : L'homme qui en savait trop, de A. Hitchcock; 19 h. : La chance d'être femme, de B. Sautet; 21 h. : La Tragédie impériale, de M. L'Herbier.

LUNDI 12 JANVIER

15 h. : La Malheureuse, de Y. Allégret; 17 h. : Les Diables du désert, de G. Green; 19 h. : Bonne ville ouverte, de R. Romagnol.

MARDI 13 JANVIER

Relâche

Les exclusivités

AC/DC (Fr.), Forum-Ciné, 1<sup>er</sup> (297-33-74); Rotonde, 2<sup>e</sup> (297-33-74); Luchini, 3<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 4<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 5<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 6<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 7<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 8<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 9<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 10<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 11<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 12<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 13<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 14<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 15<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 16<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 17<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 18<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 19<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 20<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 21<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 22<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 23<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 24<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 25<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 26<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 27<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 28<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 29<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 30<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 31<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 32<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 33<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 34<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 35<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 36<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 37<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 38<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 39<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 40<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 41<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 42<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 43<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 44<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 45<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 46<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 47<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 48<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 49<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 50<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 51<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 52<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 53<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 54<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 55<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 56<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 57<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 58<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 59<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 60<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 61<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 62<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 63<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 64<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 65<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 66<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 67<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 68<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 69<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 70<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 71<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 72<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 73<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 74<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 75<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 76<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 77<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 78<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 79<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 80<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 81<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 82<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 83<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 84<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 85<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 86<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 87<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 88<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 89<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 90<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 91<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 92<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 93<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 94<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 95<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 96<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 97<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 98<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 99<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 100<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 101<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 102<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 103<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 104<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 105<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 106<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 107<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 108<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 109<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 110<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 111<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 112<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 113<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 114<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 115<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 116<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 117<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 118<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 119<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 120<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 121<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 122<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 123<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 124<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 125<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 126<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 127<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 128<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 129<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 130<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 131<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 132<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 133<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 134<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 135<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 136<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 137<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 138<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 139<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 140<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 141<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 142<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 143<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 144<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 145<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 146<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 147<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 148<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 149<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 150<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 151<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 152<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 153<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 154<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 155<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 156<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 157<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 158<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 159<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 160<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 161<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 162<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 163<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 164<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 165<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 166<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 167<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 168<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 169<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 170<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 171<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 172<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 173<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 174<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 175<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 176<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 177<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 178<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 179<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 180<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 181<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 182<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 183<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 184<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 185<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 186<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 187<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 188<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 189<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 190<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 191<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 192<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 193<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 194<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 195<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 196<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 197<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 198<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 199<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 200<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 201<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 202<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 203<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 204<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 205<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 206<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 207<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 208<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 209<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 210<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 211<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 212<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 213<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 214<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 215<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 216<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 217<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 218<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 219<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 220<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 221<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 222<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 223<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 224<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 225<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 226<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 227<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 228<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 229<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 230<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 231<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 232<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 233<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 234<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 235<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 236<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 237<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 238<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 239<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 240<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 241<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 242<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 243<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 244<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 245<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 246<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 247<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 248<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 249<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 250<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 251<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 252<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 253<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 254<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 255<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 256<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 257<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 258<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 259<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 260<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 261<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 262<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 263<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 264<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 265<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 266<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 267<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 268<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 269<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 270<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 271<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 272<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 273<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 274<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 275<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 276<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 277<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 278<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 279<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 280<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 281<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 282<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 283<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 284<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 285<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 286<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 287<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 288<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 289<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 290<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 291<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 292<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 293<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 294<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 295<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 296<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 297<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 298<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 299<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 300<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 301<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 302<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 303<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 304<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 305<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 306<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 307<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 308<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 309<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 310<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 311<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 312<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 313<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 314<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 315<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 316<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 317<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 318<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 319<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 320<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 321<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 322<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 323<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 324<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 325<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 326<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 327<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 328<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 329<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 330<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 331<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 332<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 333<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 334<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 335<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 336<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 337<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 338<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 339<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 340<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 341<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 342<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 343<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 344<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 345<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 346<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 347<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 348<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 349<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 350<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 351<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 352<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 353<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 354<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 355<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 356<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 357<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 358<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 359<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 360<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 361<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 362<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 363<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 364<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 365<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 366<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 367<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 368<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 369<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 370<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 371<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 372<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 373<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 374<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 375<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 376<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 377<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 378<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 379<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 380<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 381<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 382<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 383<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 384<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 385<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 386<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 387<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 388<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 389<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 390<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 391<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 392<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 393<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 394<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 395<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 396<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 397<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 398<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 399<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 400<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 401<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 402<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 403<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 404<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 405<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 406<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 407<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 408<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 409<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 410<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 411<sup>e</sup> (297-33-74); Balthus, 412<sup>e</sup> (29







## INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

## Confort et décor du lit

L'importance accordée au sommeil jointe aux économies de chauffage rendent très attentif au choix de couvertures de bonne qualité. Sans négliger pour autant leur décor.

Le marché de la couverture reste stable, avec six millions environ de pièces vendues par an. Les unités représentant la majorité des ventes, les fabricants étendant, chaque année, la gamme de leurs coloris : les nouvelles collections ont des teintes douces légèrement grisées, des tons cuivrés et quelques couleurs foncées comme le gris fer, le bleu ardoise ou le brun.

L'utilisation d'une couette incite à s'équiper différemment et à choisir une couverture légère pour l'été, mais qui, pour les très froids, ne plaira l'hiver sous la couette (« Luciole », « Tarente », de Bélier Laine ; « Volte » et « Scara », de Toteau d'or ; « Etamine », de Girardin). Le confort des couvertures épaisses est amélioré par un procédé de gonflant, soit « parmanent » (« Sole Mio », de Manta ; « Riviera », de Bélier Laine) soit « ébouriffé » (« Ermenegildo », de Capricorne). Une nouvelle couverture en dralon, moutonnée et légère comme du mohair, se situe entre la laine et l'acrylique (« Oural », de Parant et Betremieux).

Pour les couvertures à dessins, la tendance est aux très grands motifs « orientés » : « Flamme », signée Pierre Carlini, en Couette (Toteau d'or) ; « Corolla », de Capricorne, en acrylique, fleur géante sur large damier ; « Ronda », de Manta, pétales stylisés disposés en large cercle.

## Matelassés

Les dessous-de-lit confortables en même tissu que les rideaux sont particulièrement appréciés par les couvre-lits de diverses natures. Les jolis-de-lit, souples, ont souvent un tissage rustique à relief plus ou moins épais. Dans un style très différent et

raffiné, un dessous-de-lit à plateau matelassé est en Tergeline blanc ou champagne (ainsi que des enveloppes de taies), avec volants montés sur passementerie de couleur (Monard et Guyot). Un autre jolis-de-lit et ses taies sont en guipure de Dralon blanc (Carpentier et Proux).

La couverture matelassée descendant jusqu'au sol apporte à la fois le décor de ses imprimés et le confort de son outillage en fibres synthétiques. De nombreux fabricants de draps complètent leurs parures de lit par des couvertures matelassées assorties (Agelys, Bassetti, Desamps, Toire, Ted Lapidus). Les « couvertures américaines » d'Olivier Desforges ont un matelassage très léger de 70 grammes au mètre carré, au lieu des 200 grammes habituels ; le motif « Palladio » est imprimé d'un tissu marbre bleu très réussi.

A côté de ses couvertures matelassées imprimées, Lapidus présente cette année « Tonnettes », quadrillage piqué sur un satin synthétique de ton uni. Les couvre-lits matelassés Vester sont des patchworks soit de velours uni et imprimé soit de dralon imprimé, dans de nouvelles harmonies de mauve, vert et bleu.

Pour une parure de lit super-douillette, des couvertures matelassées se superposent d'un édralon et s'accompagnent d'enveloppes d'oreillers. En vedette, les décors à l'ancienne, avec plusieurs ensembles de ton uni : motifs surpiqués sur satin écarlate décliné en dralon (« Transalpin », de Lapidus) ; popeline de coton de couleur, imprimé et dessinés par plumes (« Caroline », de Bélier Laine) ; piqué de coton à motifs fleur bleus sur fond blanc, « Emma » de Parant et Betremieux.

JANY AUJAME.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7.1.81 A 0 h G.M.T.



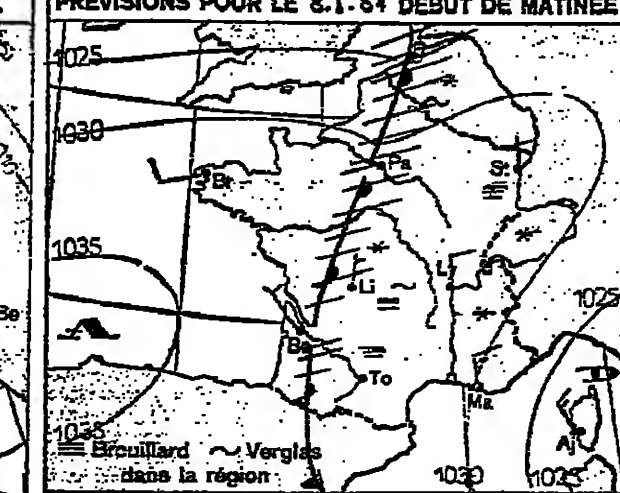
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 7 janvier à 0 heures et le jeudi 8 janvier à 24 heures :

L'air froid qui recouvrait mercredi matin la majeure partie de la France s'éloignera vers l'Europe centrale ; il fera lentement place à des masses d'air maritime plus doux venant de l'Atlantique.

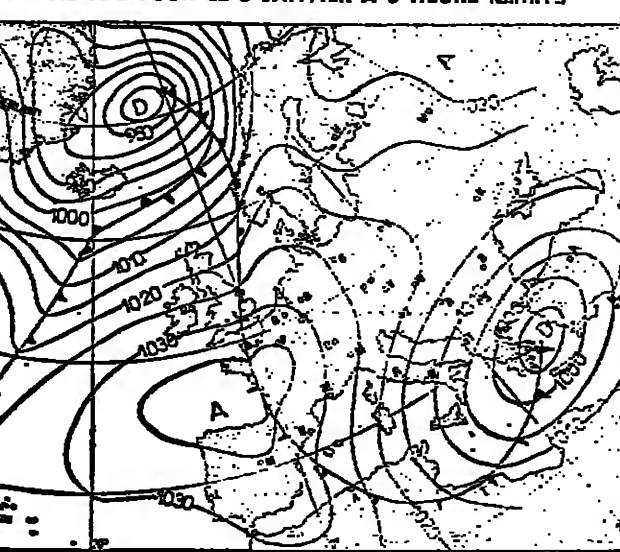
Jeudi 8 janvier, sur la moitié nord de la France, on souffleront des vents modérés de secteur ouest, le ciel sera souvent nuageux. Il pleuvra un peu sur la région parisienne et le Nord, puis dans le Nord-Est. Ces pluies seront localement précédées d'un peu de neige et elles donneront passagèrement du verglas. Les températures maximales seront en hausse, sur la moitié Sud, il fera assez froid le matin dans l'intérieur et le midi et l'après-midi, mais il restera des nuages sur les montagnes ; les donneront quelques chutes de neige sur les Alpes et les Pyrénées. La pression atmosphérique restera au niveau de la mer était, à Paris, le 7 janvier, de 1013,5 millibars, soit 775,5 millimètres de mercure.

Les températures du premier chiffre indiqués le maximum enregistré au cours de la journée du 8 janvier : le second, le minimum de la nuit du 8 au 9. Les températures du second chiffre indiqués le minimum enregistré au cours de la journée du 8 janvier : le second, le maximum de la nuit du 8 au 9. Les températures du premier chiffre indiqués le maximum enregistré au cours de la journée du 8 janvier : le second, le minimum de la nuit du 8 au 9. Les températures du second chiffre indiqués le minimum enregistré au cours de la journée du 8 janvier : le second, le maximum de la nuit du 8 au 9.

PRÉVISIONS POUR LE 8.1.81 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 8 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



5 et -1 ; Lyon, 4 et -1 ; Marseille, 9 et 4 ; Nancy, 4 et -3 ; Nantes, 10 et 4 ; Nice, 12 et 3 ; Paris-Le Bourget, 1 et -2 ; Pau, 11 et 7 ; Perpignan, 16 et 8 ; Rennes, 10 et 3 ; Strasbourg, 4 et -2 ; Toulon, 10 et 3 ; Toulouse, 12 et 7 ; Poitiers-Air, 23 et 20. Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 5 degrés ; Amsterdam, 2 et -1 ; Athènes, 10 et 9 ; Berlin, 3 et -7 ; Bonn, 1 et -10 ; Bruxelles, 4 et -1 ; Le Caire, 18 et 10 ; Casablanca, 19 et 15 ; Copenhague, -6 et -14 ; Genève, 3 et -7 ; Lisbonne, 16 et 7 ; Londres, 6 et 1 ; Madrid, 12 et -5 ; Moscou, -7 et -14 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 1 et -2 ; Palma-de-Majorque, 16 et 9 ; Rome, 12 et 2 ; Stockholm, -12 et -15. (Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

JEUDI 8 JANVIER

« Hommage à Derrida », 15 h, 11, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).  
« Atelier du peintre Toffoli », 15 h, 12, avenue de Gravelle, à Charenton (l'art pour tous).  
« Musée », 14 h, 30, musée du Jeu-de-Paume (ARBUS).  
« Chez un tourneur d'ébène », 15 h, métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Mme de Sévigné », 15 h, 23, rue de Sévigné (Mme Ferrand).  
« Chœurs d'art et curiosités », 15 h, 11, rue Saint-Sulpice (Histoire et Archéologie).  
« L'Assemblée nationale », 15 h, 45, 20, quai d'Orsay (M. P. T. Jasti).  
« Le mobilier Louis-XIV », 107, rue de Rivoli.  
« Hôtel Carnavalet », 14 h, 30, façade de l'église Saint-Paul (Paris pittoresque et insolite).  
« Le Marais », 14 h, 30, métro Saint-Michel (le Vieux-Paris).  
« Cinq ans d'enrichissement du patrimoine », 15 h, 30, Grand Palais (Visage de Paris).

## CONFÉRENCES

JEUDI 8 JANVIER

15 h, 62, rue Madame : « Paris au dix-huitième siècle » (ARBUS).  
16 h, Cercle des antiquaires, 2, place du Palais-Royal, M. Cherpil : « De l'art et la sculpture ».  
20 h, 5, rue Laffitte, M. F. Schwarz : « Mythes et initiation dans les sociétés traditionnelles » (Nouvelle Acropole).  
20 h, 30, rue Bergère, docteur Gwendolyn La Scouère : « Les arts et le monde végétal dans la tradition celtique » (l'homme et la Connaissance).  
20 h, 30, 41, rue de la Tour-Auvergne : « Introduction à la diabolique et à la scientologie », entrée libre.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 7 janvier 1981 :

## DES DECRETS

● Portant promotions, nominations, affectations et admissions par anticipation dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).  
● Relatifs à l'émission de l'emprunt d'Etat 13.80 % janvier 1981.

## DES ARRETES

● Fixant le taux et la répartition de la taxe parafiscale du secteur textile et du secteur de l'habillement.

## SPORTS

## SKI ALPIN

## La cinquante-cinquième victoire d'Ingemar Stenmark

Le Suédois Ingemar Stenmark a gagné, mardi 6 janvier, le slalom géant de Morzine en devançant de 61 centièmes de seconde l'espagnol Joël Gaspoz et de 57 centièmes le Yougoslave Bojan Krizaj. Sur cinq Français au départ, deux seulement ont disputé la deuxième manche, Alain Navillod (32<sup>e</sup>) et Michel Vion (33<sup>e</sup>), qui ont terminé à plus de 8 secondes du champion olympique.

Il n'a pas fallu plus de cent quatre-vingt-six secondes à Ingemar Stenmark, mardi 6 janvier, sur les pentes du Pleney, à Morzine, pour rappeler à tous les acteurs du « cirque blanc », qu'il reste le maître en slalom géant. Le champion olympique suédois a utilisé la technique la plus pure, la plus dévouée qui soit. Il joue de ses skis avec la même virtuosité qu'un grand musicien tirant des sons inconnus de son instrument, a dit à son propos, un expert en la matière, Jean-Claude Kelly. Certes, le virtuose n'est pas à l'abri d'une fausse note. Dimanche 4 janvier, par exemple, dans la brume qui enveloppait les pentes de Pleney-Kappel (Suisse), il enfourcha un piquet et culbuta. Pareil incident ne lui était arrivé que deux fois en six saisons de Coupe du monde. Mais, parce qu'il est rare, les accidents de parcours de Stenmark sont fréquemment interprétés comme les signes d'un déclin amorcé en raison de son nouveau statut de coureur rétrogradé — si une licence B qui l'autorise à exploiter commercialement son nom — qui lui assure une très confortable situation. Son ancien entraîneur, Herman Nögler, avait prévu ses rivaux de ne pas trop compter sur une ambition émueuse du Suédois : « Il n'a vraiment plus rien à perdre, seules les victoires absolues et l'atmosphère outrance l'attirent. Il va faire glisser ses skis encore plus vite que d'habitude. Sa force réside dans sa position parfaite. Pendant que les autres dépensent une partie de leur énergie à rester en piste, il peut, lui, uniquement penser à accélérer, à faire avancer ses skis (1) ».

Ingemar Stenmark l'a démontré en réalisant mardi une deuxième manche idéale qui lui a permis de creuser des écarts substantiels avec le Suisse Joël Gaspoz, le Yougoslave Bojan Krizaj et l'Italien Bruno Nockler, qui l'avaient pourtant précédé dans la première manche. Il signait ainsi sa troisième victoire de l'année, qui le porte à la deuxième place du classement général pour le Trophée de cristal derrière le Suisse Peter Müller et son cinquante-cinquième succès en Coupe du monde, qui le rapproche du record (62) détenu par l'Autrichienne Anne-Marie Moser-Proell.  
(1) Stenmark 81, par Serge et Patrick Lang.

FOOTBALL. — En match de classement pour la Coupe d'or, disputée en Uruguay, l'Italie et les Pays-Bas ont fait match nul (1 à 1), mardi 6 janvier, à Montevideo, devant 20 000 spectateurs. Les buts ont été marqués, pour l'Italie, par Carlo Ancelotti (7<sup>e</sup> minute), et pour les Pays-Bas par Jan Peters (15<sup>e</sup> minute).

## Sur la piste de Tamanrasset

## TROIS MORTS ET TROIS BLESSÉS AU RALLYE PARIS-DAKAR

La course Paris-Dakar a connu mardi 6 janvier ses premiers drames. À l'occasion d'une épreuve spéciale de 565 km qui devait conduire la caravane à travers le désert jusqu'à proximité de Tamanrasset.

Des journalistes italiens de l'hebdomadaire Autosprint et un technicien de Fiat se sont tués dans les gorges d'Arak au sud d'In-Salah (Algérie) alors qu'ils tentaient de rejoindre la course.

À l'annonce de cet accident les trois équipages italiens qui couraient sur Fiat Campagnolo ont décidé d'abandonner.

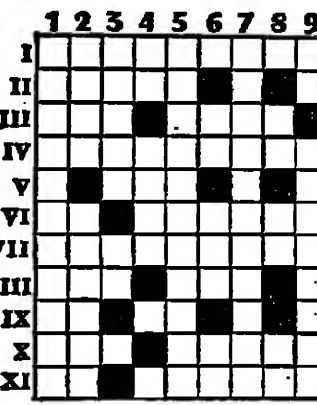
Trois journalistes de FR 3 qui suivaient la course se sont également blessés, leur voiture ayant fait plusieurs tonneaux à une cinquantaine de kilomètres du terme de cette étape qui s'est révélée particulièrement difficile pour les équipages et les mécaniques.

Les concurrents s'orientant à la boussole sur ce parcours, une trentaine de véhicules, autos et motos, se sont engagés dans une mauvaise direction et se sont en panne sèche dans le désert. Un avion de reconnaissance est parti à leur recherche afin de pouvoir leur envoyer une colonne de secours. Il semble également que plusieurs concurrents, incapables de couvrir la distance dans les délais, aient préféré passer la nuit le long de la piste avant de reprendre la route pour le Mali.

Enfin plusieurs équipages dont les Porsche Sonauto ont été contraints à l'abandon, leurs mécaniques n'ayant pas résisté au sable et à la chaleur. Ces inconvénients n'ont apparemment pas affecté Hubert Auriol, l'un des concurrents motocyclistes (BMW) et les frères Marreau (Renault 20 turbo) qui ont réalisé les meilleurs temps.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2339



## HORIZONTALEMENT

I. Nourrissent des pigeons. — II. N'est pas seule pour créer un rôle. — III. Point difficile. Sert à mesurer des traits (sagie). — IV. L'année dernière. — V. Choisisait des pages pour une souveraine. — VI. Est, puis dans des chaînes. — VII. Non compris dans les baux. — VIII. Recteur d'université. Le calme ne règne jamais dans ses états. — IX. Préfixe. Certains sont à l'index. — X. Fend la pierre ; Elé-

## ment de cordage. — XI. Préposition ; Danse sur le derrière.

## VERTICALEMENT

1. Mange volontiers une vieille morte. — 2. Répand les sagies et se plaît dans la boue ; On y dépasse les bornes. — 3. Appât pour la pieuvre ; Régiment très long-temps. — 4. La roue dans le milieu ; Peu sous le poêle. — 5. Il obéit avant de recevoir des ordres. — 6. Symbole chimique ; Partois doux ; Certains sont attachés à des souris. — 7. Sur bords de nombreux parcs. — 8. Un peu de paille ; En des mots arabes ; Lés par un ven. — 9. Note ; Un bouchon sur les routes d'autrefois.

## Solution du problème n° 2338

## Horizontalement

I. Chimistes. — II. Humoriste. — III. A.M. ; Cern. — IV. Rose. — V. Butin ; SS. — VI. Or. — VII. SS. ; La. — VIII. Nougat ; Fil. — IX. In ; Ration. — X. Ebe (graphie admise). — XI. Réas ; Mass.

## Verticalement

1. Charbonnier. — 2. Humour ; Once. — 3. Im ; St ; Se ; Ha ; 4. Mollesures. — 5. Ir ; E.N.E. — 6. Sic ; RA ; Tom. — 7. Tis-lés ; Pire ; Extrémités. — 8. Sens ; Naines.

GUY BROUTY.

## FORMATION PERMANENTE

## LES STAGES DE L'ÉCOLE DES PARENTS ET DES ÉDUCATEURS

La Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (Ile-de-France) organise les stages suivants au cours de ce mois de janvier :

● 12-13 et 20-21 janvier : animation et livres pour enfants. Rôle et développement du livre d'enfants dans les lieux d'animation, etc. pour enseignants, bibliothécaires, animateurs de quartier, avec Marie-Odile Metral.  
● 19 et 23 janvier : psychologie du couple. Evolution des comportements. — Apports de

connaissances, pour conseillers conjugués et familiaux, médecins, assistants sociales, sages-femmes, avec Marie-Françoise Fuchs, médecin.

● 20-21-22 janvier : travailler avec des personnes âgées, pour travailleurs sociaux ou administratifs, groupes professionnels, maisons de retraite, avec Jean Ormazano, conseiller psychologique à l'APF, Ile-de-France.

● 23-24-25 janvier : l'élaboration de la carte d'identité. 75017 Paris. Tél. 330-39-00. Détails des stages sur demande à la FNEEP, bureau de l'information : 750-11-25.

UN MONDE EN MINIATURE.

Construire des modèles réduits est un passe-temps qui demande de l'habileté manuelle et un travail sérieux de documentation. Avions, bateaux, voitures, maisons, figurines, tous les thèmes sont possibles. Un nouveau guide permettra au débutant de s'initier à cet art et au modélisme chorégraphié de découvrir des astuces pour perfectionner ses maquettes. Le livre se termine par des conseils pour présenter les modèles réduits (en diorama ou en vitrine) et les photographier.

\* Tous les secrets du modélisme, 64, Elsevier, 55 F environ.

LIVRES DE COUTURE.

Pour s'initier à la couture et trouver des idées de réalisation, deux livres viennent de paraître. Dans la nouvelle encyclopédie éditée par D.M.C. et Flammarion, « la Couture à la main, le matelassé et le patchwork » est un guide très complet de tous les points et techniques de ces travaux d'aiguille (50 F environ). Destinée à la décoration « couture », le livre d'Annie Bouquet, « Coudre pour la maison », est une mine de renseignements, des dessous de lit, des abat-jour, des coussins et autres éléments pratiques (Hachette, 80 F environ).

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Directeur : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 9747.

# Jeudi 8 janvier. Le grand jour des soldes.

## Frank & Fils

Le grand magasin du seizième.

Frank et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16<sup>e</sup>. Frank et Fils au Forum des Halles, à Paris 11, à Maine Montparnasse. (Parking assuré).

سكننا من الاعمال



صلى الله عليه وسلم

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	85,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCAISSEES	37,00	43,52
OFFRES D'EMPLOI	10,00	11,76
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	32,53
IMMOBILIER	25,00	32,53
AUTOMOBILES	25,00	32,53
AGENDA	25,00	32,53



### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous sommes une importante société de l'industrie alimentaire, membre d'un groupe international dynamique.

Nous recherchons pour région proche de Strasbourg un

#### analyste programmeur HF

- qui aura pour mission :
- de participer à l'élaboration du cahier des charges fonctionnel,
- d'analyser et programmer les applications informatiques,
- de tester les programmes qu'il aura élaborés,
- de participer à la formation des utilisateurs et au démarrage des applications.

Nous choisissons un candidat de formation supérieure (Bac + 2 ans minimum) ayant l'expérience du COSOL.

Une expérience professionnelle de 3 ans environ dans un cabinet ou un important centre informatique, la maîtrise de l'anglais et la connaissance des matériels IBM seront des facteurs appréciés.

Nous offrons une rémunération élevée, un poste intéressant et évolutif à pourvoir au sein d'une entreprise performante et dans un cadre serein.

Les frais de déménagement seront pris en charge si nécessaire.

Réponse, discrétion et retour des dossiers non retenus assurés.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 249 RT, à

**SCOTI** 33 rue de Mirmont 67008 Paris

#### ORGANISME A VOCATION SERVICES PUBLICS Ville du Sud-Est

recherche pour assumer responsabilité service financier : HOMME diplômé enseignement supérieur, ayant expérience et autorité, capable de diriger service comptable, budgétaire et contrôle de gestion, mise en œuvre système informatique. Libre rapidement. Ecrire : S.E.C.E.E. 15, avenue Colbert - 83000 Toulon.

#### adjoint au directeur financier

110.000 +

Nous sommes une P.M.E. performante dans notre branche d'activité : habillement (CA : 120 M, effectif 800 personnes) grâce à une politique de marque affirmée et un développement à l'exportation régulier. Notre Directeur Financier souhaite confier à un jeune collaborateur la responsabilité de la comptabilité générale (clients, fournisseurs) du siège et des filiales françaises, la comptabilité analytique (prévisions et contrôle budgétaire), la gestion des trésoreries inter-sociétés ; il animera et contrôlera un service de 8 personnes et participera à l'information progressive du service comptable. Pour réussir à ce poste, une formation comptable (niveau D.E.C.S. dont un certificat de fiscalité), une expérience professionnelle de 5 ans minimum acquise dans une entreprise industrielle, sont indispensables. Le poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire du Nord de la France.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 63780 M à notre conseil - 61, Boulevard Haussmann 75008 PARIS. Tél. 742.58.20.



Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTec

#### Recherches pour postes de TECHNICIEN-COMMERCIAUX

Ingénieur E.T.P. ou similaire et Technicien niveau I.U.T. Génie civil, ayant quelques années d'expérience pour démarches administratives, services techniques de villes, promoteurs, bureaux d'études, en vue de commercialiser des matériaux pour le secteur des Travaux publics et du Bâtiment.

Postes à pourvoir aux environs de BORDEAUX. Formation assurée.

Adresser C.V. avec photo et prétentions sous le n° 874.190 M, Régie-Presses 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

VILLE DE ROANNE (Loire) 80.000 habitants, sur titre, ATTACHE COMMUNAL pour divers services.

Conditions : Avoir été admis au concours d'attaché communal dans les conditions réglementaires. Adresser candidat, et C.V. avec photo d'urgence à : M. LE DEPUTÉ-MAIRE, 43228 ROANNE CEDEX.

CABINET D'ADMINISTRATEUR DE BIENS.

Ville Normande, recherche personne très compétente pour assurer direction cabinet, très sérieux réél., et un minimum de cinq ans de pratique. Association enregistrée en vue d'une cession future. Direction assurée. Ecrire à l'Agence Neveu de Caen, sous n° 7559, qui transmettra.

Importante société produisant des matériaux modernes pour l'éclairage et l'habitat recherche

#### UN INGÉNIEUR CHIMISTE

Parlant bien l'allemand et ayant douze ans d'expérience du labo de recherche et de développement.

FORMATION : E.N.S.C. - E.N.S.I.C. (maîtrise chimie ou similaire) + Spécialisation : E.A.H.P. - I.P.C. (plastiques, polymères, caoutchouc).

FONCTION : Etudes et développement nouveaux produits pour l'industrie thermique, aéronautique, etc.

Possibilités d'évolution.

Poste stable à larges initiatives.

Adresser curriculum vitae détaillé sous référence 900 à

SELECO

Conseil en Recrutement 67008 STRASBOURG CEDEX.

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES recherche un

#### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

De préférence de formation mécanique, ayant plusieurs années d'expérience industrielle dans un service de gestion de production (délai, organisation et contrôle de production).

Pour poste d'INGÉNIEUR DE CONTRÔLE FINANCIER DE GRANDS PROJETS dans le domaine spatial, rattaché au siège de l'établissement.

Lieu de travail : TOULOUSE

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae au Service Personnel du Personnel, 129, rue de l'Université, 75007 Paris.

Importante Société de Transports Maritimes, rech. pour son siège social MARSEILLE : Diplômé Ecole Supérieure de Commerce, anglais courant, allemands, espagnol, etc. Adr. C.V. photo et prétentions s/réf. 874.228 M à Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

#### Sections progrès techniques Mines, ECP, AM, IDN débutants

PUISSANT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIE LOURDE, NOMBREUSES USINES, occulterait dans son unité de production la plus récente dotée de moyens technologiques évolués, un jeune ingénieur à fort potentiel, désireux de s'associer à l'effort de développement des technologies de pointe dans des conditions économiques compétitives.

Nous recherchons pour poursuivre la création et la mise en œuvre des sections de progrès techniques études industrielles dans les différents branches de fabrication, un candidat débutant intéressé par un rôle d'assistance auprès des opérationnels afin :

- d'analyser les méthodes de fabrication et d'entretien,
- d'améliorer les outils et procédés de CT et MT,
- d'effectuer les essais sur le site.

Développement intéressant de carrière vers un poste de production à larges responsabilités pour un candidat dynamique et performant.

Lieu de travail : ville Nord France - logement assuré.

Ecrire sous réf. KA 309 CM

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

#### BEGHIN-SAY

Un département en forte expansion de BEGHIN-SAY, pour son usine d'Indonésie (Norrondville) fabrique des produits textiles à usage unique (non tissés), pour le secteur Pharmacie, Hôpitaux et Collectivités, recherche un

#### Ingénieur de développement

Sous l'autorité directe du Directeur du Service Recherche et Développement, et en liaison avec les Services Marketing et de Fabrication, il aura pour mission le développement et la mise au point de nouveaux procédés.

Il sera chargé d'autre part d'améliorer les produits existants grâce aux moyens de Laboratoires et d'Unités Pilotes qui seront à sa disposition.

Nous cherchons à rencontrer un ingénieur de formation textile, titulaire ou avec quelques années d'expérience, ayant le sens du concret, accrocheur et efficace.

Une réussite dans ce premier poste lui ouvrira de nombreuses opportunités au sein du Groupe BEGHIN-SAY.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) sous référence 040M à

BEGHIN-SAY B.P.A. 54, avenue Hoche 75008 PARIS

#### LES TRÉFLEMS ET ATELIERS DE COMMERCY recherchent un INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Âgé de 30 ans environ, ayant déjà travaillé dans un Bureau Méthodes, pour conduire l'automatisation des ateliers de fabrication. Anglais écrit et parlé souhaité. Faire acte de candidature avec curriculum vitae complet et références professionnelles à Tréflems et Ateliers de CommercY, B.P. 89 - 55200 COMMERCY.



### emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

### emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



Institut international de levés aériens et sciences de la Terre (ITC). 350 Boulevard 1945 Boîte postale 6 7500 AA Enschede (Pays-Bas)

#### spécialiste en élevage

L'institut dispense une éducation scientifique internationale et conduit des recherches orientées vers les besoins des pays en voie de développement.

Il recherche un spécialiste en élevage pour coopérer au projet : "Amélioration des pâturages et de la production animale en Mauritanie". Il s'agit d'un travail d'équipe avec des collègues de disciplines différentes. Dans les régions du Sahel et de la Mauritanie méridionale l'expert aura pour tâches :

- l'étude de la composition et de la structure du cheptel (démographie)
- l'étude du système d'aménagement (transhumance, nomadisme)
- l'étude des besoins alimentaires des animaux
- la cartographie des mouvements effectifs des troupeaux, et des régions de pâturage
- la participation à :
- l'élaboration des bilans fourragers et de systèmes d'aménagement de l'élevage
- la mise en place de programmes d'amélioration et leur surveillance.

Le postulant doit avoir un diplôme en agronomie et être spécialisé en zootechnie ; il devra avoir de bonnes connaissances et une expérience de l'élevage en zone aride. Il doit maîtriser la langue française orale et écrite.

La durée du contrat d'engagement est de deux ans, avec possibilité d'extension à cinq années. Le traitement dépendra de la formation et de l'expérience antérieure. Comme les autres conditions de travail, ce traitement sera conforme aux réglementations du Gouvernement néerlandais.

Les intéressés sont priés de soumettre par écrit leur candidature à : M. le Chef des Affaires du Personnel de l'I.T.C., Boîte postale 6, 7500 AA Enschede, Pays-Bas. Tél.: 053-320330. Télex: 44525 ITC NL

#### Important groupe industriel de fabrication de peintures de bâtiment et de produits de décoration recherche pour CASABLANCA UN COLORISTE

Le poste pourrait convenir à un technicien chimiste, débutant ou possédant une à deux années d'expérience et ayant des qualités de tenacité et de persévérance. Poste d'avenir pour candidat de valeur. Adresser C.V. photo et salaire actuel ou souhaité au n° 7.622 le Monde-Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT recherche

#### Pour son département Audit à Libreville (Gabon) ASSISTANT

titulaire de D.E.C.S. Deux années d'expérience Audit indispensables. Avantages matériels expatriation. Possibilité d'évolution de carrière en Afrique et en France. Adresser C.V. et photo à M. JEAN ADRIAN s/réf. 203, 31, rue du Colisée, 75008 Paris.

#### ESPAGNOL (E)

Comptable qualifié, parlant français couramment, familiarisé avec la législation sociale, recherché par société franc. pour être le responsable de la comptabilité du contrôleur et de la gestion administrative du personnel de sa filiale à BARCELONE distribuant dans toute l'Espagne du matériel pédagogique. Envoyer curriculum vitae à : P. FALET NOBESLA, 72, rue Lincoln, 75008 Paris.

#### SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'AMPOULES PHARMACEUTIQUES EN VERRE ETRE recherche pour

#### CASABLANCA CHEF DE FABRICATION

Ayant une expérience de production dans ce domaine d'activité de 5 ans minimum. Très solides connaissances en mécanique et en électricité industrielle. Aptitude certaine au commandement et à l'organisation de la production, ainsi qu'à la formation du personnel. Doit savoir répondre avec efficacité aux objectifs de productivité fixés. Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prét. sous n° 85.845, CONTESSE Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

#### UNE SOCIÉTÉ D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES recherche sur tout l'agro-alimentaire (CA 60 millions de F. plus de 50 % à l'exportation) moyen pour son AGENCE D'ALGERIE un poste de

#### CONDUCTEUR DE TRAVAUX CONFIRMÉ

Ce poste correspond à un candidat ayant de solides connaissances techniques (équipements, outillages) et une pratique d'environ 10 ans des chantiers d'installations industrielles. Rémunération et avantages sociaux pour un candidat expérimenté. Préférence sera donnée à candidat bilingue. Lieu de travail : ALGER. Ecrire sous réf. 60 332 AM ETAP, 4, rue Massenet, 75016 PARIS. DISCRETION ASSURÉE.

### OFFRES D'EMPLOIS

#### L'Informatique de gestion du CNRS

L'offre : conduire le changement des procédures de gestion informatisée dans le cadre d'une modernisation des méthodes, des applications, des moyens et d'une politique de décentralisation : bases de données, réseau.

Le poste est situé à Paris (19<sup>e</sup>).

Vous êtes : un ingénieur ou universitaire confirmé, la quarantaine, ayant eu des responsabilités techniques et d'encadrement d'importants projets de gestion automatisée, du type Personnel Dynamique, compétent et ouvert, vous savez créer, organiser et convaincre.

Nous sommes : le Centre National de la Recherche Scientifique

- des services centraux et 15 Administrations déléguées sur l'ensemble du territoire national.

- un effectif de plus de 22000 personnes.

- un budget de plus de 4 milliards de francs.

- un matériel informatique de gestion qui sera entièrement remplacé dans les douze prochains mois (CII-HB, INTERTECHNIQUE).

des possibilités infinies de renouvellement des applications de l'informatique dans un organisme dont la créativité est la raison d'être.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 011048 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**futur directeur général adjoint**

150.000 F +

**PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE ENTREPRISE FRANÇAISE DYNAMIQUE, UN DES LEADERS DANS LES FOURNITURES SCOLAIRES.** Je cherche, pour Paris, pour me seconder, un futur directeur général adjoint. Il a, dans un premier temps, la responsabilité au siège de la société, du suivi de l'administration des ventes, de la comptabilité, de la gestion du personnel. Il participe progressivement à l'animation complète de l'entreprise. Ce poste convient à un ESCP (option finances) ou équivalent, ayant 4 à 5 années d'expérience de préférence dans une PMI. C'est une situation d'avenir, pour un homme d'action (ou une femme) de 30 ans minimum, qui veut s'engager résolument dans une entreprise moyenne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous la référence 194 LM.

jacques fixier s.a.

7 rue de la République - 75017 Paris

membre de syntec

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION CHARENTON (94220)**

recherche

**Une Juriste Fiscaliste**

Études variées, droit commercial, fiscal, droit des sociétés. MAÎTRISE EN DROIT minimum. Expérience 3 à 5 ans dans cabinet conseil ou entreprise distribution.

Si vous correspondez à ce profil, veuillez adresser rapidement votre dossier complet + photo à notre conseil chargé de la sélection sous référence 194 LM. Discretion absolue garantie.

37, Av. Anatole-France

94220 CHARENTON

SOFFOP

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉLECTRONIQUE**

(matériel haute fréquence)  
leader mondial sur son marché

recherche

**2 ÉLECTRONICIENS POUR L'EXPORTATION**

MISSION :

- Contacts commerciaux à haut niveau ;
- Propositions techniques après analyse des besoins.

PROFIL REQUIS :

- Maîtrise ou licence d'électronique ;
- Expérience professionnelle d'au moins trois ans avec connaissance du matériel H.F. et si possible T.V. ;
- Aptitude à la négociation ;
- Nationalité Marché commun : le candidat peut ne pas être francophone ;
- Bilingue allemand ou espagnol ;
- Anglais courant ou développable ;
- Déplacements : 40 % du temps.

Priorité sera donnée aux candidats motivés, dotés du désir de faire du commerce et d'un esprit d'équipe développé.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 036 M à :

ETCHEVERRY S.A.

26, r. de Belfort, 92400 Courbevoie

Discretion assurée.

Votre expérience d'au moins 10 ans au sein d'un service Etranger a fait de vous un spécialiste des crédits documentaires et de la réglementation des changes.

Nous sommes une grande banque privée et nous vous proposons de rejoindre notre division des Affaires Internationales en tant qu'

**ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE ETRANGER**

cadre classe V

Vous possédez également une bonne maîtrise de la langue anglaise. Merci d'adresser votre cv, photo récente et rémunération actuelle sous ref. 6084 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS qui transmettra.



**CONTESSE PUBLICITE**

*vous adresse ses vœux sincères de bonheur et de prospérité pour 1981*

20, Avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01 - 296.14.00

**CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIKES SENLIS (Oise)**

recherche

**1 ingénieur transmissions mécaniques**

Il sera responsable d'une équipe chargée du développement de méthodes de dimensionnement d'engrenages, et d'études technologiques d'éléments de transmission.

Ses relations constantes avec les professionnels nécessitent qu'il possède une expérience de la conception en mécanique acquise en bureau d'études ou au sein d'un service "recherche et développement".

L'implantation puis l'exploitation sur ordinateur de bureau des résultats d'étude lui seront confiés.

Diplôme Grande Ecole  
Minimum 2 ans d'expérience en conception de transmissions mécaniques  
Allemand lu.

Adresser C.V., photo et prétentions à CETIM - Service du Personnel - B.P. 67 60304 SENLIS.

**BANQUE D'AFFAIRES PARIS**

recherche pour

sa Direction des Relations et des Financements Internationaux

**JEUNE COLLABORATEUR**

Amené à travailler dans un environnement international, il participera au sein d'une équipe, aux placements d'obligations en devises et à la gestion de fonds d'investissement français et étrangers.

Ce poste évolutif requiert un fort tempérament commercial et combatif et une excellente pratique de l'anglais.

Le candidat, âgé de 25 ans environ, aura une bonne formation générale, niveau licence ou école de commerce.

Une courte expérience bancaire ou financière avec connaissance des valeurs mobilières serait particulièrement appréciée.

La rémunération est ouverte et sera fonction de l'âge et de l'expérience.

Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions sous ref. 6317 à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot - 75009 Paris, qui transmettra.

**L'INFORMATIQUE...**

AU PREMIER RANG EUROPEEN DES SOCIÉTÉS D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE SYSTÈMES D'AUTOMATISATION « CLES EN MAIN ».

**SOGETEG T.A.I.**

Groupe THOMSON

participe au développement de la mini et micro-informatique appliquée à des activités industrielles avancées : • énergie (production, distribution) • transports terrestres • mécanisations • transmissions et communications • bancs de tests automatisés.

L'expansion importante de ces activités en France et à l'étranger nécessite de renforcer les équipes « logiciels » de ses projets en cours ou en démarrage.

Nous souhaitons recruter des

**INGÉNIEURS ANALYSTES**

confirmés et débutants ayant une solide formation informatique (Grande Ecole, Université) et soucieux d'assurer leur développement technique et personnel par une participation dynamique à un travail en petites équipes sur des projets importants concernant des applications diverses et utilisant la plupart des mini et micro-ordinateurs. Certaines affaires offrent l'opportunité de missions de courte ou longue durée à l'étranger. La connaissance de l'informatique industrielle en temps réel et au minimum d'un mini et/ou micro-ordinateur français, anglo-saxon est nécessaire. La pratique de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., détaille, prétentions et photo) à SOGETEG T.A.I. - M.V. GUILLOU Route de la Minière - 78530 BUC - Tél. 956.80.60

... EN TEMPS REEL

**SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES**

Filiale d'un Groupe Multinational, Zone Silic à RUNGIS (94) recherche pour entrée en fonctions immédiate :

**CHEF COMPTABLE**

Homme ou Femme CADRE

Responsabilité 2 personnes, DECS ou équivalent, bonnes connaissances des méthodes comptables anglo-saxonnes, expérience d'environ 3 ans.

Anglais nécessaires.

Adresser C.V. + photo + prétentions s/n° 2518 à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

**CGEE ALSTHOM**

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

LA DIVISION DES ENSEMBLES INDUSTRIELS recherche pour son établissement de

MASSY

**DES TECHNICIENS EN ÉLECTRONIQUE**

avec expérience de quelques années en télétransmission et télécommunication pour développement et essais de modules électroniques fréquents (B.F., M.F. et H.F.)

Adresser candidature avec C.V. à :

C.G.E.E. ALSTHOM

Service du personnel

9, rue Ampère - 91301 MASSY

**L'E.S.I.E.E.**

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

recrute

pour sa division microélectronique

**UN ATTACHÉ DE RECHERCHE**

Pour études et développement en C.A.O. appliquée à la microélectronique.

Adresser C.V. et prétentions à François Baillieu, E.S.I.E.E., 91, rue Falguère, 75015 Paris.

**GRUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS MULTINATIONAL**

recherche

**CHARGÉ DE LICENCES PHARMACEUTIQUES**

MISSION :

- Prospection des laboratoires européens en vue d'accords de licences « in » et « out ».
- Conduite des négociations, dans les deux cas, jusqu'au stade des contrats.
- Suivi de l'exécution de ces contrats.

PROFIL REQUIS :

- Expérience déjà acquise de la fonction.
- Formation : scientifique (médecin, pharmacien, chimiste etc.) ou commerciale (grande école), ou juridique.
- Aptitude aux contacts de haut niveau.
- Anglais nécessaire, allemand très souhaité.
- Volonté de contribuer, par son action, à l'avenir pharmaceutique du Groupe.
- Poste basé à PARIS. déplacements à raison de 25 % du temps.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo + prétentions sous référence 021 à :

ETCHEVERRY S.A.

26, rue de Belfort, 92400 COURBEVOIE

Discretion assurée.

**benson**

un nom français leader dans le monde

**Ingénieurs Logiciel**

tous problèmes de conceptions et expérience hardware nécessaire.

**Animateur de Formation**

tous problèmes de maintenance, analogique, logique, microprocesseurs.

**Inspecteurs de Maintenance**

expérience d'interventions à l'étranger.

Constructeur de terminaux, graphiques, nous développons le département Support International auprès des filiales, agents et clients : une expertise qui va du phénomène au système, impliquant des interventions sur site de durée limitée.

Un champ d'action à la mesure de notre développement.

Envoyez au Service du Personnel - BENSON, 21, Les Petites Hâies - 1, rue Jean-Lemaitre, 94015 CRETEIL.

**PSYCHOLOGUE CONSULTANT**

Recherche de Cadres Paris

La société GRH Conseils spécialisée dans la recherche de cadres et dirigeants d'entreprises soit par voie d'annonces, soit par approche directe, s'est imposée en quelques années par son sérieux, sa compétence et son dynamisme.

Elle poursuit son développement et recherche un psychologue consultant (h. ou f.) pour lui confier des missions complètes de recherche et sélection de cadres et dirigeants.

Pour satisfaire aux exigences de ce poste, il convient d'avoir au moins 30 ans, une formation supérieure « psycho » et de posséder impérativement plusieurs années d'une expérience professionnelle identique, acquise en cabinet ou en entreprise. Une formation complémentaire à la graphologie sera assurée si nécessaire.

Ecrire à Jacques Blin s/réf. 405/M.

**GRH Conseils**

3, avenue de Segur, 75007 Paris.

Discretion assurée.

**Importante Société d'expertises industrielles**

recherche pour missions à l'Etranger (surtout Afrique - durée maxi 1 mois)

**INGENIEUR ou assimilé**

Basé Paris

Minimum 30 ans.

Expérience Ingénierie, maintenance, travaux neufs.

Anglais souhaité.

Expérience africaine appréciée.

Fixe - primes - frais.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 14915 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

**transpac****TECHNICO-COMMERCEUX**

L'avenir est à ceux qui choisissent les techniques de pointe.

La téléinformatique est en profonde mutation. Ses techniques évoluent à un rythme rapide. Ses applications pénètrent tous les secteurs d'activité. La transmission de données par paquets s'est imposée avec la norme internationale X25.

TRANSPEC met la téléinformatique à la portée des PME comme des grands organismes.

Pour aider nos clients à mettre en œuvre leurs applications à travers le réseau, nous avons besoin d'ingénieurs technico-commerciaux qui recherchent le contact à la fois avec une technique moderne et une clientèle variée.

Si vous avez une expérience en informatique, saisissez l'occasion de vous former à notre discipline. Vous acquerez, dans l'exercice de vos fonctions, une compétence enviable qui fera de vous un spécialiste rare.

Lieu de travail : PARIS

Adresser votre C.V. détaillé à la Direction Commerciale.

**transpac** Réseau national de transmission de données par paquets  
TOUR MAINE-MONT-PARNASSE - Tél. 538.52.11  
BP 145 - 75755 PARIS CEDEX 15

filiale informatique d'un groupe d'assurances recherche

**ingénieurs informaticiens**

(Grandes Ecoles, D.L.A. maîtrise...)

pour intégrer dans des équipes de haut niveau, qui tiennent un place d'importance dans la gestion en temps réel.

- Formation complémentaire assurée.

- Evolution possible au sein d'une entreprise en constant développement.

- Lieu de travail : La Défense.

Envoyer C.V., photo et prétentions à G.I.E., sous

ref. 12523, Service du

Personnel, Tour Franklin,

Cedex 11, 92081 PARIS

La Défense.

**GIE**

Pour 1981...  
Toute l'équipe des  
« Petites Annonces » est heu-  
reuse de présenter ses  
meilleurs vœux à son  
amable et fidèle  
clientèle !

**projets Publicité**  
42 rue des Flandres 75004 PARIS - 264.54.45

صلى الله عليه وسلم



سكيا من الامل

OFFRES D'EMPLOIS

**Ingénieur mécanicien**  
SOGOTEC REGION PARISIENNE

Le Groupe SOGOTEC (2000 personnes en France et dans le monde) a été acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux du Bâtiment et de l'Industrie. Dans le cadre de notre plan de développement, nous sommes amenés à recruter pour notre Direction Technique, un jeune ingénieur mécanicien. Ingénieur grande école (Arts et Métiers ENSAM - ECAM - ICAM - ENSM) il aura acquis par une expérience professionnelle de plus de 2 années dans un Bureau d'Etudes ou dans un service technique d'une unité de production, la connaissance des matériels industriels (biens d'équipement lourds et matériels de production). Il assurera les missions de contrôle technique d'équipements mécaniques et électromécaniques qui lui seront confiées. Il aura également à élaborer des programmes de calculs sur ordinateur. Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. 8101 à P. CANDES - Service Emploi et Formation - 3, avenue du Centre 75182 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

**ADJOINT AU CHEF DE SERVICE**  
TRÉSORIERE CHARGE

28/30 ans. Etudes supérieures commerciales. Anglaise, courante. Expérience bancaire 2/3 années au sein d'un service gestion de trésorerie en valeur. Connaissance des problèmes de change appréciée.

Poste à pourvoir très rapidement.

Ecrire sous le n° 83.413, Contesse Publiée, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Recherche JEUNE ETUDIANT(e) si possible en LETTRES pour faire travailler enfants de 17 à 19 h. Bonnes connaissances françaises, grammaire, littérature, histoire, géographie, sciences. Lieu de travail Paris-4, 75017, pour renseignements : 329-88-29 ou 329-88-27 à partir de 19 h.

**ASSOCIATION LOI 1901**  
SECTEUR PRESSE recherche

**CHEF DU SERVICE COMPTABLE**  
et de  
**GESTION DU PERSONNEL**

Sous la responsabilité du directeur financier et du personnel, avoir 3 à 5 ans d'expérience professionnelle de préférence dans le secteur presse, responsable d'un service de quatre personnes. Le ou la candidate assurera notamment la gestion de la trésorerie.

Formation requise : D.E.C.S. - Ecoles de commerce.

Envoyer C.V., photo avec lettre manuscrite et prétentions à 38, rue du Collège 75008 Paris. Réf. J.M.G.

**SERVICE SOCIAL**  
Entreprise secteur tertiaire PARIS cherche

**Jeune ASSISTANTE SOCIALE**  
dynamique, 1 ou 2 ans d'expérience service polyvalent.

Envoyer C.V. avec prétentions et photo s/n° 243 M. Rège-Presse, 85 bis, rue Rameau, 75002 Paris, qui transmettra.

**URGENT -**  
Pour Paris 8ème, société recherche

**adjoint au responsable services comptable et financier**

- libre rapidement  
- formation comptable supérieure avec DECS mini.  
- très bonne expérience professionnelle exigée (comptable, fiscale, financière, économique)

Env. c.v., man., photo et présent. annuelles sous réf. 6502 à Axial Pub. 27, rue Taichout Paris 9ème.

**BANQUE PRIVEE**  
recherche

pour Agence PARIS (8°)

**CADRE ADMINISTRATIF**  
(Classe V ou VI)  
30 ans minimum

Solide expérience bancaire pour décharger le Directeur de la Gestion administrative de l'Agence

Adressez lettre manuscrite, prétentions à OCBP, 66, rue de la Chaussée d'Antin, Paris-9°, s. réf. 1.100 M.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE**  
Paris-8° - Métro George-V  
recherche immédiatement

**UN ASSISTANT FINANCIER**

Homme libéré O.M., niveau B.T.S. comptabilité ou équivalent, ayant un minimum d'expérience de 1 an et si possible dans le contrôle interne pour des travaux de nature juridique et financière.

De sérieuses qualités professionnelles seront exigées du candidat et des déplacements, de courte durée, en province sont à envisager.

Salaires de début 5.500 F x 13.  
Avantages sociaux et bonne convention collective.

Tél. ce jour au 723-97-02, poste 55 (M. Jung).

**SOCIÉTÉ COMMERCIALE**  
recherche

**COMMERCIAUX**  
Produits destinés aux bâtiments  
Nécessaires immédiates

Tél. h. bur. au 329-83-41.

P.M.E. active à Rambouillet rech.

**DIRECTEUR DE PRODUCTION**  
Spécialiste en injection pour transformation de matières plastiques

Connaissance des presses à process-contrôle rigoureux. Connaissance imprimées offset souhaitée.

Formation Ingénieur A.M. ou équivalent.

Indépendance générale. Expérience similaire 8 ans minimum.

Facilité de logement à proximité.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présent., s/n° 83.413, Contesse Publiée, 20, av. de l'Opéra, Paris-1°, qui transmettra.

**CHARGE D'ETUDES**

SENIOR

• Formation expert :  
• Deux à cinq ans d'expérience en société d'études ;  
• Pratique des études de marchés industriels ;  
• Anglaise indispensable ;  
• Salaire en fonction d'expérience.

Env. C.V. photo et prétentions à E.U.M.S. s.p. 2, 84230 Cachan.

**IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE L'EMBALLAGE**  
recherche pour siège social

**COMPTABLE**

Niveau D.E.C.S. pour remplacement janvier à novembre 1981. Poste immédiatement vacant. Adressez lettre manuscrite avec photo, C.V. énumérant les références sociales et financières, comptable et financière 75, r. d'Amsterdam 75008 Paris.

**STE D'AGENCE, MAGASIN ET VEHICULES COMMERCIAL**  
recherche

**Agents COMMERCIAUX**

Pour Paris et toutes régions. Exp. souhaitée. Tél. 084-07-83.

Recherche pour 1981

**DIRECTEURS**

Connaissances en gestion, marketing, C.V. à l'Entrée Coopérative, 27, rue de la Galle, 92100 Boulogne.

**ASSISTANT (e) TECH.**

Jeune diplômé(e) Sciences Eco ou droit, libre de suite, recherché(e) pour l'opération de construction. Env. C.V. détaillée à M. EYROLLE, 28, pl. St-Georges, 75008 PARIS.

**URGENT recherche plusieurs de la réparation du préjudice corporel sachant décrire/écrire.**

Env. C.V. à 38.

**PME MORANGIS (91) recherche**

agent technique sédentaire, formation niveau BTS en radiologie et automatisation. Service clientèle allemand indispensable pour assurer la suivi technique d'installations.

Ecrire C.V. et prétentions à 024641M à Rège-Presse, 85 bis, rue Rameau, 75002 Paris.

**GROUPE GESTION INFORMATIQUE**  
DIVISION G. INFO

**INGÉNIEURS D'ETUDES**

EN TELEPHONE

- analyse et programmation, test et mise au point de programmes, réalisation de systèmes de test ON LINE.

**INGÉNIEURS LOGICIELS**

SOLAR avec RTSD-MATRA sous MMT 2. Salaire de base 108.000 F, à 165.000 F/an.

Lieu d'affectation envisagé : BRETAGNE - PARIS et STRASBOURG.

Pour C.V. 853-20-09 poste 201.

Importante Société 80 km au sud de Paris, produits de haute technologie recherche pour son SERVICE DEVELOPPEMENT

**CLINIQUE LA ROSSIERE**  
M. 4 Chemins-Aubertiers recherche

**INFIRMIERES D.E.**

INFIRMIERES D.E. jour et nuit. 83-83-83.

Le Centre d'Information Financière recherche

**FUTURS CADRES COMMERCIAUX**

- Dynamisme et ambition, goût contact haut niveau, très bonne présentation, sens des responsabilités, Rémunération importante.

Pour C.V. 853-20-09 poste 201.

Importante Société 80 km au sud de Paris, produits de haute technologie recherche pour son SERVICE DEVELOPPEMENT

**TECHNICIEN NIVEAU BTS**

Bonnes connaissances en électromécanique et automobile (connaissances en informatique appréciées).

Rechercheur : homme de terrain ayant quelques années d'expérience industrielle, capable de concevoir des équipements nouveaux et de les mettre dans un processus de fabrication.

Ecrire s/n° 829 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

Importante Société française ayant de nombreuses filiales commerciales à l'étranger

**COLLABORATEUR**

quelques années d'expérience, possédant un B.T.S. commercial, autonome, comme responsable d'un de ses bureaux d'administration des ventes, expérience, Anglais parlé et lu exigé, allemand souhaité.

Libre immédiatement. Poste sédentaire basé à Paris.

Ecrire s/n° 867 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

**secrétaires**

Importante société recherche

**SECRETAIRE**

• Bure de suite, sérieux, méthodique, aime les chiffres ;  
• elle doit être excellente sténographe ;  
• Ecrire M. ZANETTI, bureau 17, 384 r. St-Honoré, 75001 PARIS.

PARIS, Place d'Italie Association Nationale pour la Formation Permanente du Personnel Hospitalier recherche

à partir du 12 janvier pour remplacement de 6 mois

**SECRETAIRE STENOGRAPHE EXPERIMENTEE**

+ aptitude classement et documents

Téléphone au 850-65-00 pour conditions et R.V.

**DEMANDES D'EMPLOIS**

J. F. 34 ans, bilingue anglais, 12 ans d'expérience secrétaire de direction, 2 ans d'expérience dans service photo, en édition de presse, 1 an en agence de publicité. Ecrire sous n° 83252 à Contesse Publiée, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

**FISCALISTE**

33 ans, spécialisation dans fiscalité immobilière (profes de construction plus valeurs) et des sociétés, étude toutes propositions sur région Côte d'Azur. Ecrire s/n° 83252 à Contesse Publiée, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

**Secrétaires expérimentées, dynamiques, ch. poste responsabilité.**  
Téléphone : 280-17-51.

**Secrétaires v. et. et. franc. angl. 25 ans, B.T.S., langue maternelle allemande, nat. emploi Paris ou région parisienne.**  
Ecrire s/n° 83148-44-74.

**Secrétaires d'orig. allemande, franc. bilingues.**  
Téléphone : 413-15-58.

**CHEFS D'ENTREPRISE**  
RECHERCHE & SELECTION

**CADRES**  
PAR SPECIALISTES  
GARANTIE UN AN

**SOFFRO 376-07-73**

Traducteur interprète, allemand-anglais, français-allemand, double titre, membre S.F.T. Tél. 053-02-86 ou 439-52-55.

J.M. D.P. de journaliste, toutes langues, 10 ans d'expérience, 10 langues, parfaite connaissance de l'anglais. Tél. 700-06-04.

Disco, 35 ans, exp. gestion P.M.E., ch. gestion ou conseil, 10 ans, 108 m² environ, poss. gar. 40 m², M. Michel, 40, r. de la République, 75014 Paris.

**DAME 40 ans, exp. présentation publicitaire, ch. poste responsabilité, dans décompt. ou organisation.**  
Ecrire s/n° 024641M à Rège-Presse, 85 bis, rue Rameau, 75002 Paris.

**Secrétaires, 25 ans, bilingues, espagnole, anglaise, expérience Amérique latine.**  
Tél. 525-20-11.

**propositions diverses**

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Amérique, Afrique, Asie), demandez la revue spécialisée MIGRATIONS (langues, nationalités, professions, 75423 Paris Cedex 08).

**CHERCHE MECENE**  
œuvre sociale - Le Jugement dernier, Benoît GILBERT, 15, rue de la Moraine, 37000 TOURS.

**cours et leçons**

Musicien étranger donnerait cours de flûte et d'orgue. Téléphone : 828-45-83.

**formation professionnelle**

**PROGRAMMEUR EN INFORMATIQUE**

Formation intensive, 10 semaines, nombreuses possibilités d'emploi. 3 mois : 8.000 F. Agence spécialisée. Renseignements et inscriptions : M. MERLELLE, 827-85-28.

**travail à domicile**

**SECRETAIRE DE DIRECTION**  
confirmée troppe sous toutes et requies, sur S.M. 051-44-45

**capitaux propositions commerciales**

**AIDE A L'EXPORTATION**  
Connaissances des marchés, contact dans le monde entier, société pour être VOTRE SERVICE EXPORTATION. DUEZ, 17, rue A-Seyet, Paris-13°.

**automobiles ventes**

**de 8 à 11 C.V.**

Particulier vend Alfa Romeo 1900, 5 v., mod. 81, excellent état, rouge vif, jantes aluminium, vitres teintées, garage usiné, prix 46.500 F. Téléphone : 300-20-20, ou 374-51-71. Bureau : 320-87-23, poste 392.

**divers**

**CONCESSIONNAIRE B.M.W.**  
63, Bd. J. Jaurès  
92 Clichy. Tél. 731-05-05

**ACHETER ou LOUER VOTRE BMW**  
PRÉSENTATION et ESSAIS de

**TOUTE LA GAMME**  
NEUVES, DISPONIBLES - Non-touristes - GARANTIE BMW.

**L'immobilier**

**appartements ventes**

**3° arrdt**  
TEMPLE, P.V. R.V. 564-85-10  
**DUPLEX - TRAVAUX**  
135 m², imm. 17° sol., escal.

**4° arrdt**  
**MARAI**  
A RENOVER  
58 m² EN 3 PCE  
cuis., ent., w.c., 2 ch. et 2 s. de bain.  
s. ent. tél. 278-41-55.

**10° r. St-Louis-en-l'Île**  
**120 m² MAGNIFIQUE**  
+ 3 ch., en DUPLEX  
s/p. j. 12-17 h.  
548-25-25 et 274-31-23.

**5° arrdt**  
**SAINT-MARCEL** à rénover.  
GD 3 PCE, 81 m², P. 400.000 F. - Tél. : 537-88-18.

**6° arrdt**  
**ST-MEDARD** Charmant  
425.000 F. - 329-85-08.

**6° arrdt**  
**S/GEUSE** ST-GERMAIN  
160 m² + 50 m² Terrasse  
425.000 F. - Tél. : 537-88-18.

**ODEON** CHARMANT 2 PCE  
CARACTÈRE, 4° arrdt.  
400.000 F. - 329-85-08.

**ST-SULPICE** 10 m.  
THES GD LUXE 150 m²  
Liv. + 2 ch. + 2 s. de bain  
+ 1/2 s. de bain, décoration très  
réfinée. 624-75-25.

**7° arrdt**  
**VALEAU** PLEIN CIEL  
GD STANDING 2 P. - 3 P.  
s/p. 11-19 h. 550-21-25.

**48, AV. LA MOTTE-PIQUET**  
**5 P.** 135 m², plain de terre  
Belle vue, 2 ch., 2 s. de bain  
et 10, 13 h-18 h. 633-28-17.

**8° arrdt**  
**EUROPE** 9 p. Part. 180 m²  
env. Cuis. équipée. Imm. plain de  
ter. ch. ch. par. 700-24-10.

**10° r. St-Louis-en-l'Île**  
**120 m² MAGNIFIQUE**  
+ 3 ch., en DUPLEX  
s/p. j. 12-17 h.  
548-25-25 et 274-31-23.

**10° r. St-Louis-en-l'Île**  
**120 m² MAGNIFIQUE**  
+ 3 ch., en DUPLEX  
s/p. j. 12-17 h.  
548-25-25 et 274-31-23.

**10° r. St-Louis-en-l'Île**  
**120 m² MAGNIFIQUE**  
+ 3 ch., en DUPLEX  
s/p. j. 12-17 h.  
548-25-25 et 274-31-23.

**13° arrdt**  
Belle 2 p. ent., cuis., ent.,  
bain, w.c., 2 ch. et 2 s. de bain.  
Park. Pour conv. investisseur.  
280.000 F. Tél. : 563-83-55.

**13° arrdt**  
Bd ARAGO SUR PARC  
Immobilier récent, 5 pièces.  
Bains, box, grand confort.  
1.750.000 F. Tél. : 331-17-55 le  
soir après 20 heures.

**15° arrdt**  
**RUE LACORDAIRE**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.  
Notaire - 501-54-30 le matin.

**16° arrdt**  
dans imm. récent, 2° et 3° ét.  
belle vue, 2 ch. et 2 s. de bain.  
160 m² + 50 m² Terrasse.



Le Monde

# équipement

## PÊCHE

### Les propositions de la F.A.O. pour sauvegarder la Méditerranée

- Mailles des filets à 40 millimètres
- Plan quinquennal de surveillance de la pollution par les métaux

Rome (A.F.P.). — Le poisson est-il menacé de disparaître en Méditerranée et en mer Noire ? Les experts de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) ne le pensent pas et estiment même qu'il y existe des possibilités de développement de la pêche.

Il est cependant urgent de définir un « projet régional d'aménagement de l'effort de pêche », c'est-à-dire des captures, estime le conseil général des pêches en Méditerranée (C.G.P.M.), instance de la F.A.O. regroupant dix-neuf des vingt et un pays riverains (à l'exception de l'Union soviétique et de l'Algérie). Lors d'une récente session à Palma-de-Majorque, le conseil a défini ce projet comme un objectif prioritaire pour les années à venir.

« Les ressources ne sont pas inépuisables », souligne le secrétaire général du conseil, M. Daniel Chabonnier. « Il faut parvenir vite à un niveau d'exploitation des stocks qui ne les dégraderait pas, tout en assurant une rentabilité optimale aux pêcheurs ».

1,3 million de tonnes de poissons sont pêchées chaque année dans le Bassin méditerranéen, mais c'est la mer Noire qui produit le plus : 700 000 tonnes, essentiellement des anchois et des sardines.

Le Bassin méditerranéen fournit à peine 2 % des prises totales dans le monde, mais le poisson de Méditerranée a une grosse valeur : il se vend sept fois plus cher que celui de l'océan.

Sur cent quarante espèces recensées en mer Noire et un demi-millier en Méditerranée, certaines sont exploitées bien au-delà de ce qui est raisonnable. C'est le cas du rouget d'Adriatique qu'italiens et Yougoslaves se disputent après avoir en mer Noire de l'anchois turc et du turbot bulgare.

D'une manière générale, la pêche est trop intensive pour les espèces de fond (soles, raies, poissons de roche) et pour les crustacés (langoustines surtout). En mer Noire, elles ont pratiquement disparu, surtout en dessous de 200 mètres, mais pour une autre raison : la pollution et les aluvions ont pratiquement détruit l'oxygène. En revanche, abondent les espèces de surface (sardines, anchois, sprats), surtout au large de l'Afrique du Nord et dans l'Adriatique.

Pour que les stocks menacés se renouvellent rapidement, le C.G.P.M. préconise l'adoption d'un filet à maille de 40 millimètres dont il espère généraliser l'emploi d'ici trois ans. Mais les pêcheurs ne cachent pas les difficultés : s'il est facile pour des flottilles neuves, comme celle de Tunisie, de modifier à bref délai leurs chaluts, des résistances apparaissent dans les pays à tradition de pêche ancienne, comme en France ou en Italie. La F.A.O. même depuis cinq ans avec le P.N.E. (programme de l'ONU pour l'environnement), un projet-pilote de gestion des stocks de poissons et d'hydrocarbures dans les

organismes marins. Le programme, qui est suivi par quarante-neuf centres de recherche, prendra fin en février et sera prolongé par un nouveau plan quinquennal de surveillance de certaines substances.

On peut déjà dire que si la maladie de Minamata (présence de mercure dans le poisson) paraît exclue en Méditerranée, il semble cependant que nitrates et phosphates s'y trouvent à des taux parfois trop élevés. Des campagnes de détection sont menées fréquemment. La prochaine sera accomplie en mars prochain par un navire scientifique norvégien, prêt à la F.A.O. au large de la Tunisie et de la Libye.

## URBANISME

### LA PASSERELLE DES ARTS SERA RECONSTRUITE

La commission des sites, présidée par M. Lucien Lanier, préfet de Paris, préfet de la région Ile-de-France, a donné, mardi 6 janvier, son accord pour la reconstruction de la passerelle des Arts.

Contrairement à ce qu'affirment l'Etat, la Ville de Paris et les membres de la commission des sites, on ne reconstruit pas la passerelle des Arts à l'identique, mais on édifie une copie, non conforme, de l'ouvrage qui, depuis le début du dix-neuvième siècle, relie l'Institut au Louvre. Le nouveau pont aura sept arches au lieu de huit ; il ne sera plus en fonte mais en acier. La démolition et la reconstruction de ce nouveau pont, réservé aux piétons, coûteront 34 millions de francs, financés

par la Ville, mais aussi par l'Etat et la région Ile-de-France (le Monde du 29 novembre).

Beaucoup d'argent sera donc consacré à édifier cette passerelle qui brise la perspective de ce site unique formé par l'Institut et le Louvre. Pour s'en convaincre, il suffit de se promener sur les quais hauts et bas qui bordent ces monuments.

André Malraux, alors ministre des affaires culturelles, ne s'y était pas trompé. Il était, en son temps, partisan de la suppression de cette passerelle pour, justement, mettre en valeur cet ensemble urbain particulièrement prestigieux (le Monde du 13 décembre).

La commission des sites a donc sacrifié à la mode plus qu'à la protection des sites... — J. P.

« Journée « cité morte » dans un quartier H.L.M. de Toulouse. Les locataires d'une cité H.L.M. de Toulouse ont organisé, le 6 janvier, une journée « cité morte » pour protester contre la vente de leurs logements par la société prioritaire. Les magasins du quartier sont restés fermés. A la fin du mois de décembre, le conseil de surveillance de la société

A.P.C. (Azote-Produits chimiques) qui possède dix cent logements à la cité Papus, a décidé de céder ces appartements à la Société languedocienne de gestion d'H.L.M. pour 7 millions de francs. Les locataires des appartements s'opposent à cette cession, craignant qu'elle entraîne un relèvement des loyers.

## FAITS ET PROJETS

### UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA CRISE DE LA MARINE MARCHANDE ?

Au nom du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Louis Le Pen, député du Finistère, vient de déposer une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la crise de la marine marchande.

Alors que le plan de relance prévoyait 16 millions de tonnes de jauge brute à la fin de 1980, la flotte française sera restée aux alentours de 11 millions de tonnes durant la réalisation du plan et cette stagnation s'est accompagnée d'une réduction du nombre des navires composant la flotte (502 navires au début 1978, 427 au début 1980) et des effectifs de marins et officiers embarqués, note le parti socialiste.

Le parti socialiste relève aussi comme des signes préoccupants du « désengagement de l'Etat » l'absence de renouvellement et de développement de l'armement naval S.N.C.F. ainsi que les difficultés financières de la Compagnie générale maritime.

Cette commission aurait pour tâche de « présenter un diagnostic d'ensemble de la situation économique et sociale de la marine marchande et en particulier de la Compagnie générale maritime, de dégager les orientations fondamentales d'une politique de transports maritimes au service

de notre politique économique et de l'indépendance du commerce extérieur, et de proposer des mesures immédiates destinées à assurer le maintien de nos marins marchands ».

Elle devrait aussi orienter ses travaux « sur la politique européenne à mener de façon à permettre une entrée de la flotte française dans le C.E.R. sans rupture d'un équilibre fragile de nos flottes, grâce à une harmonie des législations ».

### FIN DE GRÈVE CHEZ LES MARINS

Les marins des navires français devraient cesser, à compter du 11 janvier, de suivre les consignes de grève de quarante-huit heures à l'appareillage. Selon la C.G.T., les équipages de deux cent cinquante navires ont fait grève depuis le début du conflit le 10 novembre dernier.

Le mouvement avait été lancé par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.G.D. (officiers et marins) pour obtenir une revalorisation des pensions. Il avait pour objet de protester contre « l'indéfinissable attitude de refus » du gouvernement et des armateurs opposés, affirmait les syndicats, à toute augmentation des salaires forfaitaires sur lesquels sont calculées les pensions. Ces salaires fixés à 40 % aux salaires réels, d'après le rapport de la commission Dufour, cela se traduit pour les retraités par un « écart » sensible que les syndicats proposent de combler en cinq ans.

Le ministre des transports, M. Daniel Hoeffel, révoqua à ce sujet les organisations syndicales le 15 janvier. « Il y a une perspective de négociations », a déclaré, le 5 janvier, M. François Lagau, secrétaire général de la fédération C.G.T. des syndicats maritimes.

En revanche, les syndicats vont intensifier leurs mouvements pour protester contre la diminution de la flotte de la Compagnie générale maritime (C.G.M.), qui ne compte plus que cinquante-quatre navires. Des mouvements de révoltes à l'appareillage de quarante-huit heures ont été décidés pour les navires de cette compagnie, à compter du 10 janvier. Des navires pourraient être occupés par les équipages à leur arrivée dans les ports.

### TRICENTENAIRE CONTESTÉ EN ALSACE

Incident à la séance plénière du conseil général du Bas-Rhin, mardi 6 janvier, à Strasbourg. Du haut de la tribune du public, l'animateur du mouvement R.L. — Front autonomiste de libération, M. Ferdinand Moschen-Ross, a lancé des poignées de papier pour protester contre les cérémonies qui doivent marquer en automne prochain, le tricentenaire du rattachement de l'Alsace à la France.

Le texte, déjà affiché en ville à mille cinq cents exemplaires, pendant la journée du Nouvel An, dénonçait trois siècles de « colonisation française de l'Alsace ». Il reprend les thèses de ce mouvement autonomiste dont l'inspiration avait recueilli de 11 % à 14 % de voix lors d'élections cantonales, en 1976 et en 1979.

Il y aura, trois cents ans, le 30 septembre prochain, que Strasbourg, encerclée en 1681, en pleine paix, par les trente mille hommes du général Mopier, capitaine de l'armée française, fut prise par les troupes de Louis XIV lors de la guerre de Hollande. — (Corresp.)

## TOURISME

Accord touristique franco-égyptien. — M. Jean-Pierre Solon, ministre français de la jeunesse, des sports et des loisirs, et M. Gamal El Maser, ministre égyptien du tourisme, ont signé, le 5 janvier au Caire, un protocole d'accord renforçant la coopération touristique entre leurs deux pays.

Dans ce cadre, la France et l'Egypte signeront, de concert, des études préliminaires à la construction de villages de vacances à l'ouest d'Alexandrie ainsi que des études portant d'une part, sur le choix et la valorisation des sites touristiques en mer Rouge et, d'autre part, sur le tourisme fluvial et routier en Moyenne-Egypte.

## TRANSPORTS

Pékin — Etats-Unis dans des avions chinois. — La compagnie aérienne chinoise C.A.A.C. vient d'inaugurer son premier vol régulier reliant Pékin à deux grandes villes américaines, San Francisco et New York. La C.A.A.C. dessert cette liaison sur New York toutes les semaines, avec ses avions Boeing 747 à San Francisco. — (A.F.P.)

## MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.  
94, rue Servient Le Mercur 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33  
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70

La Société MSL International présente ses meilleurs vœux à tous ses clients et à la plaisir d'informer les responsables d'entreprises de la nomination de Daniel Landeau à la Direction de l'Agence France Nord, à Roubaix.

### Directeur international de la gestion filiales

200 000 F comptabilité - contrôle de gestion - finances

Une entreprise française employant plus de 1000 personnes, possédant 10 filiales en Europe et Amérique du Nord, toutes en forte expansion, leader dans le domaine de la transformation des plastiques recherche un responsable de la gestion de ses filiales. Rendement compte à la direction générale, il aura à diriger, animer et contrôler les directions ou services comptables et de gestion de ces filiales. Il assurera les outils et procédures de gestion actuellement en place. Enfin, en liaison avec la direction financière du siège, il assurera la gestion financière internationale à court, moyen et long terme. Ce poste s'adresse à un excellent praticien ayant déjà exercé des fonctions de même nature de préférence dans un cabinet d'audit international. Agé de 30 ans au moins, il aura une formation supérieure de type Sup. de Co. + DECS + Certificat d'Expertise Comptable. Travaillant dans le cadre d'une très large autonomie, l'autorité que lui confère sa technique, son goût pour les contacts humains, sa capacité à diriger et animer une équipe de 25 personnes devraient lui permettre d'exercer sa fonction dans un esprit de service et d'assistance aux filiales et non dans un esprit d'audit au sens étroit du terme. Le poste nécessitant de nombreux déplacements dans des limites cependant tout à fait conciliables avec une vie familiale est basé dans une ville agréable de la région Rhône-Alpes. Ecrire à Hervé Zebrowski - Réf. M 11029 (Lyon).

### Ingénieur industrialisation

160/180 000 F. Composants acousto-électroniques

Filiale d'un groupe industriel français, une société spécialisée dans la production d'appareils électroniques d'exploration médicale et de contrôle industriel, recherche un ingénieur industrialisation chargé des sondes. Au sein de la direction recherche et développement, il aidera les concepteurs de ces produits dans la recherche de technologies industrielles, de réalisations de pièces, de procédés, d'assemblages et de systèmes ou techniques de montage. Il assurera la réalisation des sondes au stade prototype, leur industrialisation et définira les procédures de contrôle en liaison avec les services production, méthodes et qualité. Il effectuera l'analyse technico-économique des solutions existantes pour la réalisation des différents composants et des ensembles terminés. Agé d'en moins 32 ans, ingénieur physico-chimiste ou micro-mécanicien, il aura l'expérience de l'industrialisation de composants électroniques. Ecrire à Yves Blanchon - Réf. M 9323 (Paris).

### Adjoint chef comptable

Paris Nord

La filiale française d'un groupe américain, spécialisée dans l'importation et la distribution d'une gamme de produits destinés à l'industrie, recherche actuellement un adjoint au chef comptable. Il assurera le reporting trimestriel et annuel, l'établissement des bilans et comptes d'exploitation suivant les normes américaines, les liaisons avec la maison-mère. Il participera à l'établissement du budget qu'il transmettra en termes anglo-saxons. Il sera responsable de la fiscalité en liaison avec un cabinet extérieur. Il aura le contrôle de deux ou trois personnes. Agé d'au moins 28 ans, DECS, parlant impérativement anglais, connaissant parfaitement les règles comptables anglo-saxonnes, il aura acquis son expérience au sein d'une société filiale d'un groupe américain et de préférence spécialisée dans l'importation et la distribution de produits industriels. Ecrire à Yves Blanchon - Réf. M 9317 (Paris).

Discretion totale assurée.

### Chef de produit

140 000 F. + voiture

Paris Nord

Machines outils

La filiale française d'un grand groupe international, qui distribue une gamme de produits destinés à l'industrie mécanique, recherche le responsable de ses ventes sur la France d'une ligne de machines outils. Dépendant du directeur de la division, il sera responsable du développement des ventes (environ 5 millions de F. actuellement) et de l'après-vente auprès d'une clientèle à dominante PME industrielle. Agé d'au moins 30 ans, électromécanicien de formation, parlant anglais, ayant de bonnes connaissances en matière de tournage et décolletage, il aura principalement une expérience de ventes de produits ou biens d'équipements destinés à la moyenne industrie. La rémunération moyenne indiquée comporte un fixe important et un intéressement fonction des résultats. Ecrire à Yves Blanchon - Réf. M 9326 (Paris).



### Responsable comptable régional

Normandie

Le groupe MAISON PHENIX, ayant créé dernièrement, pour faire face à son expansion, un certain nombre de délégations régionales, pleinement responsables sur leur territoire, et poursuivant sa politique de décentralisation, met en place un service comptable auprès de sa délégation de Normandie et en recherche le responsable. Celui-ci, dépendant du directeur de la délégation (C.A. 150 millions de francs, effectif 350 personnes) et en liaison étroite avec les services comptables centraux, créera progressivement la fonction comptable régionale (comptabilité fournisseurs puis clients, trésorerie, paie, etc...) et l'assurera pleinement ensuite, assisté de 4 personnes qu'il aura à recruter. Agé d'au moins 28 ans, de formation générale type ESC, complétée par un DECS minimum, il aura de l'ordre de 5 ans d'expérience dans la fonction et maîtrisera aussi bien la comptabilité générale qu'analytique. L'expansion du groupe est un garant d'avenir pour un candidat prouvant sa compétence. Ecrire à Yves Blanchon - Réf. M 9314 (Paris).

### Contrôleur de gestion

140/160 000 F. +

Centre Ouest

Une société française (effectif supérieur à 500 personnes, C.A. de l'ordre de 350 MF) filiale d'un groupe national du domaine mécanique recherche son contrôleur de gestion. Le titulaire de ce poste nouvellement créé rendra compte au directeur administratif et financier de l'entreprise et aura pour tâche principale de concevoir et de mettre en place la comptabilité analytique et le système de contrôle de gestion. Il définira les procédures d'élaboration des budgets et de saisie des coûts par ligne de produits. Il contrôlera la rentabilité des investissements à priori et à posteriori, s'assurera de la fiabilité des inventaires, étudiera la prise en charge éventuelle par l'informatique du maximum d'éléments etc... Ce poste sera confié à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (technique ou gestion) Agé d'au moins 30 ans, ayant quelques années d'expérience en contrôle budgétaire et comptabilité analytique acquise au sein d'une société de taille moyenne du secteur mécanique ou métallurgique. Poste à pourvoir dans le Puits. Ecrire à Bernard Mangon - Réf. M 2330 (Paris).

### Responsable administration et gestion

Région Saint Etienne

Une société française (450 personnes, C.A. 70 MF) regroupant plusieurs départements industriels et textiles recherche son responsable de l'administration et de la gestion. Dépendant de la direction générale, son activité comportera trois volets essentiels : l'ensemble des problèmes de personnel, le contrôle de gestion et la direction des services généraux. En position fonctionnelle, il assistera sa direction et conseillera les chefs de départements sur tous les problèmes sociaux, il unifiera et coordonnera les procédures de gestion, il participera à l'élaboration des objectifs et des recettes, analysera et interprétera les comptes, enfin il assurera la bonne marche des services généraux. L'homme que nous recherchons est âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure style ESSEC ou Sup. de Co. option secrétariat général, ayant si possible de bonnes connaissances du droit du travail. Anglais souhaitable. A terme, ce poste peut évoluer vers des responsabilités de secrétariat général. Ecrire à Pierre Rigollier - Réf. M 10246 (Lyon).

مكزاتن الأصل



صكنا من الاعمال

Le Monde

# économie

## MARCHÉ COMMUN

### Cinq nouveaux commissaires pour une Europe à dix

Les huit anciens et les cinq nouveaux membres de la Commission européenne se sont réunis pour la première fois le 6 janvier, à Bruxelles, sous la présidence de M. Gaston Thorn, ancien premier ministre du Luxembourg. Agé de cinquante-deux ans, M. Thorn, qui a été membre de l'Assemblée européenne de 1959 à 1963, espère, selon les milieux européens, que le rôle politique des organisations communautaires pourra être renforcé au cours des quatre prochaines années.

À l'occasion d'un entretien accordé à l'hebdomadaire Der Spiegel, il a aussi souligné l'abandon de la règle de l'unanimité au sein du conseil des ministres de la Communauté.

La nouvelle commission a notamment consacré sa séance de mardi à la répartition des portefeuilles entre les treize commissaires. Toutefois, leurs attributions ne seront connues qu'à l'issue de nouvelles discussions

qui se dérouleront ce mercredi 7 janvier. En outre, la Commission devait évoquer l'avenir du budget communautaire qui oppose l'Assemblée européenne à trois États membres (l'Allemagne fédérale, la Belgique et la France). Elle ferait à ce sujet « preuve de plus de prudence », estime-t-on à Bruxelles, par la commission précédente présidée par M. Roy Jenkins. On trouvera ci-dessous les portraits des cinq nouveaux membres de la Commission.

#### M. Narjes (Allemagne fédérale) : le porte-parole de la C.D.U. pour les questions économiques

M. Karl-Helmut Narjes est un homme de la première heure qui retourne à Bruxelles. Il s'agit aussi d'un partisan convaincu de l'économie libérale, alors que d'autres commissaires sont davantage des technocrates séduits par les méthodes dirigistes.

La désignation de M. Narjes n'a pas été facile. Tout de suite après les élections d'octobre, le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, avait informé les dirigeants chrétiens-démocrates que cette fois le gouvernement de Bonn, suivant l'exemple de Paris, de Londres et de Rome, entendait offrir à l'opposition le siège qui allait être abandonné, à Bruxelles, par M. Guido Brunner. Plus d'une demi-douzaine de politiciens de la C.D.U. ont été pressentis. Tous ont, cependant, donné la préférence à la politique locale plutôt que d'envier un « exil » à Bruxelles.

Rien de tout cela ne signifie, toutefois, que M. Narjes soit un simple bouche-trou. Ce juriste, âgé de cinquante-trois ans, se rendit, pour la première fois, à Bruxelles en 1958. Très vite il devient le chef de cabinet du premier président de la Commission, M. Walter Hallstein. Quelques années plus tard, il prend en main la direction générale des services de presse et d'information. Le nouveau commissaire dispose donc déjà d'une connaissance approfondie des mécanismes de Bruxelles.

En 1969, M. Narjes revient dans son pays pour devenir ministre de l'économie au Schleswig-Holstein. Lors des élections générales de 1972, il fait partie du cabinet-fantôme de M. Rainer Barzel, qui se trouvait alors à la tête de l'opposition chrétienne-démocrate. M. Narjes se voit ensuite confier la présidence de la commission économique du Bundestag, en même temps qu'il devient le

porte-parole de la C.D.U. pour toutes les questions relatives à l'économie, à l'énergie et à la politique européenne.

JEAN WETZ.

#### M. O'Kennedy (Irlande) : un jeune spécialiste des affaires étrangères

M. Michael O'Kennedy ne fut pas élu lorsqu'il s'est présenté, pour la première fois, en 1965, dans la circonscription de Tipperary, où il est né en 1935. Toutefois, il fut élu au Parlement quatre ans plus tard. Jeune et intelligent, il avait déjà, en 1970, un portefeuille, celui de secrétaire parlementaire auprès du ministre de l'éducation nationale. En 1973, il a été nommé ministre des transports et de l'énergie, et, durant la période 1973-1977, lorsque le parti centriste Fianna Fail occupait les bancs de l'opposition, il était son porte-parole pour les affaires étrangères.

Revenu au pouvoir en 1977, le premier ministre, M. Lynch, lui a accordé le portefeuille des affaires étrangères, un poste d'autant plus prestigieux que M. O'Kennedy succédait au dynamique M. Garret Fitzgerald.

M. O'Kennedy, Européen convaincu lui aussi, s'est vite adapté aux exigences de son ministère. Le poste semblait lui convenir à merveille et sans trop de risques, puisque cet homme élégant et mesuré, qui avait étudié pendant plusieurs années dans un séminaire, était un des fleurons du nouveau gouvernement. En 1979, il a rempli aussi les fonctions de président coopté des ministres des Hauts, ce qui lui a apporté une

#### M. Kontogeorgis (Grèce) : un commis de l'État qui a le sens de l'efficacité

Né à Thessalonique, en 1912, dans cette ville des Cyclades qui est le cœur de l'orthodoxie grecque, M. Georges Kontogeorgis n'est pas un homme politique et encore moins l'un de ces réticents qui ne peuvent traiter de la culture du mûrier ou du coton

sans évoquer Platon ou Aristote. Commis de l'État, il témoigne de ce que l'administration peut produire de plus efficace.

Après des études économiques à Athènes et post-universitaires aux États-Unis, M. Kontogeorgis entre au ministère du commerce, dont il franchit tous les degrés de la hiérarchie. Devenu directeur général, il est démissionnaire en mai 1967, se refusant en tant que démocrate libéral à tout compromis avec la dictature. Après l'effondrement du régime militaire en 1974, il est nommé secrétaire général de l'Office national du tourisme, puis sous-secrétaire au ministère de la coordination économique dans le gouvernement formé par M. Constantinos Karamanlis, après les élections générales de novembre 1974. élu député du parti de la nouvelle démocratie lors des élections de novembre 1977, il devient ministre d'État chargé des relations avec la C.E.E. et a conservé ce poste dans le gouvernement formé par M. Georges Rallis en mai 1980.

Réservé, M. Kontogeorgis cache derrière un aspect modeste un sens aigu du service de l'État. Homme de dossiers, mais possédant aussi un esprit curieux et ayant le sens de l'équipe, il a, en sa qualité de cadre supérieur du ministère du commerce, très activement participé à l'élaboration et à l'application de la politique économique de son pays.

JOE MULHOLLAND.

MARC MARCEAU.

## AUTOMOBILE

### La C.G.T. et le parti socialiste proposent chacun une série de mesures de relance

La C.G.T. et le parti socialiste ont, mardi 6 janvier, chacun de leur côté, demandé l'application d'une série de mesures pour relancer l'industrie automobile et sauvegarder ses emplois.

M. Séguin a annoncé, au cours d'une conférence de presse, que sa centrale syndicale organisait à Paris à la fin de février ou au début de mars un grand rassemblement des salariés des constructeurs et de leurs sous-traitants. Il a rendu public le contenu d'une lettre, adressée le 6 janvier au président de la République, dans laquelle il réclame, outre une réduction du temps de travail et une prime compensatoire de 2 000 F pour tous les travailleurs victimes du chômage partiel, un « plan d'urgence » afin de protéger et de développer l'industrie automobile. Ce plan comprend quatre mesures : blocage, puis baisse du prix de l'essence par la diminution de la part de l'État et des compagnies pétrolières, réduction du prix du carburant et gratuité des péages pour certaines catégories sociales, diminution de moitié du taux de T.V.A. « notamment sur les voitures de bas et de milieu de gamme », et blocage du prix des voitures.

Le même jour, M. Georges Sarre, membre du P.S. à l'Assemblée européenne, a fait une série de propositions pour sauver l'automobile. Il a notamment proposé la création d'une Agence nationale de l'automobile destinée à harmoniser les stratégies des deux groupes français par exemple en matière d'investissement et de développement des poids lourds, un meilleur contrôle du groupement PSA, grâce à une prise de participation minoritaire de l'État dans son capital, et une politique générale de coordination des différents moyens de transports. Dans une lettre adressée à M. Gaston Thorn, président de la Commission des communautés européennes, M. Sarre lui demande également de « formuler des propositions de protection du marché communautaire par voie de contingentement à l'importation » et « d'en saisir sans délai le Conseil des ministres ».

## MONNAIE ET CHANGES

### REMOUS SUR LE DOLLAR

#### Recul de l'or

En vit repli mardi, le dollar s'est légèrement raffermi mercredi 7 janvier, remontant à 4,49 F à Paris contre 4,47 F la veille (et 4,51 F à la vente du week-end) et à 1,54 DM à Francfort contre 1,53 DM. Ce raffermissement a été enregistré en dépit d'une nouvelle détente des taux aux États-Unis, où l'un des principaux banques, la Chemical a ramené son taux de base de 20 1/2 % à 19 1/2 % (la veille la Western avait abaissé le sien de 21 1/2 % à 20 %). Mais un autre élément est entré en ligne de compte, à savoir des rumeurs sur la libération imminente des otages américains. Ces rumeurs qui ont également entraîné un recul du cours de l'once d'or, reviennent de 598 dollars à 596 dollars environ.

● **Ford a conclu avec l'Agence américaine de la sécurité routière** une convention qui lui évite de « rappeler » pour révision le demandeur initiallement l'Agence, 22,9 millions de véhicules vendus entre 1970 et 1979 et soupçonnés de comporter un défaut de la boîte de vitesses. Le compromis oblige Ford à adresser à tous les propriétaires des véhicules douteux des mises en garde leur conseillant de prendre d'immédiates précautions de sécurité. Le « rappel », s'il avait été exigé, aurait coûté au groupe la somme record de plus de 100 millions de dollars. — (A.F.P.)

● **Changement de chef Volkswagen Brésil.** — La filiale brésilienne du constructeur allemand a mis, lundi 5 janvier, en chômage partiel mille sept cents de ses quarante-sept mille salariés, et s'apprête à appliquer la même mesure à cinq mille sept cents autres personnes d'ici la fin de janvier.

## ÉTRANGER

### En désaccord avec New-Delhi sur les modalités d'attribution d'un important contrat

## La Banque mondiale annule un prêt de 250 millions de dollars à l'Inde

Le premier ministre indien, M. Gandhi, a estimé, dimanche 4 janvier à Calcutta, que le refus de la Banque mondiale d'accorder à son pays un prêt de 250 millions de dollars, destiné à financer en partie la construction d'une très importante usine d'engrais à Thal-Valshe, au sud de Bombay, constituait une ingérence dans les affaires intérieures de ce pays.

La presse consacre une large place à la décision de l'organisme financier de refuser de prolonger une nouvelle fois le délai donné au gouvernement indien pour justifier sa décision de confier la réalisation de ce projet non au consultant américain C.F. Braun, désigné dans un premier temps, mais à une firme italo-danoise, Haldor Topsoe.

En fait, New-Delhi aurait présenté un dossier technique jugé peu convaincant, et, en l'absence d'une explication satisfaisante, la Banque, dont le prêt était lié à son approbation du consultant étranger choisi, aurait finalement décidé de retirer l'aide promise dès juin 1979.

Répondant aux critiques prêtées à une Banque mondiale des plus discrètes, M. Gandhi avait ajouté : « Il n'y a, dans notre décision, aucun tour de passe-passe. Notre position est claire : il nous appartenait de déterminer à qui il convenait de confier le contrat, dans le meilleur

intérêt du pays. — De leur côté, les commentateurs indiens balançaient entre la condamnation du « néo-colonialisme » de la Banque mondiale et le sentiment que la position de New-Delhi, en la matière, n'est peut-être pas exempte de critiques. Une affaire où politique et mœurs commerciales douteuses ne sont pas exclues.

A Washington, au siège de la Banque mondiale, on se contente de qualifier de « très inhabituelle » cette décision de refuser un prêt dont le principe avait été admis six mois plus tôt. On rappelle que l'Inde est le premier bénéficiaire des prêts de la Banque avec plus de 11 milliards de dollars.

Et Bittz revenait à la charge en laissant entendre que la famille du premier ministre aurait pu jouer un rôle.

Cette affaire risque d'avoir d'importantes répercussions pour l'Inde — dont elle tient quelque peu l'image. « Désormais », déclarait le représentant de Braun, les firmes étrangères vont se demander s'il vaut la peine de faire des affaires avec un pays où on peut être sélectionné par des comités techniques compétents et, malgré cela, ne pas décrocher le contrat.

#### « Une décision politique »

Les deux autres ministres, M.M. Veerendra Patil (pétrole et chimie) et Venkataraman (finances), étaient favorables à Braun, créant l'impression que l'Inde allait alors de solliciter l'avis du ministre de l'information, M. Vasant Sathe, qui, le 15 août, faisait pencher la balance : Braun était écarté.

De notre correspondant

plus, son offre était inférieure à celles de ses concurrents.

Le gouvernement de l'époque ayant entériné ce choix, les firmes indiennes chargées du fonctionnement des futures usines mettaient, en décembre 1979, un point final à l'établissement des contrats, l'approbation finale du gouvernement n'étant plus, alors, qu'une simple formalité.

C'était sans compter avec les élections générales de janvier 1980, qui virent le Janata perdre la poussière et M. Gandhi et son parti revenir triomphalement au pouvoir. Une victoire qui, brutalement, remettait en cause les négociations passées, le nouveau gouvernement décidant de réexaminer toute l'affaire en laissant entendre que la corruption avait joué un rôle important dans l'octroi du contrat.

New-Delhi. — La décision de construire plusieurs usines d'engrais avait été prise, il y a plusieurs années, lorsque l'importation de réserves de gaz naturel avait été découverte, au voisinage du gisement pétrolier de Bombay High, au sud de l'océan indien. L'Inde avait alors été estimée en novembre 1976, que la fabrication d'engrais constituait en effet le meilleur usage possible de cette richesse, jusqu'à présent inexploitée, dans la mesure où l'Inde consacre chaque année quelque 200 millions de dollars à l'achat d'engrais importés. Quatre usines devaient être construites : deux à Thal Valshe (Maharashtra) et deux à Hazira (Gujarat), la réalisation de ces projets devant être confiée à un consultant étranger réputé, la tâche ayant été jugée trop lourde pour une firme indienne.

Constituée en octobre 1977 par le gouvernement du Janata, un groupe de travail sélectionna six compagnies qui étaient invitées à faire des soumissions. Il s'agissait de : Toyo Engineering (Japon), Pullman Kellogg (États-Unis), Grande-Bretagne), Humphrey and Glasgow (Grande-Bretagne), Haldor Topsoe (Danemark) et Technimont (Italie). Lors d'un premier examen, fin 1978, ces trois dernières étaient écartées et, finalement, le choix des experts se portait sur Braun (qui devançait Toyo), nouveau venu sur le marché indien mais considéré par certains comme la « Rolls-Royce de la chimie ».

La firme américaine offrait notamment une technologie de l'ammontage qui permettait d'apprécier les économies d'énergie. L'

#### M. Richard (Grande-Bretagne) : un européen soucieux des liens transatlantiques

Ni dans son apparence physique ni dans son style, M. Ivor Richard ne répond à l'image stéréotypée que l'opinion se fait d'un diplomate. Né, en 1922, dans une famille modeste du Pays de Galles, il est d'abord et par excellence un homme politique.

Jeune avocat sorti d'Oxford, où il était boursier, il s'inscrit au parti travailliste et est élu, en 1955, député de Barons Court, un quartier populaire de la banlieue ouest de Londres, qu'il représentera dix ans. La circonscription ayant disparu à la suite d'un nouveau découpage électoral, il se présente sans succès dans le nord du pays : mais ses compétences et ses dons d'orateur le signalèrent à l'attention des dirigeants travaillistes, notamment de M. Crosland, ministre des affaires étrangères de M. Callaghan, dont il fut l'adjoint dans le cabinet fantôme en 1972. Entre 1968 et 1970, il fut aussi le secrétaire parlementaire de

M. Healey, alors ministre de la défense.

Au sein du groupe parlementaire travailliste, M. Richard se montra un des plus ardents pro-européens et il fut délégué aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale. Son « européanisme » est essentiellement britannique.

En 1974, le premier ministre, M. Wilson, le nomme représentant permanent de la Grande-Bretagne aux Nations unies, en remplacement d'un diplomate professionnel. Cette nomination, essentiellement politique, provoque quelques remous, mais très vite M. Richard désarme les critiques. A une solide connaissance des dossiers, il ajoute un sens très développé des contacts. Aussi l'a-t-il dans les coulisses de l'organisation internationale que dans ceux de Westminster, il s'est fait beaucoup d'amis parmi les représentants du tiers-monde.

HENRI PIERRE.

#### M. Andriessen (Pays-Bas) : un ancien ministre chrétien-démocrate

Le choix du gouvernement néerlandais de soutenir la candidature de M. Frans Andriessen pouvait surprendre, car celui-ci avait, en tant que ministre des finances, mis en péril l'existence de la coalition gouvernementale en février 1980. Il avait alors refusé de donner son aval au projet de réduction de 3 milliards de florins des dépenses publiques. Jugé en tant qu'insuffisant, M. Andriessen donna sa démission ; mais la crise n'eut pas lieu.

De nombreux adversaires politiques reconnaissent en tout cas qu'il ne manque pas de caractère. Agé de cinquante ans, M. Andriessen a effectué ses débuts politiques au sein du parti populaire catholique (K.V.P.), après avoir fait des études de droit à l'université d'Utrecht, sa ville natale.

En 1967, il a succédé à son père en qualité de représentant du K.V.P. à la Chambre des députés à La Haye. Il n'avait pas l'intention, disait-il à l'époque, d'être dirigeant politique du catholicisme néerlandais, préférant continuer à s'occuper des questions de logement. Les « barons » du

K.V.P. devaient en décider autrement. En décembre 1971, M. Andriessen fut nommé chef de groupe de son parti à la Chambre des députés. Il l'est resté jusqu'en 1977, année au cours de laquelle les trois grandes parties confessionnelles formèrent une seule représentation chrétienne démocrate au Parlement.

M. Andriessen fut déçu de ne pas avoir été désigné comme tête de liste du parti chrétien-démocrate (C.D.A.) lors des élections de 1977, après la chute du gouvernement centre-gauche du dirigeant socialiste M. Den Uijl. Toutefois, il joua un rôle majeur lors des tentatives de ce dernier pour former un second gouvernement avec les chrétiens démocrates. Mais M. Den Uijl refusa de prendre M. Andriessen comme ministre des finances, le jugeant trop « monétariste ». Les chrétiens-démocrates conclurent alors un accord de gouvernement avec les libéraux de droite du parti V.V.D., et M. Andriessen fut nommé ministre des finances, fonction dont il se démit « par conviction ».

RENÉ TER STEEGE



## SOCIAL

## M. Georges Marchais approuve « sans réserve » l'action du maire communiste de Vitry-sur-Seine

De nouvelles réactions sont enregistrées après le démantèlement de trois cents bidons de Saint-Maur à Vitry-sur-Seine et l'intervention d'un commando de militants communistes et d'ouvriers de cette dernière municipalité contre le projet de ces immigrants la veille de Noël.

On note, entre autres, celle de M. Marchais qui, dans une lettre publiée par l'Humanité, répond

Dans sa lettre — qui occupe plus d'une demi-page de l'Humanité du 7 janvier — M. Marchais écrit, notamment, à St. Hamaire, Boucheur, recteur de la mosquée de Paris : « Vous m'avez envoyé un télégramme me demandant de condamner le maire communiste de Vitry et mettant en cause la politique de mon parti sur l'immigration. »

Après avoir rappelé que nul plus que les communistes n'a combattu le colonialisme,

au recteur de la mosquée de Paris (le Monde du 31 décembre 1980) et déclare approuver « sans réserve » le maire de Vitry-sur-Seine.

La fédération du P.C. du Val-de-Marne a d'autre part décidé d'organiser, en présence de M. Georges Marchais, une manifestation à Vitry, samedi 10 janvier, pour protester contre le coup de force raciste du maire de Saint-Maur.

« Je vous ai été plus prompt à organiser une manifestation contre un maire communiste qu'à prendre à partie les responsables des souffrances des immigrants en France, MM. Glacard d'Estigny, Stollé ou le président du C.N.P.F. (...)

« Je vous déclare nettement : oui, la vérité des faits me conduit à approuver, sans réserve, la riposte de mon ami Paul Merleau, maire de Vitry, à l'agression raciste du maire glaciardien de Saint-Maur. Plus généralement, j'approuve son refus de laisser l'écroulement, dans sa commune, le nombre de défilés de travailleurs immigrés.

Cette approbation ne contredit pas l'idéal communiste. Au contraire (...)

« Dès octobre 1969, quand j'étais chargé de l'immigration à la direction du parti communiste, les maires communistes de la région parisienne et les élus communistes de Paris ont adopté, sur ma proposition, une déclaration dénonçant la concentration des travailleurs immigrés dans certaines villes, et demandant une répartition équilibrée. Si elle avait été appliquée par le pouvoir, ces mesures, pour lesquelles nous n'avons cessé de lutter, auraient permis d'éviter les difficultés actuelles. L'union des syndicats C.F.D.T. du Val-de-Marne dénonce à la fois les responsabilités écrasées des pouvoirs publics et celles des communes qui refusent tout logement aux immigrés, et à toute action dirigée contre les immigrés, ainsi qu'un doublement vicieux (...)

D'autre part, cinq organisations de travailleurs africains (Association des Marocains en France, Comité des travailleurs algériens, Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés, Union générale des travailleurs sénégalais en France et Union des travailleurs ivoiriens) se sont associés à un communiqué de la Maison des travailleurs immigrés, qui, tout en condamnant l'action du maire de Vitry, lance « un solennel appel » aux migrants afin qu'ils ne se laissent pas manipuler par ceux-là mêmes qui les ont toujours exploités, opprimés et expulsés.

## F.O. A MATIGNON

### Mesures en faveur de chômeurs non indemnisés

Qualité d'« approfondi et de construit » par l'entourage du premier ministre, l'entrée de M. Barre avec M. André Bergeron, qui conduisait une délégation de F.O., comporte un point positif et de nombreuses ambiguïtés. La promesse déjà connue d'améliorer la situation des chômeurs, dont l'indemnisation est supprimée pour fin de droit, doit se traduire concrètement, dès février, par le versement d'indemnisation, du moins dans « les cas les plus difficiles », ce qui devrait mettre fin à certaines injustices mais de portée limitée car cette modification ne devrait concerner qu'un peu plus de 500 personnes.

L'insistance mise par le premier ministre à plaider en faveur d'une relance des négociations au niveau des entreprises et des branches sur la durée du travail consacré, en fait, l'échec des discussions avec le C.N.P.F. C'est au coup par coup que les problèmes de l'assouplissement, voire de la réduction des horaires, devront être examinés, et c'est donc

un retour à un passé (1960-1969) qui fut riche en accords pilotes d'entreprises mais qui fut aussi la source d'inégalité. Il s'agit donc d'un entente de première classe, vraisemblablement provisoire, du grand débat sur l'assouplissement des horaires, provisoire car le pouvoir politique et l'Elysée attendent le bon moment pour généraliser et légiférer. L'orientation est la même pour les salaires. Tout est renvoyé au niveau des entreprises, mais avec une certaine ambiguïté, car, là aussi, Matignon maintient son orientation en préconisant un freinage des salaires : pour le secteur public, promesse est faite de maintenir le pouvoir d'achat, mais « en attendant » la discussion de nouveaux accords pour 1981. Et ceux-ci, lorsqu'ils seront discutés, devront tenir compte de « la situation économique ». En fait, Matignon demeure attaché au maintien du pouvoir d'achat de la « masse salariale », ce qui implique — et l'on veut privilégier les bas salaires — une diminution des salaires réels pour certaines catégories. — J.-P. D.

Dans un communiqué, l'hôtel Matignon a précisé les orientations gouvernementales présentées à M. André Bergeron :

● **NEGOCIATIONS ET POUVOIR D'ACHAT.** — « Dans l'avenir, quelles que soient les difficultés économiques, le pouvoir conventionnel demeure un instrument irremplaçable de dialogue social. En 1981, cette politique sera mise en œuvre en tenant compte, sur la base des procédures propres à chaque entreprise et compte tenu de la situation économique générale du pays, en attendant la conclusion de ces accords, le maintien du pouvoir d'achat des salariés du secteur public et nationalisés sera assuré dans des conditions définies selon chaque entreprise. »

● **DUREE DU TRAVAIL.** — « S'agissant du secteur privé, le premier ministre estime que la négociation collective est encore plus nécessaire en période de crise, notamment pour réduire les inégalités de situation et protéger les plus défavorisés. C'est pourquoi les entreprises ne doivent pas tirer argument des difficultés économiques pour réduire le champ de la vie conventionnelle, ce qui conduirait à son dépérissement et à la détérioration du climat social. »

● **INDEMNISATION DU CHOMAGE.** — « S'agissant des personnes ayant épuisé leurs droits à l'indemnisation du chômage et n'ayant pu retrouver un emploi, le ministre du travail a été chargé d'étudier « à pied ferme » avec l'UNEDIC les conditions dans lesquelles des négociations pourraient être engagées à leur niveau. Le problème de la cinquième semaine de congés devra être également examiné dans ce cadre, qui permet de tenir compte de la diversité des situations dans l'économie française. »

● **PRERETRAITES.** — Le gouvernement souhaite que les syndicats et le patronat « examinent rapidement dans quelles conditions l'accord sur les garanties de ressources » accordées aux salariés âgés de moins de soixante-cinq ans et mis en préretraite « peut être prolongé ». (Cet accord vient à échéance le 31 mars.)

● **EMPLOIS PRECAIRES.** — Face au développement des em-

ploiés précaires (intérim, contrat à durée déterminée, etc.), le gouvernement « souhaite qu'il soit procédé par voie de négociation à l'étude et à l'aménagement des conditions d'embauche et de licenciement ».

## AFFAIRES

## LE SORT DE MANUFRANCE

## Cinq cents salariés ont adhéré à la nouvelle société coopérative

La Société coopérative de production et de distribution de Manufrance (SCOP) prend corps. Non sans difficultés. Lundi 5 janvier, les premières adhésions de la base cégétiste ont permis d'atteindre le chiffre de quatre cents sur les mille huit cent cinquante personnes de la Société nouvelle Manufrance. Le lendemain, le cap des cinq cents était franchi. C'est un premier succès de l'initiative de l'UGICT-C.G.T. de l'entreprise.

Paradoxalement, c'est sur les syndicats hési-

Lyons. — « Je, soussigné (...), désire m'inscrire comme membre associé en souscrivant à l'augmentation de capital. » Les syndicats C.G.T. ont très vite signé et écrit de leur main la mention traditionnelle « lu et approuvé ». Un acte plus que symbolique accomplit le premier pas vers la création de la SCOP. Les syndicats n'ont pas tardé : à la suite d'une assemblée générale, ils ont rejoint le mouvement. En pratique, ces quelques cinq cents salariés récemment licenciés de la S.N.M. se sont engagés sur trois points : souscrire une action de 500 F ; transformer en action de même montant six mois d'allocation ASSEDIC ; verser sur un compte bloqué (fonds commun de placement) leurs indemnités de licenciement. En contrepartie les dirigeants de la SCOP s'engagent à embaucher « chaque travailleur licencié sur la base de sa qualification antérieure en maintenant ses avantages acquis et son ancienneté ».

La carte de la coopérative, dernier atout syndical, n'a cependant pas été jointe par tous les salariés. La C.G.T. a dit « Oui mais ». De nouvelles formules d'adhésion circulent au sein de l'entreprise occupée : « C'est au vu du résultat (d'un) travail démocratique que je pourrai donner mon adhésion et engager mes fonds personnels. » La C.F.D.T., qui qualifie toujours d'idée « judicieuse » la création d'une coopérative « capable de faire échec au démantèlement », a précisé ses réserves face à une opération trop marquée du socle cégétiste, elle exige des précisions sur le montage juridique et financier, les conditions de remboursement, l'état des marchés secteur par secteur. En filigrane, on sent en permanence la crainte de ce syndicat, mais aussi de la C.G.C. et de la plupart des inorganisés d'être pris dans un système à double détente monté par la C.G.T.

Tout la stratégie de la centrale de M. Séguin — qui a, depuis Paris, souhaité un engagement financier de ses militants et de toute la clientèle de Manufrance

tants et minoritaires que repose la crédibilité de l'opération. La C.F.D.T., comme la C.G.C. se montrent réservées.

A Saint-Etienne, la notification, mardi 6 janvier, du jugement d'expulsion des locaux a suscité de nombreuses réactions d'hostilité.

Dans un télégramme à l'Elysée, la C.G.T. prévient que toute tentative d'évacuation provoquerait une protestation de l'ensemble des salariés.

que votre démarche est viable et crédible », a conclu M. Neuwirth. Il a rappelé que le conseil général de la Loire avait déjà soutenu des coopératives pour une somme de 80 000 francs. Une somme évidemment disproportionnée, mais qui a permis d'évoquer l'idée de la création de plusieurs coopératives sous-entendu pouvant bénéficier de plusieurs aides.

Dans certains milieux économiques stéphanois, on ne serait pas hostile à la création de quatre, voire cinq, unités distinctes. Mais avant d'inviter l'idée de la création de plusieurs coopératives, M. Neuwirth a promis d'intervenir auprès du préfet de la Loire pour éviter l'expulsion par la force des occupants du cours Fauriel, une issue techniquement possible après la notification par l'huissier de la décision d'expulsion. D'autres interventions politiques seront enregistrées à l'approche de l'élection présidentielle. « Dans trois mois, nous saurons si la solution coopérative peut aboutir », dit-on à la C.G.T. Dans trois mois... en avril.

CLAUDE RÉCENT.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ des +	moins -	Rep. + ou Des. -	Rep. + ou Des. -	Rep. + ou Des. -	Rep. + ou Des. -	Rep. + ou Des. -	
\$ E.-U. ....	4.4875	4.4925	- 270	- 240	- 450	- 400	- 750	- 660
\$ can. ....	3.7838	3.7888	- 348	- 195	- 295	- 335	- 765	- 615
Yen (100) ..	2.2558	2.2575	+ 45	+ 75	+ 75	+ 120	+ 370	+ 440
DM ..... 2,3125	2.3125	2.3150	+ 20	+ 45	+ 55	+ 90	+ 325	+ 400
Florin ..... 2,1275	2.1275	2.1280	+ 35	+ 50	+ 70	+ 90	+ 280	+ 345
F.S. (100). 14,3750	14.3750	14.3800	0	0	- 275	- 75	- 500	- 250
F.S. .... 2,5670	2.5670	2.5635	+ 100	+ 140	+ 225	+ 265	+ 750	+ 850
L. (1 000) .. 4,9700	4.9700	4.9575	- 115	- 125	- 410	- 430	- 1250	- 1300
£ ..... 10,8550	10.8550	10.8700	- 375	- 275	- 615	- 475	- 1175	- 895

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9	9 1/8	9 3/8	9 1/2	9 5/8	9 3/4	9 7/8	10
DM ..... 57 1/2	57 3/4	57 1/2	57 1/8	57 1/4	57 1/2	57 3/4	57 1/2	57 1/4	57 1/2
Florin ..... 31/8	31/8	31/8	31/8	31/8	31/8	31/8	31/8	31/8	31/8
F.S. (100) ..	14	14	14	14	14	14	14	14	14
F.S. .... 5 7/8	6 1/8	5 3/4	5 1/2	5 3/8	5 1/4	5 3/4	5 1/2	5 3/8	5 1/4
L. (1 000) ..	13 1/2	14 1/2	14	13 3/4	13 1/2	13 3/4	13 1/2	13 3/4	13 1/2
£ ..... 10 1/2	10 3/4	10 5/8	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



## CHAQUE SEMAINE, PRENEZ VOTRE AVENIR A BRAS LE CORPS

Aujourd'hui, vous ne pouvez plus dire ce que sera votre avenir. Car tout paraît incertain, les affaires comme les placements, les carrières comme les retraites.

Pourtant certains peuvent être optimistes. Ceux qui se sentent responsables de leur avenir, qui savent décider.

Mais pour prendre des décisions, il faut être bien informé. Il faut lire La Vie Française.

Parce que La Vie Française c'est l'actualité économique et financière, parce que La Vie Française a une expérience de 35 ans dans ce domaine, parce que c'est un journal indépendant, La Vie Française procure des informations efficaces pour ceux qui veulent décider.

Vous qui voulez agir sur votre avenir, vous devez lire La Vie Française.

### LA VIE FRANÇAISE

l'actualité économique et financière. Chaque semaine, 9F chez votre marchand de journaux.

صحة من الالام



صلى الله عليه وسلم

## FISCALITÉ

LA LOI DE FINANCES POUR 1981 EST PUBLIÉE

### Les familles nombreuses bénéficient de nouveaux avantages

Le budget de 1981, qui vient d'être publié au « Journal officiel » (1), contient le barème de l'impôt qui sera appliqué cette année aux salaires, traitements et autres revenus encaissés en 1980. Les contribuables peuvent donc, dès maintenant, calculer ce qu'ils verseront au fisc.

Nous avons publié dans « le Monde » du 10 septembre le barème applicable en 1981 aux revenus de 1980 (pour deux parts du quotient familial) tel qu'il se présentait dans le projet gouvernemental. Le barème n'a pas été modifié lors de la

discussion au Parlement, mais nous le publions de nouveau. On verra que les limites supérieures des quatre premières tranches ont été relevées de 13,3 % ; celles des sept tranches suivantes de 12 %. Enfin, la limite inférieure de la dernière tranche a été relevée de 8 %.

En dehors du barème proprement dit, les principales mesures fiscales du budget 1981 sont les suivantes :

● **Quotient familial :** — Une demi-part supplémentaire de quotient familial est accordée aux familles ayant au moins trois enfants à charge à partir de l'imposition en 1981 des revenus de 1980.

— Le quotient familial, lorsque les deux époux sont invalides, est porté à trois parts au lieu de deux parts et demi.

● **Exonération et abattements :** — Les limites d'exonération sont relevées de 13,3 % : elles passent de 18 500 F à 21 100 F (revenu net de frais) pour les contribuables âgés de moins de 65 ans et de 20 300 F à 23 000 F pour les contribuables âgés de 65 ans et plus.

— Les abattements prévus en faveur des personnes âgées de plus de 65 ans ou invalides sont portés de 4 080 F à 4 630 F pour les revenus inférieurs à 28 600 F par an et de 9 040 F à 9 315 F pour les revenus compris entre 28 600 F et 48 300 F.

— L'abattement prévu en faveur des salariés de condition modeste bénéficiant d'une part de quotient familial passe de 2 400 F à 2 720 F (cas des célibataires sans enfants à charge).

— Les contribuables âgés d'au moins 65 ans dont l'impôt sur le revenu est inférieur au seuil de recouvrement seront considérés comme non imposables pour l'octroi du dégrèvement d'office de taxe d'habitation et pour les avantages sociaux.

● **Droits de succession :** Les réductions des droits de succession dont bénéficie l'héritier ayant au moins trois enfants sont doublées et portées par enfant à partir du troisième à 4 000 F pour les successions en ligne directe et entre époux et à 2 000 F dans les autres cas.

● **Centres et associations de gestion :** — Une disposition du budget de 1981 concerne l'adhésion des petites industries, commerçants, artisans, membres de professions libérales, prestataires de services aux centres et associations de gestion, adhésion qui, on le sait, permet aux non-salariés de bénéficier de l'abattement de 30 % accordé aux revenus imposables. Les limites de recettes en deçà desquelles les adhérents des centres et associations agréés peuvent bénéficier de cet avantage fiscal sont

relevées de 15 % environ. Elles passent à 2,2 millions de F pour les entreprises industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles, à 600 000 F pour les prestataires de services et à 773 000 F pour les professions libérales ;

— La limite de déduction du salaire du conjoint dans le cas d'un professionnel adhérent à un centre ou une association de gestion agréé est portée de 18 000 F à 17 000 F.

Par ailleurs, les S.A.R.L. formées entre parents en ligne directe ou entre frères et sœurs peuvent opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes. Elles peuvent alors adhérer à un centre de gestion agréé et bénéficier de ces avantages fiscaux. Cette option pourra s'exercer jusqu'au 31 décembre 1980.

● **Plus-values :** — À partir du 1<sup>er</sup> avril prochain, l'imposition des plus-values constatées lors de la transmission d'une entreprise individuelle en société est reportée ou étalée. La mesure est subordonnée à un agrément de l'administration pour les constitutions de sociétés par actions ou de sociétés à responsabilité limitée à gérance minoritaire ou pour les apports à des sociétés préexistantes ;

— Le report d'imposition des plus-values prévu en cas de succession ou de donation d'une entreprise individuelle est désormais applicable à toutes les transmissions à titre gratuit, alors qu'il ne l'était qu'à celles en ligne directe (enfants) ou de conjoint survivant.

### BARÈME D'IMPOSITION EN 1981 DES REVENUS DE 1980

(pour deux parts de quotient familial)

TAUX (en %)	BARÈME POUR 1981 (fraction du revenu de 1980 imposable)	ANCIEN BARÈME (imposition des revenus de 1979, impôts payés en 1980)
0	de 0 à 17 750 F	de 0 à 17 450 F
5	de 17 750 à 20 600 F	de 17 450 à 18 250 F
10	de 20 600 à 24 540 F	de 18 250 à 21 650 F
15	de 24 540 à 30 820 F	de 21 650 à 24 250 F
20	de 30 820 à 40 900 F	de 24 250 à 34 350 F
25	de 40 900 à 52 720 F	de 34 350 à 44 550 F
30	de 52 720 à 75 880 F	de 44 550 à 57 750 F
35	de 75 880 à 87 540 F	de 57 750 à 78 150 F
40	de 87 540 à 145 630 F	de 78 150 à 130 250 F
45	de 145 630 à 208 640 F	de 130 250 à 179 150 F
50	de 208 640 à 237 220 F	de 179 150 à 211 950 F
55	de 237 220 à 278 000 F	de 211 950 à 250 100 F
60	au-delà de 278 000 F	au-delà de 250 100 F

(1) Voir le Monde du 1<sup>er</sup> janvier et le Journal officiel daté du 31 décembre 1980 (p. 3089 et suivantes).

**Cette cassette**

**linguaphone**

CASSETTE DE DÉMONSTRATION

**GRATUITE**

vous montre comment apprendre chez vous une langue en 3 mois

Linguaphone : une nouvelle méthode audio-visuelle active basée sur le dialogue.

Grâce aux cassettes ou aux disques, des professeurs originaires du pays qui vous intéresse vont venir chez vous, pour vous apprendre leur langue en vous faisant parler. En effet, les conversations enregistrées comportent des pauses pendant lesquelles vous devez émettre une phrase ou répondre à une question. Immédiatement après votre intervention, vous entendrez la réponse correcte, telle que vous auriez dû la formuler : vous pourrez donc comparer et si nécessaire, recommencer. Ces dialogues, très faciles au début, vous familiariseront progressivement avec les structures, le vocabulaire et l'accent. En participant vous-même en direct à ces conversations, vous vous habituerez à penser dans la langue. Et, dans quelques mois, vous commencerez déjà à parler couramment.

**Laquelle de ces langues aimeriez-vous parler ?**

(cochez d'une croix la langue qui vous intéresse)

**GRATUIT** Veuillez me faire parvenir, sans engagement, une brochure illustrée et une cassette (ou un disque) de démonstration.

Je coche d'une croix la case de mon choix.

☐ Cassette ☐ Disque

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Age : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

**linguaphone**

12, rue Lincoln 75008 Paris MD - 22

☐ arabe ☐ grec ☐ japonais ☐ portugais ☐ roumain ☐ russe ☐ serbo-croate ☐ espagnol ☐ vietnamien ☐ anglais ☐ allemand ☐ italien ☐ français (moderne) ☐ chinois (mandarin) ☐ coréen ☐ japonais ☐ vietnamien ☐ thaïlandais ☐ indonésien ☐ philippin ☐ malais ☐ indonésien ☐ philippin ☐ malais ☐ indonésien ☐ philippin ☐ malais

**Cognac en hausse**

Le budget de 1981 prévoit un relèvement très important des droits de fabrication sur les eaux-de-vie (de vins et de fruits) ainsi que sur les liqueurs : plus 50 % en deux ans, dont 29,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 1981.

Cette augmentation, destinée tout à la fois à procurer des recettes à l'Etat, à lutter contre l'alcoolisme, mais aussi à mettre la réglementation française en harmonie avec celle de la C.E.E., a soulevé de vives controverses au Parlement lors de la discussion budgétaire. Certains députés, notamment, avaient fait remarquer que cette forte

hausse toucherait principalement les cognacs et armagnacs, avantageant indirectement le whisky qui, jusqu'à présent, se trouvait seul avec la partie — dans le haut de l'échelle des tarifs et dont les droits ne seront relevés que de 7,4 % en 1981.

Pour le reste, les droits de fabrication sur les alcools pour les vins doux (genre vermouth et banys), le rhum et crème de cassis sont relevés de 11,5 %.

Enfin les droits de circulation sur les boissons alcoolisées (vins, vins doux, cidre) sont doublés, ainsi que les droits spécifiques sur la bière.

**Le Monde DE L'ÉDUCATION**

NUMERO DE JANVIER

Les indispensables, les secrets, les astuces, les efficaces, les affectueux, les terribles, les envoiissants, les tendres, les généreux : plus disponibles et plus nombreux qu'avant, ils ont leur place dans les familles.

**LES GRANDS PARENTS RETROUVÉS**

Aussi au sommaire : L'ordinateur à l'école : la grande pagaille. En vente partout : 8 F

## CONJONCTURE

### Les investissements productifs des sociétés auraient progressé de 4,5 % en volume en 1980

Selon les dernières prévisions établies par la comptabilité nationale, le taux de croissance des investissements productifs des sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles serait de 4,5 % en volume en 1980, en progression de presque deux points sur 1979.

L'effort d'équipement des grandes entreprises nationales est toujours important (+ 9 %). Mais la formation brute de capital fixe (F.B.C.F.) des autres entreprises privées s'accroît nettement : + 3,3 % en volume en 1980, après + 0,8 % en 1979 et + 1 % en 1978. La progression serait de 4,5 % pour l'investissement industriel privé, essentiellement au niveau du secteur des biens intermédiaires, soit pour sa modernisation (la sidérurgie), soit pour sa conversion (pétrole), soit pour son extension (chimie, verre, papier-carton). Ailleurs, l'automobile accélère ses investissements, tandis que la construction électrique accuse un recul.

En revanche, les résultats d'exploitation des entreprises, toujours suivis les comptes nationaux, seraient en 1980, moins satisfaisants qu'en 1978 et 1979. L'excédent brut d'exploitation des entreprises non financières, hors grandes entreprises nationales, ne progresserait, en valeur, que de 3,4 % contre 14,1 % en 1979. Un sondage réalisé par le Crédit national à partir des plans de financement présentés par des firmes clientes au cours des neuf premiers mois de 1980 est même plus pessimiste, avec une augmentation moyenne de leur capacité d'autofinancement de 3,2 %. Mais, compte tenu de la progression remarquable de 1979 (+ 29,2 %), le taux d'accroissement annuel moyen de cet échantillon atteindrait 15,5 % pour les années 1979 et 1980, soit davantage que la hausse des prix.

Dans ces conditions, si l'amélioration des résultats financiers

des entreprises en 1979 a entraîné une reprise de leurs investissements productifs en 1980, les résultats moins favorables obtenus en 1980 pourraient inciter les entreprises à réduire leurs investissements en 1981. Les comptes nationaux n'envisagent, initialement, qu'une progression en volume de 1 %. Compte tenu de la déduction fiscale de 10 %, inscrite dans le projet de budget pour 1981, cette prévision porte maintenant sur une croissance de 1,5 % à 3,5 % pour les entreprises privées.

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale  
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

**EXPERTISE COMPTABLE**

CERTIFICATS SUPÉRIEURS de Janvier à Juin 1981

- Révision comptable.
- Juridique et fiscal.
- Organisation et gestion des entreprises.

Dans un Centre d'Etudes reconnu par l'Etat.

NOUVEAU D.E.C.S. exigé.

**ENOES**

62 r. Mironneville 75008 Paris  
Tél. (1) 562.87.60 +

**STAGES D'ANGLAIS à OXFORD**

- Étudiants : prép. aux examens.
- Jeunes : études/vacances.
- Adultes : formation continue.

Toute l'année - tous niveaux

O.I.S.E. - 533-13-02  
21, r. Th.-Renautot, 75015 Paris.

**TÉLEX PARTAGE**

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

**HAPPY NEW YEAR 1981**

**BARITAULT S.A.**

management consultants international specialists in executive search

12 rue de la Paix 75002 Paris  
Téléphone: (1) 261.57.74

**BLANC 81 MADELIOS**

Place de la Madeleine - Paris  
POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

CHEMISE fantaisie, 50 % polyester, 50 % coton	CHEMISE grande longueur de manches, 50 % polyester, 50 % coton	CHEMISE oxford coton	CHEMISE col anglais coton	Spécialité de mouchoirs en fil de lin chinés ou non chinés.	MOUCHOIR coton blanc, coton couleur, les six	MOUCHOIR coton blanc, initiale brodée main, les six
95F	95F	105F	115F		42F	54F







## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. MÉDIAS : « Vers un remaniement du système audiovisuel ? », par Alain Danguergue ; « Garantir le pluralisme », par Denis Péri-Duval ; « TV et campagne présidentielle », par Maurice Séveno.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES : « El Salvador : les combats s'intensifient ».
- 3-4. AFRIQUE : « La guerre « bénin » (III) », par Éric Rouleau.
5. ASIE : « Deux ans après la prise d'Phnom-Penh par les Vietnamiens, la solution du problème cambodgien n'est toujours pas en vue ».
6. EUROPE : « Espagne : les communistes catalans adoptent la thèse prosoviétique ».
- ITALIE : la femme du juge D'Urso tente de faire publier un document des Brigades rouges pour sauver la vie du magistrat.

### DIPLOMATIE

7. Plusieurs intellectuels du P.C. refusent de soutenir la candidature de M. Marchais ; témoignage : « Plus communiste que jamais », par Antoine Spire.

### POLITIQUE

8. ÉDUCATION : « L'enseignement aux assises de la Loire-Atlantique ».
9. SCIENCES.
10. SPORTS.

### SOCIÉTÉ

- 11-12. EXPOSITIONS : « Architectures colombiennes », au Centre Georges-Pompidou, par Frédéric Edelmann ; Gargallo au Musée d'art moderne, par Pierre Granville.
- 12-13. THÉÂTRE : « Un partenaire inattendu », par Michel Cournot ; « Voyage-éclat en Union soviétique », par Claude Sarrute.
11. CINÉMA : « L'Or dans la montagne », d'Emmanuel Orlé, par Jean de Barentin.
10. VU : la biberon au véronal.
12. LETTRES.

### ÉQUIPEMENT

23. PÊCHE : les propositions de la FAO pour sauvegarder la Méditerranée.

### ECONOMIE

24. AUTOMOBILE : la C.G.T. et le parti socialiste proposent chacun une série de mesures de relance.
- MARCHÉ COMMUN : cinq nouveaux commissaires pour une Europe à dix.
25. SOCIAL : F.O. à Matignon.

**RADIO-TELEVISION (10) INFORMATIONS « SERVICES » (19)**  
Maison : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ; Annonces classées (20 à 22) ; Carnet (23) ; Programmes spectacles (15 à 18) ; Bourses (27).

Le numéro du « Monde » daté 7 janvier 1981 a été tiré à 553 604 exemplaires.

**Tilbury**  
solde  
chaussures  
sacs  
sportswear

23 rue du Four  
A B C D E F G

## Un nouveau contrat fixe les rapports entre Air France et l'État

### Faut-il continuer à exploiter Concorde ?

Un nouveau contrat d'entreprise liant Air France à l'État pour la période 1981-1983 sera signé, ce mercredi 7 janvier, à l'hôtel Matignon. Il aura été examiné auparavant en conseil des ministres devant lequel il aura été présenté par M. Daniel Hoeffel, ministre des transports. Le conseil s'apprête à cette occasion pour faire le point sur la situation des sociétés nationales.

Avec ce nouveau contrat disparaîtront les contributions financières qui étaient versées à Air France en compensation du maintien en exploitation des Caravelles (la dernière a disparu de la flotte d'Air France à la fin de 1980) et de la répartition du trafic de la compagnie entre les deux aéroports parisiens d'Orly et de Charles-de-Gaulle. Seule subsistera la contribution de l'État au titre de l'exploitation de Concorde.

Le nouveau contrat qui a été négocié dans de bonnes conditions que le premier, est fondé sur les mêmes principes. Il s'efforce, d'une part, de tracer l'évolution prévisible de la compagnie pour les trois ans à venir, et d'autre part, rappelle les conditions dans lesquelles s'organiseront les rapports entre l'État et la compagnie.

● **L'EXPLOITATION.** — Air France sera, en 1980, une des rares compagnies à équilibrer ses comptes. En 1981, son trafic ne devrait s'accroître que de 4 % à 5 %.

● **COMPOSITION DE LA FLOTTE.** — L'État autorise Air France à acquérir, en 1981, deux Boeing-747, trois Airbus et quatre Boeing-727 ; en 1982, deux B-747, trois Airbus et un B-727 ; en 1983, trois B-747 et un B-727.

● **INVESTISSEMENTS.** — Air France estime comme suit ses besoins financiers : 2.758 milliards en 1981, 2.922 milliards en 1982, de la discussion budgétaire — il devrait être décaissé par autofinancement. L'État participera — sous réserve de révisions à la suite d'une amélioration des résultats — à ces investissements par des dotations en capital qui devraient être de 60 millions en 1981, 150 millions en 1982, 150 millions en 1983.

● **LES DOM-TOM ET LA CORSE.** — Pour la desserte des DOM-TOM, les tarifs homologués par l'État doivent assurer l'équilibre de l'exploitation des lignes par la compagnie. Si ces tarifs étaient fixés à un niveau insuffisant une compensation serait versée par l'État. La question de la desserte de la Corse est réglée.

● **LES DOM-TOM ET LA CORSE.** — Pour la desserte des DOM-TOM, les tarifs homologués par l'État doivent assurer l'équilibre de l'exploitation des lignes par la compagnie. Si ces tarifs étaient fixés à un niveau insuffisant une compensation serait versée par l'État. La question de la desserte de la Corse est réglée.

● **LES DOM-TOM ET LA CORSE.** — Pour la desserte des DOM-TOM, les tarifs homologués par l'État doivent assurer l'équilibre de l'exploitation des lignes par la compagnie. Si ces tarifs étaient fixés à un niveau insuffisant une compensation serait versée par l'État. La question de la desserte de la Corse est réglée.

● **LES DOM-TOM ET LA CORSE.** — Pour la desserte des DOM-TOM, les tarifs homologués par l'État doivent assurer l'équilibre de l'exploitation des lignes par la compagnie. Si ces tarifs étaient fixés à un niveau insuffisant une compensation serait versée par l'État. La question de la desserte de la Corse est réglée.

Le numéro du « Monde » daté 7 janvier 1981 a été tiré à 553 604 exemplaires.

**ARAMIS**  
CHEMISIER - HABILLEMENT  
diffusion Pierre Cardin  
**Soldes annuels**  
36, rue du Faubourg St Honoré Paris

**St-Germain des prés**  
HABILLEMENT  
CHEMISIER  
CHAUSSEUR  
**LIQUIDATION TOTALE**  
AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT  
demarkes très importantes  
sur  
Costumes, Vestons, Pantalons, Imperméables  
Peaux laines, Pulls, Chemises, Chaussures  
37, rue du Four Paris 6ème  
Parking gratuit 64 rue Bonaparte

contributions financières qui étaient versées à Air France en compensation du maintien en exploitation des Caravelles (la dernière a disparu de la flotte d'Air France à la fin de 1980) et de la répartition du trafic de la compagnie entre les deux aéroports parisiens d'Orly et de Charles-de-Gaulle. Seule subsistera la contribution de l'État au titre de l'exploitation de Concorde.

Le nouveau contrat qui a été négocié dans de bonnes conditions que le premier, est fondé sur les mêmes principes. Il s'efforce, d'une part, de tracer l'évolution prévisible de la compagnie pour les trois ans à venir, et d'autre part, rappelle les conditions dans lesquelles s'organiseront les rapports entre l'État et la compagnie.

● **L'EXPLOITATION.** — Air France sera, en 1980, une des rares compagnies à équilibrer ses comptes. En 1981, son trafic ne devrait s'accroître que de 4 % à 5 %.

● **COMPOSITION DE LA FLOTTE.** — L'État autorise Air France à acquérir, en 1981, deux Boeing-747, trois Airbus et quatre Boeing-727 ; en 1982, deux B-747, trois Airbus et un B-727 ; en 1983, trois B-747 et un B-727.

● **INVESTISSEMENTS.** — Air France estime comme suit ses besoins financiers : 2.758 milliards en 1981, 2.922 milliards en 1982, de la discussion budgétaire — il devrait être décaissé par autofinancement. L'État participera — sous réserve de révisions à la suite d'une amélioration des résultats — à ces investissements par des dotations en capital qui devraient être de 60 millions en 1981, 150 millions en 1982, 150 millions en 1983.

● **LES DOM-TOM ET LA CORSE.** — Pour la desserte des DOM-TOM, les tarifs homologués par l'État doivent assurer l'équilibre de l'exploitation des lignes par la compagnie. Si ces tarifs étaient fixés à un niveau insuffisant une compensation serait versée par l'État. La question de la desserte de la Corse est réglée.

● **LES DOM-TOM ET LA CORSE.** — Pour la desserte des DOM-TOM, les tarifs homologués par l'État doivent assurer l'équilibre de l'exploitation des lignes par la compagnie. Si ces tarifs étaient fixés à un niveau insuffisant une compensation serait versée par l'État. La question de la desserte de la Corse est réglée.

● **LES DOM-TOM ET LA CORSE.** — Pour la desserte des DOM-TOM, les tarifs homologués par l'État doivent assurer l'équilibre de l'exploitation des lignes par la compagnie. Si ces tarifs étaient fixés à un niveau insuffisant une compensation serait versée par l'État. La question de la desserte de la Corse est réglée.

● **LES DOM-TOM ET LA CORSE.** — Pour la desserte des DOM-TOM, les tarifs homologués par l'État doivent assurer l'équilibre de l'exploitation des lignes par la compagnie. Si ces tarifs étaient fixés à un niveau insuffisant une compensation serait versée par l'État. La question de la desserte de la Corse est réglée.

Le numéro du « Monde » daté 7 janvier 1981 a été tiré à 553 604 exemplaires.

**ARAMIS**  
CHEMISIER - HABILLEMENT  
diffusion Pierre Cardin  
**Soldes annuels**  
36, rue du Faubourg St Honoré Paris

**St-Germain des prés**  
HABILLEMENT  
CHEMISIER  
CHAUSSEUR  
**LIQUIDATION TOTALE**  
AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT  
demarkes très importantes  
sur  
Costumes, Vestons, Pantalons, Imperméables  
Peaux laines, Pulls, Chemises, Chaussures  
37, rue du Four Paris 6ème  
Parking gratuit 64 rue Bonaparte

## LA SITUATION AU TCHAD EST ÉVOQUÉE

### La situation au Tchad est évoquée

Devant le conseil des ministres, mercredi 7 janvier, M. François Poncelet, ministre des affaires étrangères et de la coopération, ont informé le gouvernement de la situation au Tchad. M. François Poncelet a aussi parlé des conséquences à attendre de la mise en place de la nouvelle administration américaine.

### En plein centre de Marseille

### LES POLICIERS TUENT LES DEUX AUTEURS D'UN HOLD-UP

(De notre correspondant.)  
Marseille. — Un hold-up dans une bijouterie du quartier de la Belle-de-Mai, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, s'est achevé par la mort de ses deux auteurs tués mercredi 7 janvier par les policiers alors qu'ils s'enfuyaient à bord d'un véhicule conduit par un commerçant pris en otage. La fusillade a aussi entraîné la blessure par balle d'une passante. Les témoins s'accordent à dire que c'est miracle que le tir nourri déclenché contre les fuyards n'ait pas fait plus de dégâts.

A 9 h 30, deux hommes armés et visage dissimulé par des cagoules faisaient irruption dans la bijouterie de M. Chapelot. Ils faisaient main basse sur des bijoux placés en vitrine, mais le commerçant actionnait son signal d'alarme. Ce geste lui valut d'être pris en otage par ses agresseurs qui, sortant de la boutique, s'aperçurent qu'un fait une soucrière leur avait été tendue par des policiers qui tentaient de les prendre en flagrant délit. Leur coup fait, les deux hommes se précipitèrent dans une boutique et prenaient le patron en otage. Des tractations s'engageaient entre les policiers et les auteurs du vol. Les négociations se poursuivaient jusqu'à ce que les deux hommes acceptassent de se rendre. Ils furent alors conduits à la prison des Baumettes.

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

Devant le conseil des ministres, mercredi 7 janvier, M. François Poncelet, ministre des affaires étrangères et de la coopération, ont informé le gouvernement de la situation au Tchad. M. François Poncelet a aussi parlé des conséquences à attendre de la mise en place de la nouvelle administration américaine.

### En plein centre de Marseille

### LES POLICIERS TUENT LES DEUX AUTEURS D'UN HOLD-UP

(De notre correspondant.)  
Marseille. — Un hold-up dans une bijouterie du quartier de la Belle-de-Mai, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, s'est achevé par la mort de ses deux auteurs tués mercredi 7 janvier par les policiers alors qu'ils s'enfuyaient à bord d'un véhicule conduit par un commerçant pris en otage. La fusillade a aussi entraîné la blessure par balle d'une passante. Les témoins s'accordent à dire que c'est miracle que le tir nourri déclenché contre les fuyards n'ait pas fait plus de dégâts.

A 9 h 30, deux hommes armés et visage dissimulé par des cagoules faisaient irruption dans la bijouterie de M. Chapelot. Ils faisaient main basse sur des bijoux placés en vitrine, mais le commerçant actionnait son signal d'alarme. Ce geste lui valut d'être pris en otage par ses agresseurs qui, sortant de la boutique, s'aperçurent qu'un fait une soucrière leur avait été tendue par des policiers qui tentaient de les prendre en flagrant délit. Leur coup fait, les deux hommes se précipitèrent dans une boutique et prenaient le patron en otage. Des tractations s'engageaient entre les policiers et les auteurs du vol. Les négociations se poursuivaient jusqu'à ce que les deux hommes acceptassent de se rendre. Ils furent alors conduits à la prison des Baumettes.

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)

● **LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL.** — Le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale, une grève de huit jours pour protester contre le nouveau mode d'élection des conseils d'université et pour demander la mise au point des conditions de distribution de la nouvelle carte universitaire, nous signalons notre correspondant.

Le même jour, des étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III), venaient eux aussi de se mettre en grève, au motif que la loi qui conduit à Carcassonne et à Narbonne.

Les étudiants, qui s'étaient retranchés à l'intérieur de leur université, ont tenté d'empêcher aux automobilistes les raisons de leur grève.

● **Nomination d'un administrateur provisoire de l'université de Perpignan.** — Le président de l'université de Perpignan, M. Yves Serra, dont le mandat arrivait à expiration le 21 décembre, ayant refusé de mettre en place les procédures d'élection du nouveau conseil d'université, le ministre vient de nommer un administrateur provisoire : M. Louis Constant, professeur de droit public à l'université de Perpignan depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977, a été chargé de cette mission. Il devra organiser les élections du nouveau conseil de l'université, qui prendra quarante membres au lieu de quarante-trois dans le précédent. — (Corresp.)